

Agenda

10 mars, de 10h à 16h, au Centre Catholique International à Genève (CCIG), 1, rue de Varembe, 1211 Genève; Journée d'information "Droits de l'homme" pour les Organisations Internationales Catholiques et les intéressés, en préparation de la 56ème session de la commission des droits de l'homme des Nations Unies. Organisation et renseignements: CCIG, Tél. 022/734 14 65.

8 mars, départ de Genève de la "Marche des femmes 2000" (arrivée à Bruxelles le 14 octobre) pour l'élimination de la pauvreté et des violences faites aux femmes. 11 mars, manifestation prévue à Genève. Contact et renseignement: Rina Nissim et Ynes Gerardo, c/o marche mondiale des femmes-Genève marche, 2, rue de la tannerie, 1227 Carouge. Tél. 022/301 37 95

Voir notre mini-dossier en page 3



Faites du mardi 29 2.2000 un jour de trêve

Un jour offert
L'an 2000 aura un jour de plus. Que sera ce 29 février pour vous? Simple un jour de travail en plus ou un don pour autre chose, s'entend?

Faites une trêve
Pour vous et avec vos collègues: prenez une pause, un temps de respiration, de réflexion, de convivialité...

Trêve... et puis changer
C'est le slogan de la campagne 2000 de l'Action de Carême et de Pain pour le Prochain qui collectent des fonds pour des programmes de développement dans des pays du Sud

Comment faire une trêve dans votre vie et à votre travail?
Vous pouvez échanger vos idées sur internet: www.ppp.ch www.fastenopfer.ch

Ou par téléphone: 021 617 88 81

Irak: lever l'embargo

Pris au piège de l'obsession d'une grande puissance à punir un régime insoumis et les subterfuges d'un dictateur qui se joue des malheurs de son peuple pour pérenniser son pouvoir, le peuple irakien n'en finit plus de souffrir son martyre. L'embargo a plongé le pays dans un drame dont on ne voit pas l'issue. Le régime n'a pas plié, les innocents en payent le lourd tribut. Cet embargo ne se justifie pas, ou en tout cas plus, il faut le lever.

2 août 1990, l'Irak envahit le Koweït. La communauté internationale réagit en lui imposant un embargo. L'Irak ne fléchit pas. Début 1991, sous l'égide des nations unies, une coalition de 32 pays dirigée par les USA, s'emploie, par la force, à le déloger du Koweït. Puisqu'il faut lui priver des moyens de rééditer cette belliqueuse expérience, l'opération se poursuit jusqu'à l'intérieur du territoire. Le 5 avril 1991, affaibli et diminué, il cède et se plie, sans condition, aux exigences de l'ONU.

L'embargo n'a plus sa raison d'être

Aujourd'hui, force est de constater que cet embargo, décrété au début de la guerre, n'a plus sa raison d'être. Le potentiel militaire irakien a été réduit à néant et son arsenal d'armes chimiques ou de missiles de destruction massive, complètement détruit. Pourquoi alors continuer à agiter l'épouvantail? Les visées seraient-elles autres? Les irakiens sont nombreux à le penser. L'objectif des USA, avancent-ils, est de parvenir, à terme, à l'éclatement de l'Irak en trois petits états, faciles à contrôler. L'embargo,

nous a-t-on dit, conduira le peuple irakien à se soulever contre son dictateur. Il a plié tout un peuple qui, d'après les estimations, a effectué un bond en arrière pour retrouver le niveau socio-économique qui était le sien en 1950. Le salaire moyen d'un fonctionnaire de l'état est de 3500 Dinars (7\$ au cours officiel, 3\$ au cours officieux). Avant la guerre, 1 dinar s'échangeait à 3\$. Avec 250 Dinars on pouvait acheter une voiture d'occasion. Aujourd'hui cette somme suffit à peine à acheter...un sandwich. Le pays manque de tout, les hôpitaux n'ont même pas assez de chlore pour désinfecter l'eau. 4500 enfants de moins de 5 ans meurent chaque année des pénuies et des épidémies diverses. L'ONU a tenté de desserrer l'étau en adoptant la résolution... pétrole contre nourriture, mais cette résolution, difficile à appliquer, s'avère inefficace parce qu'insuffisante. Voilà pourquoi la COTMEC, en association avec d'autres organismes, soutient l'appel lancé par Pax Christi pour la levée de l'embargo frappant l'Irak. ■

Justin Kahamaile

Signez et faites signer vous aussi cet appel et retournez-le avant le 15 mars à Pax Christi Suisse, 3, ch. Cardinal-Journet, 1752 Villars-sur-Glâne,

Tél. 026 426 34 75

Voir texte de l'appel en annexe

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

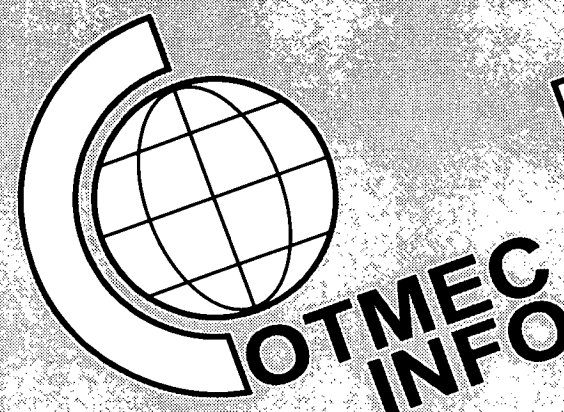
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédacteur Responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 220 - Janvier-Février 2000



Mini-dossier, p. 3
Marche mondiale des femmes

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Regard et égard

Dans une de ses dernières livraisons, Le Monde (27.1.2000) présentait une page d'histoire pas trop lointaine dont je ne sais encore si je dois en rire ou pleurer. A la fin du XIXe siècle, le directeur du Jardin d'Acclimatation de Paris imagina de recruter des Annamites, des Somalis et autres indigènes pour les présenter au public. Pendant 35 ans, les parisiens se passionnèrent pour ce genre d'exhibition, lançant de la nourriture (des bananes et des cacahuètes ?) aux "sauvages" parqués derrière des grilles! Plus proche de nous, en 1931, on refusa d'exposer des Canaques à la grande exposition coloniale parce que décidément "trop sauvages" ils auraient pu croquer à belles dents les visiteurs ! -, mais on les présenta au Jardin d'Acclimatation avec une collection de sauriens ! Tous ne finirent pas crocodiles. L'un d'entre eux est le grand-père de Karembou, célèbre footballeur, qui fut embrassé par Chirac lorsque l'Equipe de France se tailla les lauriers que l'on sait aux derniers championnats du monde.

Aujourd'hui, personne ne viendrait à l'idée de se déplacer au Jardin Botanique ou à Expo 2002 pour découvrir des Congolais ou des Haïtiens à peau brune ou noire. Il suffit de passer une frontière en leur compagnie pour s'apercevoir de l'intérêt qu'ils suscitent encore. Il y a peu, je fus témoin de la fouille indiscrète et indécente qu'a dû subir aux yeux de tous un jeune africain accompagné de sa vieille maman dans un couloir du Cisalpino, entre Domodossola et Brigue. Alors que les gabelous ne jetaient qu'un oeil indifférent aux autres voyageurs de visage pâle, celui-là était passé au peigne fin. Bien sûr, la drogue! Bien sûr, le trafic de cigarettes! Et quoi encore! J'en avais honte pour lui et pour moi aussi. De quoi était-il soupçonné? Délit de faciès, certainement!

C'est pourquoi, je ne me précipiterai pas à fixer mon regard sur le SDF ou le clochard qui me sollicite à la sortie d'une messe. Je ne serai plus tenté de "dévisager" le violoneux qui pousse sa chansonnette dans un tram des TPG. A moins, bien sûr que mon regard soit teinté d'égard. Comme celui de Jésus à la vue de cet importun qui croisa un jour son chemin. "Jésus le regarda et se prit à l'aimer" (Marc 10, 21). ■

Guy Musy



Expo Photo «Vive l'espérance!»

Avril de cette année signifiera, au Brésil, le 500e anniversaire de l'arrivée des Portugais et du début de la conquête. Il s'agit donc d'un moment opportun pour dresser un bilan historique et critique de l'histoire du pays à la lueur d'un présent animé par d'importants acteurs sociaux.

E-CHANGER, qui compte aujourd'hui une quinzaine de volontaires présent/es au Brésil, et NOVO MOVIMENTO (association de solidarité existant en Suisse allemande) présentent l'exposition photographique «Vive l'espérance! le Brésil depuis 500 ans d'exclusion», du réalisateur brésilien Douglas Mansur.

Cette exposition, composée de 55 photos de grande qualité tant artistiquement que du point de vue des témoignages, sera inaugurée dans le cadre du Festival international de films de Fribourg (durant la première quinzaine du mois de mars).

Ultérieurement, deux versions de l'exposition circuleront tout au long de l'an 2000 en Suisse allemande et en Suisse romande.

Sergio Ferrari
Renseignements: T 026 422 12 40

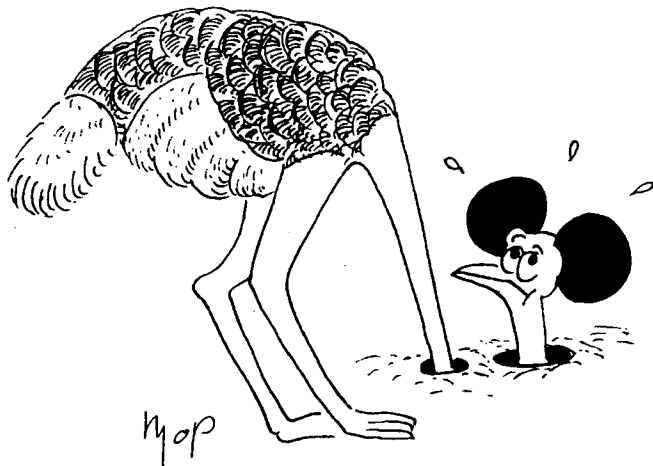
Mickey... Blanc comme neige ?

Chaque année, les rayons des magasins du monde entier sont envahis par le Roi Lion, Quasimodo ou Tarzan, héros des films de Disney. Il faut dire que le géant du dessin animé est passé maître dans l'art du produit dérivé : peluches, vêtements, CD, Disney est partout. Une machine commerciale parfaitement rodée mais aussi le souci d'une bonne réputation à préserver : la multinationale a en effet adopté en 1997 un code éthique qui oblige ses fabricants à respecter les droits de leurs employés et à leur garantir des salaires corrects. Grande fierté de ses initiateurs, ce code s'apparente pourtant à de la poudre aux yeux. La majorité des 15.000 usines qui fabriquent des produits dérivés Disney se trouve en extrême-Orient, dans des pays comme la Chine, la Thaïlande ou le Vietnam, régions où les coûts de productions sont bas, les syndicats faibles ou inexistantes, les protections légales insuffisantes. Dès lors, nombreuses sont les usines qui ne respectent pas le code

éthique instauré par Disney. Selon une enquête réalisée par le Comité industriel chrétien de HongKong (HKCIC) dans plusieurs usines de Chine du Sud, les conditions de travail des ouvriers sont catastrophiques et contraires aux dispositions pénales. Ainsi, les travailleurs, pour la plupart des femmes entre 18 et 25 ans, ne possèdent souvent pas de contrat, gagnent en moyenne l'équivalent de 100 frs. Suisses par mois -soit trois fois moins que le minimum vital pour faire subsister une famille- et travaillent entre 11 et 13 heures par jour, parfois même jusqu'à 16 heures sept jours sur sept.

Abus de pouvoir

La direction des usines pratique l'abus de pouvoir tout azimut ; lors de leur engagement, les employés doivent verser une caution élevée dont ils ne revoient souvent pas la couleur et sont lourdement sanctionnés à chaque retard ou absence. Hung, ouvrier à la Midway daily



Products Ltd, témoigne : « Ici, c'est vraiment très dur, tout retard conduit à une amende : 2 RMB pour une minute, 10 RMB

pour 5 minutes, 30 RMB pour 15 minutes (30 RMB= 6 frs. suisses). Toute personne absente trois jours est licenciée. » Les employés logent dans des dortoirs exigus et surpeuplés ; les enquêteurs de la HKCIC ont même rencontré une dizaine de femmes se partageant une pièce de 12m². Souvent les travailleurs n'ont pas même connaissance de l'existence d'un code éthique défendant leurs droits constamment bafoués !

Mickey fait l'autruche

Face aux remous suscités par cette enquête, la transnationale aux grandes oreilles a adopté une politique de l'autruche. Appelé peu avant Noël à comparaître devant le "Tribunal permanent des peuples", fondé en 1998 à Bruxelles par la campagne *Clean Clothes* (pour des habits produits dans la dignité), Disney n'a pas même daigné se présenter. Et plutôt que d'améliorer la situation dans les usines mises en cause, la multinationale a tout simplement retiré certaines de ses commandes, mettant en péril des emplois. Tout cela est bien loin des contes de fées et autres histoires enchantées qui nous sont servies sur grand écran à longueur d'année par la multinationale du rêve. ■

Jonas Pasquier

Des informations sur la campagne «Clean Clothes, pour des habits produits dans la dignité» sont accessibles depuis nos pages sur internet: www.cath.ch/cotmec ou à notre secrétariat: Tél. 022 329 26 81

Jacques Perroux

Un regard éthique venu de l'Inde

La revue «Foi et développement» a publié en décembre dernier un intéressant article de l'Indien Desmond A.D'Abreo. Cet ex-journaliste, animateur d'organisations populaires, présente un modèle alternatif de développement pour son pays.

L'auteur commence par critiquer le processus de mondialisation actuel. Il assure que «pour plus de 45% de la population de l'Inde, la prospérité promise suite à la croissance n'a été qu'une cruelle mystification». Alors qu'on prétendait que la nouvelle structure économique allait faire disparaître la division en castes, il n'en a rien été. Les plus pauvres, les Intouchables, sont privés de l'éducation primaire, le système éducatif, ayant passé en secteur privé. Sous-qualifiés, ces travailleurs sont condamnés au chômage, la mécanisation et l'automation ayant envahi le domaine agricole où ils travaillaient auparavant.

Ce constat pousse l'auteur à réclamer un autre modèle de développement, qui associe la croissance économique «à la redécouverte du caractère spirituel inné de la vie», dont les traditions culturelles et religieuses de l'Inde sont imprégnées.

La racine du sous-développement étant l'inégalité et l'injustice, l'équité doit être à la base

de ce nouveau modèle. Habituellement, on définit le développement par l'augmentation régulière du revenu des habitants. L'auteur conteste cette définition. Pour lui, un développement sain doit réunir trois critères: que les citoyens puissent bénéficier d'une vie saine et longue, qu'ils aient la possibilité d'acquérir des connaissances, et qu'ils accèdent à un niveau de vie décent. La croissance économique doit être au service des gens, et non le contraire.

«L'existence humaine est un faisceau de relations»

S'appuyant sur la tradition de son pays, A.D'Abreo milite pour un respect de toute personne, chacune étant capable d'établir des relations. «En Asie, et tout particulièrement en Inde, écrit-il, nous considérons depuis des temps immémoriaux l'existence humaine comme un faisceau de relations». Chaque être humain doit d'abord être en relation avec «l'Etre suprême ou l'Atman, puis avec l'ensemble de la création cosmique: toutes les créatures vivantes depuis la plus petite des plantes jusqu'au plus grand des animaux, et avec toutes les créatures humaines». Dans la philosophie advaitiste, en effet, «chaque être est unique,

quelle que soit sa religion. C'est pour cette raison que nous reconnaissons l'Etre suprême dans chaque personne que nous rencontrons. » Toutes peuvent alors aller à la rencontre des autres, pour former entre elles une communauté. Contrairement au capitalisme, qui est un système essentiellement individualiste.

L'auteur est conscient que les castes les plus basses ne pourront accéder à cet idéal que lorsque leurs conditions de vie seront facilitées. Cependant, les pauvres peuvent être les artisans de cette amélioration. En effet, «la seule richesse des pauvres, c'est leur nombre»; s'ils prennent conscience de leur solidarité, la force qu'ils représentent «les rendra capables d'entrer dans leurs droits et leur dû sans violence». (N'est-ce pas là l'esprit de Gandhi?)

S'agissant de «remplacer l'économie d'aliénation qui domine, par son antithèse, l'économie de communauté», cette éthique venue des Indes est également valable chez nous. Elle commence à se réaliser «quand, écrit l'auteur, nous cultivons nos relations avec nos semblables, aussi pauvres et opprimés qu'ils soient, dans la foi et le respect, reconnaissant en eux nos frères et nos sœurs». ■

Une marche mondiale des femmes

Du pain et des roses ou 2000 raisons de marcher

C'est sur ce thème que les femmes du Québec ont lancé en 1997 un appel à la mobilisation des femmes en l'an 2000. Dans le no 198 du Cotmec Info nous vous donnons rendez-vous; le moment de marcher est arrivé et d'innombrables femmes de par le monde vont se mettre en route dès le 8 mars pour rappeler leur volonté de participer à l'établissement d'une société basée sur le respect de la dignité de chacun et chacune, ainsi que sur la satisfaction des besoins sociaux. Aux dernières nouvelles, plus de 1600 organisations réparties dans 121 pays rappelleront qu'aujourd'hui encore, les femmes peuvent dénombrer 2000 raisons qui les empêchent d'avoir la pleine jouissance des droits reconnus par la Déclaration universelle des droits de l'homme. Le premier pas - symbolique - pourrait être de modifier l'intitulé officiel de la déclaration et de remplacer droits de l'homme par droits de la personne ou droits humains. ■

Maryse Durrer



La marche des femmes commence à Genève

Le 8 mars - Journée internationale de la femme - commencera à Genève la Marche mondiale 2000 contre

- la pauvreté et pour le partage de la richesse;
- la violence faite aux femmes et pour le respect de leur intégrité physique et mentale.

Cette Marche arrivera à New York le 17 octobre - Journée internationale de la pauvreté - en passant par Bruxelles. Y participeront 3700 associations appartenant à 150 pays qui apporteront au secrétaire général de l'ONU leurs revendications et des cartes que chacun pourra signer pour les appuyer.

L'idée est venue du Canada où la Marche "Du pain et des roses" avait eu un grand succès il y a cinq ans. Du pain pour vivre et des roses pour avoir des raisons de vivre. Les 900 Canadiennes qui avaient marché pendant une dizaine de jours, s'étaient présentées devant le Parlement avec un éventail de revendications sur le thème de la pauvreté dont plusieurs ont abouti.

Des réunions préparatoires ont eu lieu ces derniers mois à Genève, à Berne, sur le plan national, et à Bruxelles. Des femmes de quinze nations d'Europe se sont retrouvées à Genève le week-end de la mi-janvier pour mettre au point une plate-forme de revendications. Six contre la pauvreté s'adressent aux Etats, aux Nations Unies, à la Banque

mondiale et au Fonds monétaire international: onze contre la violence s'adressent aux Etats et aux Nations Unies...

Les femmes veulent, entre autres, une Europe sociale, solidaire, démocratique, une Europe de paix et de développement durable, ouverte aux immigrés et qui englobe tous les pays.

Le monde est construit sur un système néolibéral et patriarcal qu'elles réprouvent parce qu'elles en sont les premières victimes. Elles réclament la suppression de la dette des pays du tiers-monde, un contrôle citoyen de l'Organisation mondiale du Commerce, elles approuvent la taxe sur les transactions financières (Tobin) et sont opposées à toute forme de discrimination quelle qu'elle soit, pour qui que ce soit.

Dès le 20 janvier, les Genevoises se réunissent tous les jeudis à 17 h.30, à la rue de la Monnaie, pour informer la population. ■

Christiane Piffaretti

Marche mondiale des femmes - Genève marche, 2 rue de la Tannerie, 1227 Carouge, tél. 301.37.95, fax 301.37.95/86

Des actions pour les droits des femmes

LES DOMESTIQUES ONT AUSSI DES DROITS. En Belgique, le réseau RESPECT s'est constitué pour demander justice et équité pour les travailleurs domestiques migrants, qu'ils aient des papiers ou non, qu'ils soient de la première ou de la deuxième génération et quelle que soit leur origine. Le réseau s'appuie ses revendications sur une charte; il est important de souligner que ce sont les travailleurs migrants qui l'ont rédigée, en se basant sur leurs expériences quotidiennes. Les principales demandes sont : droit à un statut d'immigration indépendant de l'employeur qui reconnaisse le travail domestique, droit à la protection sociale (salaire minimal, allocation de maladie, maternité, droit à la pension), droit à un contrat qui stipule quel sera l'horaire de travail, le salaire minimal etc... droit de s'affilier à un syndicat, droit à la reconnaissance des qualifications obtenues dans le pays d'origine ou dans un autre pays. Ces travailleurs domestiques sont le plus souvent des femmes, qui en plus des obstacles rencontrés par les hommes, sont en butte à la violence. Cela se passe en Belgique, la pertinence de ces demandes devraient aussi être comprise en Suisse. (source Espérances des peuples janv.2000)

MAQUILLAS ET ZONES FRANCHES sont pain béni pour les tenants de la globalisation et du «tout à l'économie»: peu ou pas de contrôles, des travailleuses corvéables à merci, le tout loin des regards des syndicats traditionnels. «Que ce soit en Corée, en Chine ou en Amérique centrale, ces zones reposent sur la subordination et l'exploitation de la femme», c'est la constatation faite par les participantes d'une rencontre organisée par l'Asian Monitor Ressource Center. Des femmes venues du Mexique, du Salvador, de la République Dominicaine, du Canada, du Sri Lanka, de la Corée du Sud, de la Chine et des Philippines ont partagé leurs expériences et sont arrivées à la conclusion que les organisations féminines et les syndicats doivent trouver les moyens de soutenir les travailleuses des zones franches. Le premier pas est fait par la constitution d'un réseau allant de l'Amérique centrale à l'Asie, passant par l'Europe et le Canada, reste maintenant le plus difficile, élaborer des stratégies permettant de mettre hors la loi cette forme moderne d'esclavage. (source Solidaire no 152). ■

Maryse Durrer

Le martyr des innocents *

APPEL POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO CONTRE L'IRAK

Avec d'autres organisations non-gouvernementales, Pax Christi Suisse demande depuis 1991 l'arrêt de l'embargo frappant la population irakienne.

Dans sa déclaration finale adoptée le 30 juin 1999 à Amman, le Conseil International de Pax Christi a dénoncé à son tour les effets désastreux de l'embargo, aussi bien sur le plan de l'économie, de la santé et du fonctionnement social. La société irakienne se trouve dans un processus grave de **déshumanisation**. Il est indigne que la communauté internationale continue à priver la population irakienne de nourriture, de médicaments et de la remise en état des infrastructures indispensables à la collectivité (eaux, électricité, routes, etc.).

Un embargo est une mesure politique qui demande à être appliquée en fonction d'un objectif précis, d'une limite clairement établie dans le temps et dans le respect de certaines règles de proportionnalité. Ses conséquences sur la population civile et plus particulièrement sur les enfants doivent être sans cesse évaluées. Le cas échéant, la levée ou un allègement de l'embargo doivent être décidés sans délai.

Il est insoutenable que tant d'enfants meurent jour après jour des conséquences de l'embargo. Il est insupportable d'assister en silence à la déshumanisation complète de la société civile irakienne. Il est inadmissible de ne pas pouvoir intervenir sur le terrain pour lutter contre la contamination radioactive causée par les interventions militaires contre l'Irak.

NOUS APPELONS la communauté internationale, l'ONU et plus particulièrement les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, à lever sans délai l'embargo contre l'Irak, à l'exception de l'embargo portant sur le matériel de guerre.

NOUS DEMANDONS aux autorités de notre pays de faire pression dans ce sens-là sur les gouvernements en Europe et ailleurs dans le monde.

NOUS DEMANDONS que la levée de l'embargo soit accompagnée d'un plan de redressement humanitaire de la société civile irakienne. Pour réaliser ce plan, nous appelons la communauté internationale à s'inspirer de sa responsabilité humaine face à la population irakienne et non pas de ses intérêts purement économiques. Le redressement doit comprendre notamment un accompagnement médical, social et psychologique de toutes les personnes, plus particulièrement des enfants. L'acheminement de l'aide internationale là où elle est la plus urgente doit être garanti.

NOUS APPELONS le président irakien à faire cesser immédiatement la terreur à l'encontre de l'opposition dans son pays, à rétablir les droits fondamentaux et à ouvrir les frontières aux agents des organismes internationaux.

La levée de l'embargo n'empêchera pas le maintien d'une pression politique et économique ciblée contre le régime dictatorial, de manière à favoriser l'installation prochaine d'un régime démocratique, respectueux de la dignité des femmes et des hommes qui habitent en Irak.

NOM	PRENOM	VILLE	SIGNATURE

Cet appel est soutenu par (Suisse): Action de Carême, Commission nationale Justice et Paix, COTMEC (Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique), Communauté catholique de langue espagnole Genève, Conseil missionnaire catholique suisse, Communauté Romande de l'Apostolat des Laïcs (CRAL, regroupant 23 mouvements et organisations), Pain pour le Prochain, Pax Christi Suisse. Liste provisoire au 18 janvier 2000.

Renvoyer les feuilles signées ou partiellement signées jusqu'au 15 mars 2000 à

Pax Christi Suisse

ch. Cardinal-Jourmet 3, 1752 Villars-sur-Glâne – tél. : 026 426 34 75, fax : 026 426 34 75, e-mail : pxch@mcnet.ch

* Titre d'un article paru à ce sujet dans L'Echo Magazine du 10 septembre 1999



Le martyr des innocents *

APPEL POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO CONTRE L'IRAK

	NOM	PRENOM	VILLE	SIGNATURE
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
6.				
7.				
8.				
9.				
10.				
11.				
12.				
13.				
14.				
15.				
16.				
17.				
18.				
19.				
20.				

Envoyer à:

Pax Christi Suisse, ch. Cardinal-Jourmet 3, 1752 Villars-sur-Glâne, Suisse; tél. : 026 426 34 75, fax: 026 426 34 76, e-mail pxch@mcnet.ch

ne parvient pas à prendre ses distances par rapport au modèle occidental de développement.

Finalement, le dernier modèle, assumé en grande partie par la gauche, constitue une nouvelle démocratie populaire, participative où tout le monde est citoyen de plein droit. C'est aussi mon pari. Je propose une démocratie socio-cosmique et écologique. Une démocratie partie d'en bas, qui intègre la dimension religieuse en tant que structure objective de l'être humain, étant donné que le peuple est pauvre et religieux à la fois et que, par ailleurs, son désir de participer à la construction du pays est très fort.

Ce projet peut créer un nouveau genre de citoyenneté, ouvert au dialogue et à la collaboration, dans une société mondiale en train de naître et de prendre corps pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Jusqu'à présent, il y avait des histoires suisses, brésiliennes, argentines, etc. Désormais, c'est l'histoire de la famille humaine qui commence, avec une maison commune qui est la Terre, qui doit cohabiter avec toute sa diversité et intégrer cette diversité comme une richesse et non pas comme une décadence.

La dimension écologique de ce genre de démocratie passe par l'abandon de l'ethnocentrisme. Jusqu'à présent, les grands contrats et consensus sociaux se fondaient en effet uniquement sur la personne humaine. Désormais, il faut prendre comme base toute la chaîne de la vie, unique et sacrée, et intégrer au contrat social tout le système vital, les micro-organismes, les plantes, les animaux et les considérer tous comme de nouveaux citoyens d'un monde vivant. Ils sont tous bien plus vieux que nous, ils méritent notre respect et ont le droit de continuer à vivre.

«Jusqu'à présent, les grands contrats et consensus sociaux se fondaient en effet uniquement sur la personne humaine. Désormais, il faut prendre comme base toute la chaîne de la vie, unique et sacrée»

Q : Il y a exactement un an, dans un entretien semblable, vous aviez mis en exergue la nécessité d'une nouvelle coopération solidaire mondiale Nord-Sud. Comment cette idée rejoint-elle cette réflexion en train de se réaliser ?

R : La structure fondamentale de l'univers n'est pas la loi du plus fort ni la concurrence ! Au contraire, ce sont la collaboration et la solidarité entre tous qui impliquent une critique violente du capitalisme, de l'égoïsme, de l'individualisme propres à la folie de l'être humain. Notre système favorise les forces les plus destructrices et les moins solidaires... Je mise sur la synergie et la collaboration, lois fondamentales de l'univers, en permettant que s'y ajoutent la culture populaire, la chaleur humaine, le sens de l'inclusion, de l'adoption et de la composition qui auront raison de l'exclusion et de la loi du plus fort.

Q : Pour revenir, en guise de conclusion, à des considérations plus pratiques, comment interprétez-vous la résistance qu'un secteur de la communauté internationale oppose au libéralisme à tous crins qui s'exprime dans la proposition du cycle du millénaire de l'Organisation mondiale du commerce ?

R : Seattle a prouvé l'existence d'un autre genre de mondialisation, qui passe par Internet. Je vois dans les mobilisations du début décembre à Seattle la première manifestation d'un nouveau contre-pouvoir. Pour la première fois, nous assistons à un événement fantastique articulé à l'échelon mondial qui a agglutiné des secteurs très divers, des chrétiens aux paysans et aux ouvriers, en passant par les jeunes, les marginalisés, les chômeurs et les SDF.

Sergio Ferrari

*Service de presse E-CHANGER
Traduction: Jean Francois Cuennet*

COTMEC-info
Janvier-Février 2000
Supplément



Enjeux Nord Sud

Edito

Placée dans la perspective de l'homme et de l'humanité, la réalité de notre planète n'est pas encourageante et les symptômes de crise s'amoncellent.

Si nous continuons dans la même voie, illogique voire folle, c'est l'existence même de la nature – et de la vie en général – qui est en péril. Telle est l'interprétation de Leonardo Boff, théologien brésilien, qui rejette dans cet entretien tout fatalisme historique et anticipe les solutions probables.

En outre, Boff révèle en exclusivité les grands axes de ses deux prochains livres, à paraître au début de l'an 2000.

Le premier traite des deux mille ans de christianisme et l'autre des 500 ans de la domination au Brésil, qui remonte à la colonisation portugaise. Des aspects cruciaux et complémentaires pour tous ceux qui veulent faire une relecture non seulement de la conception chrétienne du monde mais aussi de l'engagement historique au Brésil, en Amérique latine et au Sud en général.

Sergio Ferrari

«La solution viendra du Sud»

**Entretien avec le
théologien brésilien
Leonardo Boff**

«La solution viendra du Sud»

Entretien avec Leonardo Boff

Q : Lorsque l'on interprète sérieusement les signes d'un monde fou, presque immoral, nous sommes envahis par des conclusions alarmistes, qui frisent le fatalisme. Les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres... Ce labyrinthe mondialisé a-t-il une issue ?

R : En décembre de l'année passée, j'ai participé à un séminaire de réflexion organisé à Bâle (Suisse). Il y avait de nombreux théoriciens et intellectuels. J'ai été surpris que presque tous ressassent les mêmes concepts si connus, en affirmant que les solutions doivent venir du Nord. Ils n'ont rien appris ! Ou si peu...

Pourquoi dis-je cela ? Parce qu'ils ne tournent pas leur regard vers en bas, vers les pauvres. Ils ne se rendent pas compte que, à long terme, les solutions viendront du "Grand Sud". Ils oublient que c'est du Nord que sont venus tous les "venins" (forme caricaturale que Boff emploie pour qualifier la reprise mécanique de tous les concepts terminés en "isme", tels que "capitalisme", "communisme", etc.). Ils pensent que nous sommes bêtes, que nous n'avons pas de grands académiciens, que nous ne savons rien...

Si nous regardons le Sud, les pauvres, nous verrons qu'au Brésil, en Amérique latine, en Afrique et ailleurs, les peuples ont survécu ces 500 dernières années grâce à leurs stratégies de résistance. Voilà pourquoi nous devons apprendre d'eux. Comment ils traitent la nature, comment ils se sont organisés et mobilisés, sans oublier, cela va de soi, les progrès de la science. Pour l'avenir, je pense à un modèle plus humanitaire qui se montre bienveillant en-

vers la nature, qui intègre tout ce que la science – et même le capitalisme – a apporté sur le plan des infrastructures, des techniques, etc.

Q : Lors d'un entretien à bâtons rompus, vous venez de nous révéler que vous achèverez, durant les premiers mois de l'an 2000, deux nouveaux livres. Le premier d'entre eux porte sur 2000 ans de christianisme. Quelles en sont les thèses fondamentales ?

R : Dans un ouvrage simple de cent ou cent cinquante pages, je tente d'analyser ce qui reste du christianisme, de ses rêves, de son héritage et de sa capacité d'éclairer l'avenir. Par ailleurs, je traite du christianisme de la colonisation qui a entraîné la disparition de toutes les autres religions et a rogné les possibilités de créer une Eglise à visage latino-américain. Ce visage a dû finalement s'esquisser à contre-courant. Une telle analyse, seuls les Latino-américains peuvent la faire avec toute la richesse critique et analytique.

En outre, je me propose d'aider à mieux comprendre le christianisme "populaire", qui est à la fois culture et religion, et, sur cette base, percevoir les milliers de visages que le christianisme mondialisé peut adopter aujourd'hui. Il y a autant de visages que de peuples et de communautés.

Voilà le contexte. A l'échelon théorique, je partirai des trois tentations de Jésus, celle du pouvoir politique (domination des peuples), celle du pouvoir charismatique (transformation des pierres en pain) et celle du pouvoir religieux (se jeter du haut du temple). Le Christ a résisté aux trois tentations mais l'Eglise y a suc-

«Si nous regardons le Sud, les pauvres, nous verrons qu'au Brésil, en Amérique latine, en Afrique et ailleurs, les peuples ont survécu ces 500 dernières années grâce à leurs stratégies de résistance.»

combé. Je reconnais que j'ai une vision très critique, mais je crois qu'il s'agit de la meilleure façon de sauver le christianisme des tentations auxquelles il a cédé. Le christianisme est bien plus que sa concrétisation en l'Eglise. Et nous devons sauver tout ce qui est positif.

Dans cette tradition, il y a un filon qui n'a pas cédé à ces faiblesses et qui a conservé le charisme premier de Jésus, l'idée de fraternité, de participation, d'esprit de pauvreté. Comme Saint-François au XIII^e siècle, comme la Réforme qui a essayé de récupérer bien des aspects essentiels (la dimension laïque, la parole de Dieu, la participation de la base)... Je reviens aussi au christianisme populaire qui a prouvé en Amérique latine qu'il est une véritable nouvelle voie avec sa vision de l'Eglise comme mouvement, comme réseau de communautés, plutôt que comme structure. Ce genre de christianisme est "exportable", l'autre non ! C'est un fragment imposé par l'Occident, qui sera de plus en plus un accident.

Q : Cette réflexion constitue-t-elle une parenthèse dans l'analyse écologique à laquelle vous vous êtes livré avec tant d'ardeur ces dernières années ?

R : Non, il s'agit du prolongement de "Eglise, charisme et pouvoir", en y ajoutant des aspects écologiques. L'avenir n'appartient pas au christianisme mais à la Terre et à l'humanité, tout en sachant que le christianisme, comme les autres religions qui gardent le feu sacré de Dieu, aide à préserver l'avenir. Mais le centre, permettez-moi d'insister, ce n'est pas le christianisme, c'est la création de Dieu, qui est bonne.

Par ailleurs, il faut interpréter le christianisme comme une forme bien plus polycentrique. Il y a un christianisme chinois, un autre coréen, un autre européen, un autre latino-américain. Chacun apporte quelque ces

chose. Ainsi, il est impossible d'imaginer le christianisme brésilien sans une pointe de carnaval et de musique...

Q : L'autre livre porte sur les 500 ans de colonisation au Brésil... De quoi s'agit-il ?

R : J'y travaille après avoir rejeté une première version qui ne m'a pas plu parce qu'elle était très négative. Pour résumer, je pense qu'il y a différentes façons de voir le phénomène historique de la conquête.

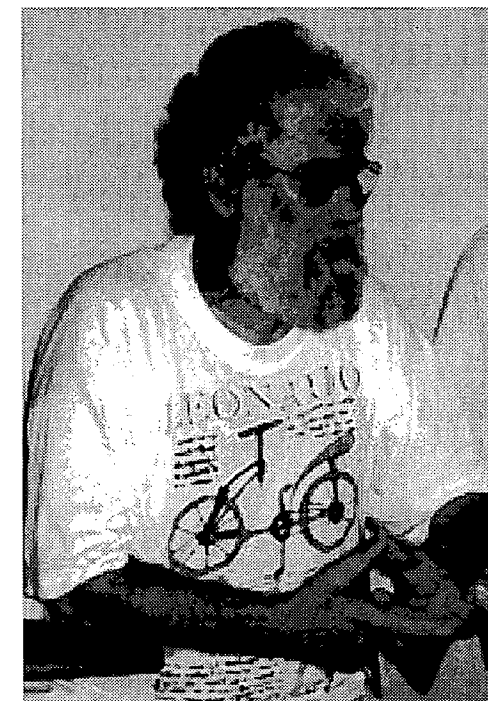
Certains le voient du pont des caravelles et pour eux, tout est magnifique. C'est la vision du pouvoir. D'autres le considèrent de la plage, dans l'optique des indigènes, et voient la domination et la destruction des Indes, comme le disait Bartolomé de las Casas. La perspective que je défends consiste à voir la conquête de la plage tout en intégrant ce qui est issu de ce choc de civilisation, qui a abouti au syncrétisme, au métissage des races et des religions... Avec comme héritage l'exclusion scandaleuse que nous n'avons pas pu réduire et qui, au contraire, va en augmentant.

Nous sommes la "tuile", l'"enfant non désiré" de l'Europe... Les conquérants voulaient aller aux Indes et ont buté sur nous par hasard. C'est peut-être pour cela que nous sommes les plus rebelles. Nous sommes un mélange d'Indigènes, de Noirs, d'Européens, d'Asiatiques, mais nous nous sentons Brésiliens et Latino-Américains, pas Européens.

Q : Quel est le Brésil issu d'un tel creuset ?

R : J'identifie trois modèles de construction du Brésil. Le premier, celui de la mondialisation néo-libérale, entraîne l'abandon total de notre souveraineté et le prolongement de l'expérience néo-coloniale.

Le deuxième est issu du capital national, d'une certaine bourgeoisie qui



Leonardo Boff
Photo: S. Ferrari

Eugénisme

Sélection peu naturelle

Sterilisation, exclusion, discrimination, les méthodes d'anéantissement des individus sont nombreuses et variées, directes ou détournées. Petit tour d'horizon non exhaustif sous forme de "coup de gueule".

Sterilisations

La quinacrine a été développée dans la recherche contre la malaria. Depuis, on a découvert qu'elle constituait un moyen chimique bon marché de stérilisation des femmes. Injectée dans l'utérus, elle brûle les trompes de fallopes, barant le passage à l'ovule. Bien que ce procédé ne soit pas admis par l'OMS, on estime déjà à 100 000 le nombre de femmes du tiers-monde ayant subi de telles interventions.

Cet usage sauvage est fortement encouragé par les milieux ultra-réactionnaires américains.

En écho à cette nouvelle relatée par SolidaritéS info, le Courrier fait mention de 200 000 indiennes stérilisées contre de la nourriture, des habits ou des chaussures.

On ne peut s'empêcher de mettre en relation ces dramatiques opérations pratiquées sur des femmes pauvres avec le cortège d'exactions dénoncées par les femmes de tous pays qui se sont mises en marche le 8 mars : avortement sélectif selon le sexe, infanticide des filles, malnutrition délibérée, accès inégalitaire aux soins médicaux et à l'éducation, mariage précoce, incestes, mutilations génitales, prostitution.

La Bête est de retour

Comment ne pas associer également ces stérilisations aux multiples chemins qu'emprunte l'eugénisme sous nos latitudes également, car le terrain sur lequel ils se dessinent est toujours le même : l'économie prend le pas sur le social, le fossé entre riches et pauvres prend des proportions abyssales, la violence et la misère s'installent, le faible devient le paratonnerre de nos peurs.

Cette prolifération de la peste brune n'épargne nullement les pays champions des droits humains. Le nouveau gouvernement autrichien en est une récente illustration. Notre Suisse modèle n'a aucune leçon à donner dans le domaine. Deux exemples parmi les derniers reflets de la propagation des idées d'extrême droite :

- A Emmen, les naturalisations sont soumises au vote populaire.
- En Argovie une initiative a été lancée pour créer des camps d'internement pour requérants d'asile récalcitrants. Elle vient d'être acceptée par le Conseil des Etats !

En marche !

Tous ces faits sont révélateurs du rôle de fusible que ce monde sous haute tension inflige aux individus les plus faibles. Ils nous incitent à rejoindre, par notre engagement quotidien, la marche pour l'éradication de la violence et de la pauvreté. Il y a encore tellement de chemin à faire !

Roland Pasquier

Solidarité avec José Rainha Jr!

Douglas Mansur, l'un des photographes les plus connus du mouvement populaire brésilien, a lancé - lors de son dernier passage à Genève - un appel pour renforcer la solidarité avec José Rainha Jr, victime d'une procédure judiciaire injuste.

„Zé Rainha" est l'un des dirigeants du „Mouvement des travailleurs agricoles sans-terre" au Brésil. Depuis 11 ans, une procédure juridique est engagée à son encontre: on l'accuse de l'assassinat d'un propriétaire terrien, alors que des preuves certifiées attestent de son innocence.

Le 3 avril, à Victoria (Etat de Espiritu Santo), Rainha comparaitra en appel devant un nouveau tribunal. Lors d'un premier jugement, il avait été condamné - sans preuves, selon ses défenseurs - à plus de 20 ans de prison.

«Il est fondamental que la communauté internationale et tout le mouvement de solidarité se mobilise et fasse pression sur les autorités judiciaires et le gouvernement brésilien, pour que la justice soit réellement appliquée», releva Douglas Mansur, lors d'un entretien accordé à COTMEC-INFO. «La solidarité est nécessaire, si l'on veut que Rainha soit totalement innocenté».

Mansur - qui a d'autre part exprimé ses remerciements pour l'accueil solidaire que son travail a reçu depuis des années - a exprimé, lors de sa visite à la COTMEC début mars, sa préoccupation pour le sort qui pourrait être réservé à Rainha le 3 avril.

«Le procès et le jugement de Rainha tentent de pénaliser l'ensemble du Mouvement des sans-terres. C'est une tentative de discréditer ce mouvement parmi la société brésilienne et la communauté internationale. C'est une manière de nier la capacité de création et de transformation de l'ensemble du mouvement social dans mon pays», a déclaré Mansur.

Renseignements pour un soutien: **E-CHANGER, T 026 422 12 40**
F 026 422 12 43, adresse électronique: e.ch@worldcom.ch.

Le photographe brésilien est venu en Suisse présenter son exposition photographique „**LE BRÉSIL AU REGARD DE 500 ANS D'EXCLUSION**". D'ores et déjà, cette exposition - mise sur pied avec l'appui des organisations de solidarité suisses „E-CHANGER" et „Novo Movimento" a rencontré un vif succès en Suisse romande.

Cette exposition met l'accent sur la capacité de mobilisation et de „rêve" du mouvement social brésilien, et plus particulièrement des travailleurs sans-terres. Elle a été inaugurée en mars avec la présence de Leonardo Boff.

L'exposition présente, par des images significatives, la capacité de transformation productive, culturelle et social des sans-terres: à partir du moment où ils occupent une parcelle en friche jusqu'à sa transformation en un „établissement" stable et en parfait état de fonctionnement.

Sergio Ferrari

Traduction Jean Pierre Renk

Circuit de l'expo MANSUR en Suisse romande:

21.3 - 25.4: Lausanne / Centre paroissial d'Ouchy (CPO), chemin de Beau-Rivage, 1006 Lausanne.

28.4 - 7.5: Sion / Sion-Expo Sa, Route de la Drague 14, 1950 Sion.

29.5 - 25.6: Genève / Musée d'ethnographie, Boulevard Carl-Vogt 65-67.
27.10 - 17.11: Sierre / Association sieroise de loisirs et culture, rue de la Monderèche 1, Sierre.

Agenda

● Du 6 avril au 28 mai à la Comédie de Genève: Exposition de photographie: SCLAVUS OU L'ESCLAVAGE CONTEMPORAIN A GENEVE. Horaires d'ouverture: 10h30 à 18h. Organisation: Association contre l'esclavagisme contemporain (ACEC) Renseignements: Tél. 022/321 01 32.

● 8 avril, de 9h à 17h, à l'UOG (Université Ouvrière de Genève), 3, place des Grottes: Journée d'information et de réflexion. Thème: PERSONNES SANS STATUT LÉGAL: REALITÉS ET PRATIQUES DE SOLIDARITÉ. Contact et renseignements: Centre de Contact Suisses-Immigrés: tél. 022/304 48 60

● 12 avril, à la paroisse St Pierre, av. Jean-Gambach 4, Fribourg: Conférence: LA SITUATION EN IRAK AUJOURD'HUI, bilan de dix ans d'embargo, avec le père Jean-Marie Benjamin, prêtre qui a réalisé des films documentaires sur ce pays. Contact et renseignements: ACAT-Fribourg, Tél. 026/436 17 05

● 10 mai, MGR NDUNGANE (EVÊQUE ANGLICAN, SUDAFRICAIN, SUCCESEUR DE DESMOND TUTU) sera à Genève pour défendre les droits des Sud-africains à une annulation des dettes héritées de l'apartheid et à des réparations suite aux crimes commis par ce régime.. Au programme de sa visite: Conférence de presse et atelier (sur invitation) dans l'après-midi au C.O.E (Conseil oecuménique des églises) et à 20h: conférence publique à Saint Boniface. Thème: «REPARATIONS DES DEGATS DE L'APARTHEID, ET SI LA SUISSE MONTRAIT L'EXEMPLE». Programme détaillé et autres renseignements: COTMEC, Tél. 022/329 26 81

● 30 mai, Berne, Hotel Bern, Zeughausgasse 9, de 9h00 à 16h30: COMBATTRE LA PAUVRETE OU FAVORISER LA RICHESSE? Org.: Communauté de travail des organisations d'entraide. Inscriptions 031 381 17 16, e-mail: mail@swisscoalition.ch

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE

Tél & Fax:
+41 22 329 26 81

E-mail:
cotmec@worldcom.ch

Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédacteur Responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires.

Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 221 - Mars&Avril 2000



COTMEC
INFO

Supplément
Dette et
Droit d'insolvabilité

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Rêver en Carême

Un entrefilet du Temps (21 février) nous apprend que la Suisse a «provisoirement» suspendu les renvois vers Abidjan des requérants d'asile déboutés. Je m'étais indigné contre une telle pratique après avoir lu le dossier «honteux» paru dans l'Hebdo du 20 janvier. Bien sûr, deux semaines plus tard, L'Hebdo du 3 février publiait une mise au point de l'Office Fédéral des Réfugiés (ODR) qui ne contestait pas l'existence de la procédure, mais affirmait ingénument qu'elle avait reçu l'aval des plus hautes autorités du pays. Si le procédé était légal, pourquoi devoir protester?

J'ai cru rêver et faire un voyage de cinq siècles dans la machine à remonter le temps. A cette époque l'esclavage des Noirs était dûment légalisé. On peut même découvrir un écrit papal pour le confirmer. On pensait alors, comme nos fonctionnaires fédéraux d'aujourd'hui, que ce qui est légal est aussi ce qui est juste et bon.

Alors quelle joie de lire le communiqué de l'ODR du 21 février. Je pensais qu'on avait remis la pendule à l'heure et l'homme sur ses pieds. Mais non. Nos responsables ne prennent pas tant de risques. Ils affirment simplement que le procédé - honni - est désormais «suspendu». C'est déjà ça, me suis-je dit. La moitié d'une conversion. J'avais espéré qu'on aurait pu motiver la suspension par des motifs humanitaires. Que nenni! Les Suisses n'aiment pas se confesser en public. Si les renvois forcés sont gelés, nous dit-on, c'est à cause des nouveaux dirigeants ivoiriens qui pourraient exprimer quelque scrupule sur nos manières de faire. Alors, prenons du temps pour les convaincre. Si possible avec des arguments sonnants et trébuchants.

Je veux rêver encore et soupçonner derrière cette mauvaise raison une culpabilité qui n'ose pas dire son nom. Ce serait déjà un pas vers l'aveu et une demande de pardon. Nous sommes en carême, que diable ! ■

Guy Musy

P.S. Hélas, je ne rêve plus. Je viens d'apprendre qu'il s'est trouvé à Berne une majorité de sénateurs pour proposer des «camps d'internement» pour requérants récalcitrants. Je ne puis que murmurer «Errare humanum est, sed perseverare diabolicum !»

Dominique Froidevaux

Faire Mémoire

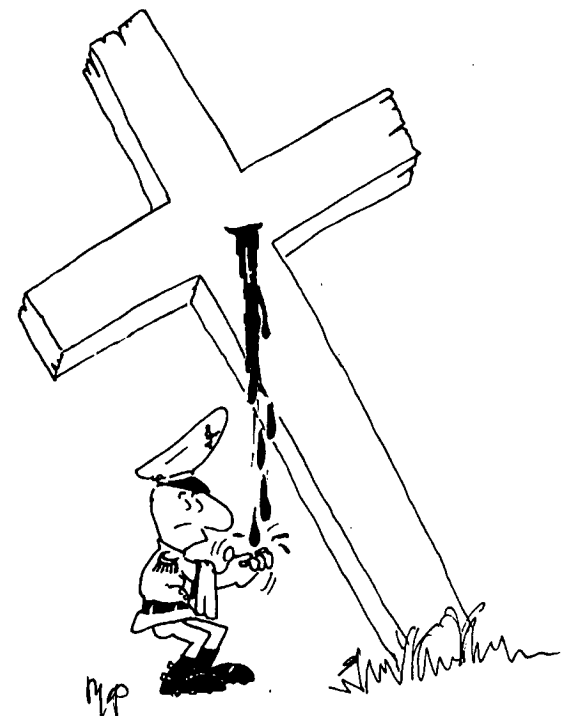
La mémoire des victimes du mal absolu a fait la une des journaux ces derniers temps.

On saluera ici tout d'abord la demande de pardon et les gestes de réconciliation - remarquables et empreints de dignité - de Jean-Paul II envers le peuple juif, lors de son voyage en Terre Sainte. Gestes qui s'accompagnaient d'un appel vigoureux au respect des droits du peuple palestinien. Voilà un signe d'espérance marquant, porteur d'avenir dans une des régions du monde où se manifestent les fractures les plus explosives de notre époque. Cette démarche n'effacera pas le génocide perpétré par les nazis à l'encontre des juifs qui reste une des blessures les plus profondes de notre humanité. Mais elle constitue un pas décisif pour avancer dans un travail de discernement qui nous concerne tous. Car si des catholiques en particulier, hauts dignitaires d'Eglise ou non, sont plus directement concernés par la demande de pardon du pape, nous sommes tous invités au discernement de nos responsabilités face à la perdurance des injustices passées tout comme face à celles qui surviennent aujourd'hui encore.

Autre lieu, autre approche: les trous de mémoire de Pinochet ont aussi tenu le devant de la scène médiatique. Grâce à un rapport médical controversé, l'ancien dictateur du Chili peut retourner dans son pays où une majorité du Congrès vient de lui accorder une «immunité spéciale» en vertu de son statut d'ex-président. Ici, ce sont toutes les plaies encore ouvertes de l'Amérique latine qui sont ravivées, sans que le travail de mémoire, condition indispensable à la réconciliation, puisse se faire en toute dignité.

L'Holocauste et les veines ouvertes de l'Amérique latine ne sont pas en tous points comparables. Mais on peut souhaiter qu'un jour l'Eglise catholique contribue aussi de toutes ses forces au grand pardon en Amérique latine...

Dans cette perspective, il est important d'honorer la mémoire des «justes»; ces femmes et ces hommes qui ont épousé - sans violences - la cause des pauvres dans leur lutte contre l'oppression et payé de leurs vies cet engagement. Figure de proue de ce combat, Mgr Oscar Romero, archevêque de San Salvador, était assassiné il y a tout juste vingt ans, alors qu'il célébrait la messe, le 24 mars 1980. Dans ce numéro, nous avons voulu lui rendre hommage, au nom de toutes les victimes anonymes de la sale guerre qui a ravagé l'Amérique latine. Plusieurs livres paraissent actuellement pour marquer l'événement. Nous vous invitons vivement à les découvrir (p. 2).



Plusieurs livres marquent le vingtième anniversaire de l'assassinat de Mgr Roméro.

• «OSCAR ROMERO, FRAGMENTS POUR UN PORTRAIT» (titre provisoire) de la religieuse latino-américaine María López Vigil se base sur un recueil émouvant de témoignages des «gens de la base» à l'écoute desquels l'archevêque de San Salvador a renouvelé son regard sur l'injustice et l'oppression qui sévissaient dans son pays. La publication de la traduction française de cet ouvrage a été retardée de manière inexplicable et inexpiquée par les Editions St-Augustin. Elle sera heureusement publiée tout prochainement par les éditions KARTHALA.

• «LE SANG DES JUSTES» de Charles Antoine est tout à fait complémentaire au livre précédent. L'auteur qui a vécu au Brésil à l'époque des «généraux» a rassemblé depuis son retour en France une documentation exceptionnelle sur l'Amérique latine, notamment par le biais de l'Agence de presse DIAL (Diffusion de l'Information sur l'Amérique latine). Avec ses précédents livres, dont «Guerre froide et Eglise catholique, l'Amérique latine» il avait déjà entamé un travail de mémoire précis et documenté. Dans ce dernier livre il rend hommage non seulement à Mgr Roméro, mais surtout à l'épopée des Jésuites qui, confrontés à l'expérience latino-américaine, ont fait de l'engagement pour la justice un élément fondamental des constitutions de leur ordre. Jacques Perroux nous résume ce livre paru aux éditions Desclée de Brouwer.

D.F.

«Le sang des Justes»

Ce livre passionnant retrace l'épopée des chrétiens d'El Salvador qui ont payé de leur vie leur combat pour la justice. En effet, entre 1977 et 1989, des laïcs, des prêtres et l'évêque Romero, furent lâchement assassinés par le pouvoir établi, jaloux de ses privilèges.

Le Salvador est situé sur l'étroite bande qui relie les deux Amériques. Ce petit pays, dont la superficie est la moitié de la Suisse, est entouré par le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua. Le 70 % des terres salvadoriennes appartient au 1% de la population. Conséquence? 90% des paysans n'ont aucune terre à cultiver, et la majorité de leurs enfants souffrent de malnutrition. Quant au 45% de la population active, elle est sans emploi, ou sous-employée. On estime que quatorze familles règnent sur le pays... «Le sang des justes» raconte le combat de ces gens d'extrême-droite contre les catholiques sociaux et les Jésuites, tous accusés d'être des communistes!

Tout commence dans les années 60, quand l'Eglise accomplit «l'aggiornamento» voulu par Jean XXIII. Le concile Vatican II (1962-65) puis la conférence épiscopale de Medellin (1968) optent résolument pour l'ouverture de l'Eglise au monde. En Amérique du Sud, des évêques, des prêtres et des laïcs se mettent à réclamer la justice sociale. Prêchant la solidarité avec les pauvres, ils élaborent une «théologie de la libération». Certains passent à l'acte: alors que des domaines entiers sont laissés en friche dans un but de spéculation foncière, des paysans sans terre les occupent pour ne pas mourir de faim...

La réaction ne se fait pas attendre. Les propriétaires terriens s'adressent au gouvernement en place. Lequel empêche tout changement, et n'hésite pas à recourir aux armes.

L'héroïque Mgr. Roméro

En 1977, le siège archiépiscopal de San Salvador est à repourvoir. Mgr. Oscar Romero y est nommé, à l'immense déception des chrétiens progressistes. Car à cette époque, le nouvel archevêque est connu comme conservateur (ce qui lui a valu sa nomination!) Cependant, découvrant la pauvreté paysanne, Mgr. Romero ne tarde guère à se convertir. Désormais, il refuse toute collusion avec le gouvernement, et se tourne résolument vers les exploités. D'autant plus qu'en cette même année 1977, le Père Grande, un prêtre qui travaille à la conscientisation des paysans et qui les aide à se prendre en charge, est assassiné. Les Jésuites, qui dénoncent toutes ces injustices, sont bientôt considérés comme l'ennemi principal. On les traite de marxistes. L'Eglise hiérarchique est divisée. Mgr. Romero est face à trois autres évêques, qui sont opposés aux réformes et favorables au gouvernement. La guerre aux «prêtres rouges» a été déclarée par les milieux patronaux et les grands propriétaires fonciers. 16 prêtres étrangers sont expulsés. Sous prétexte d'anticommunisme, l'extrême-droite catholique agit désormais sans foi ni loi. Un jour où Mgr. Romero parle de «persécution de l'Eglise» un tract paraît le lendemain proclamant: «Sois patriote, tue un

curé!» Un ultimatum est lancé aux 47 Jésuites qui oeuvrent dans le pays: on menace de tuer ceux qui ne seront pas partis. Des catéchistes sont emprisonnés, torturés. Des paysans tués par les sinistres «escadrons de la mort». Inlassablement, l'archevêque dénonce les violations des droits de l'homme et la partialité des juges. En réponse, il reçoit des menaces de mort, et sa station-radio est plastiquée. Enfin, le 24 mars 1980, pendant qu'il célèbre la messe, Mgr. Romero est abattu d'une décharge en pleine poitrine. Sa mort a un immense retentissement et son enterrement rassemble 200'000 personnes.

Au tour des Jésuites

Le gouvernement, aidé par le FBI, s'en prend maintenant à ceux qu'il appelle «les prêtres guérilleros» et les «marxistes en soutanes». Ne se laissant pas impressionner par ces accusations mensongères, les Jésuites poursuivent leur action. Ils ne sont malheureusement pas soutenus par le Vatican. Suite à la démission de leur Supérieur malade, le Pape nomme un «délégué personnel». C'est un affront pour les Jésuites du monde entier... Maintenant, El Salvador est pratiquement entré en guerre civile. Des bombes sont lancées contre l'université où enseignent les

Jésuites. Et, le 19 novembre 1989, un commando pénètre en pleine nuit dans leur maison et exécute les neuf occupants, ainsi que leur cuisinière et sa fille de 16 ans. Cette fois la hiérarchie ecclésiastique réclame justice. Les militaires présumés coupables sont arrêtés. Deux sont condamnés et les sept autres acquittés. Mais on ne mène aucune enquête sur les commanditaires du crime, un groupe de colonels. Et une scandaleuse amnistie rendra la liberté aux assassins quatre ans plus tard...

Les martyrs jésuites avaient continuellement préconisé une négociation politique. Les parties en cause finissent par s'y résoudre. Au début 1992, un accord de paix est signé, mettant fin au conflit armé qui a ensanglanté le pays durant douze ans. Cette guerre aura fait 3300 morts, dont plus de 3200 dus aux forces gouvernementales...

Telles sont les grandes lignes de l'ouvrage de Charles Antoine «Le sang des justes». Un livre décapant, et qui remplit le paisible lecteur suisse d'une profonde émotion. ■

Jacques Perroux

N.B.: Le 12 mars 2000, le Front Farabundo Marti de libération nationale (ex-guérilla de gauche) a remporté les élections nationales au Salvador. L'Arena, extrême-droite, se maintenait par contre à la tête de nombreuses mairies de province.

Contrat Mondial de l'eau

Le Forum mondial de l'eau qui s'est tenu fin mars à la Haye a vu s'opposer deux options: celle des Organisations non-gouvernementales revendiquant que l'accès à l'eau soit considéré comme un droit fondamental et celle des industriels de l'eau qui, avec l'appui de la Banque Mondiale et de la plupart des gouvernements, souhaitent promouvoir une approche transformant l'eau en un bien commercialisable. Enjeux centraux de cet affrontement: les coûts exorbitants d'une gestion globale de l'eau; qui s'avère de plus en plus urgente, mais que certains voudraient transformer en une source de profits privés.

La COTMEC soutient l'idée d'un Contrat mondial de l'eau, lancée par Riccardo Petrella, qui repose sur le droit d'accès à l'eau pour tous. Vous trouverez sur nos pages internet les articles déjà publiés sur le sujet et des liens avec divers sites traitant de la question.

www.cath.ch/cotmec (rubrique ACTIONS) Une documentation écrite peut aussi être obtenue à notre secrétariat: 022 329 26 81

NB. En Suisse le premier noyau d'un groupe de parlementaires soutenant le Contrat Mondial de l'eau s'est constitué en décembre 1999. Nous vous tiendrons au courant des activités de ce groupe sur nos pages internet et dans ces colonnes.

D.F.



Expérience alternative au Cameroun

L'Eglise protestante africaine (E.P.A.) est une petite Eglise établie au Cameroun. Elle est dirigée par Ebénézer Woungli-Massaga. Ce dernier a fait ses études à la faculté de théologie de Yaoundé (Cameroun) et de Lausanne. Il a par la suite travaillé comme pasteur dans l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, pendant 2 ans, avant de retourner au Cameroun voici vingt ans. Le texte qu'il nous propose et dont nous re prenons quelques extraits, n'est pas seulement intéressant pour l'expérience globale vécue dans une région difficile. Il nous interpelle par rapport à nos engagements qui découlent de notre propre écoute de l'Evangile.

L'Eglise Protestante Africaine a du se séparer de ses missionnaires américains il y a plus de 60 ans. Elle a du lutter de tout temps pour son intégrité culturelle et son autonomie. Les Kuatio, peuple de la région de Lolodorf, Kribi, Eseka, ont toujours veillé à ce que leurs coutumes et leur langue soient respectées.

Depuis six ans, une réflexion théologique conduite par Ebénézer Woungli-Massaga a amené cette Eglise à se dire que l'Evangile devait avoir des répercussions réelles sur la vie de la communauté et de chacun de ses membres. Que la parole prêchée devait s'enraciner et partir de leur réalité. Ainsi, afin que la vie puisse être vécue en abondance, ils ont initié une démarche fondée sur la recherche de la justice sociale et la promotion des droits humains. Elle se propose de toucher tous les secteurs de la vie: la sauvegarde de la création (écologie, technique agricole,...); l'alimentation (augmenter et diversifier la production agricole pour lutter contre la malnutrition et la carence alimentaire, développer l'élevage); la santé (privilégier la prévention, l'hygiène et la salubrité, favoriser une intégration douce de la médecine scientifique et promouvoir une pharmacopée traditionnelle); la culture

(sauvegarder des éléments tels que la langue, les danses traditionnelles, les dictions), etc.

«K.T.M.» - prononcer kétéme - tel est le nom donné à cette action de concrétisation de l'Evangile organisée par l'Eglise Protestante Africaine. Elle fonctionne grâce à des techniciens autochtones. Une oeuvre d'entraide allemande soutient cette activité, mais elle pense se retirer, trouvant que les progrès ne sont pas assez rapides et significatifs (à son goût!).

Épanouir la vie humaine

Ebénézer Woungli-Massaga nous décrit ainsi son projet:

«On pourrait traduire K.T.M. par forger la vie en sorte qu'elle soit bonne. Pour cette raison nous parlons volontiers d'une conception du développement globale de l'expérience humaine. L'entreprise entend être une alternative à l'impasse dans laquelle le monde industriel s'est engouffrée d'une part, à la désolation et à la dérive des pays du Sud d'autre part. K.T.M. est un programme d'évangélisation qui annonce et manifeste l'action de Dieu en direction du monde, qui tend à le réclamer pour Dieu de Vie...

«La Bible parle de la totalité du réel objectif ou supposé tel. Elle met en relation avec Dieu. Mais le sérieux et la pertinence des positions bibliques ne sont pas fonction du lieu d'où l'on parle: «ni le savoir ni la sagesse n'ont de nationalité». L'expérience de KTM peut donc s'adresser à tout le monde.

«L'entreprise garde comme point de mire la personne humaine et vise l'épanouissement de la vie appréhendée comme la somme de multiples données de diverses natures.

«Pour l'intégrité des personnes, K.T.M. veille à identifier les situations de manque, d'avilissement ou de diminution de la vie, considérées comme des incitations à l'action, mais également regardées comme autant de lieux de notre témoignage. D'autres besoins, non liés à une situation de détresse, sont aussi visés.



(...) «La promotion des droits humains et la recherche de la justice sociale sont autant de domaines que touche l'action du programme. Ce dernier veille autant que faire se peut à ce que chacun trouve sa place. Aussi attire-t-il l'attention sur le statut particulier de la femme dans la société (de l'enfant aussi), pour que l'on tienne compte de la spécificité liée à leur constitution, en tant qu'actrices mais aussi en tant que bénéficiaires»...

Ce qui mine notre pays

(...) «Il faut ajouter à ce tableau qui de loin n'est pas exhaustif [la lutte contre] la fuite des capitaux, cette autre gangrène qui mine nos pays! On veut peut-être rendre à César ce qui est à César, mais, Dieu s'étant exilé des lieux, on peut aisément réclamer pour soi ce qui est à lui! On ne le dira jamais assez, le problème de notre monde n'est pas le développement, mais une re-

distribution équitable des biens nécessaires à la vie de chacun, redistribution qui devra être appuyée sur une vulgarisation du savoir ainsi que sur une réappropriation des moyens de production.»

L'Eglise à laquelle appartient Ebénézer Woungli-Massaga doit faire face à des attaques parfois dangereuses pour la vie de ses responsables. Des notables sont dérangés par cette mise en pratique de l'Evangile. Ils ont peur pour leur notoriété. Les moyens dont dispose cette Eglise sont dérisoires par rapport à ce qu'elle souhaite réaliser. Peut-être est-ce là-même qu'elle puise aussi ses forces d'invention et sa ténacité?

Extraits sélectionnés par Gilbert Zbaeren et Justin Kahamaile

Pour en savoir plus sur l'EPA (Eglise protestante africaine) ou pour obtenir ses publications, contacter Gilbert Zbaeren Tél. 021/731 10 34

le paiement ou le défaut de paiement de la dette extérieure du pays. Ainsi auraient le droit de témoigner devant le tribunal aussi bien les comités de créanciers que les représentants des secteurs sociaux affectés (syndicats, organisations communautaires et politiques, les Eglises pour représenter les „ sans-voix “, etc.).

Troisièmement: le tribunal estimerait le montant à payer, tout en protégeant nécessairement les ressources dont le gouvernement du pays débiteur a besoin pour garantir les services de base à ses citoyens. Là aussi, le chapitre 9 de la loi américaine d'insolvabilité offre les critères de l'établissement d'un „ minimum garanti “ pour les Etats débiteurs. Il s'agit-là précisément de la même protection légale que celle dont jouit tout individu dans les pays de l'OCDE contre toute menace qu'une dette pourrait faire peser sur sa vie et sa dignité.

Etat de la question aujourd'hui

Depuis que le professeur Raffer a lancé sa proposition, plusieurs groupes de pression tentent de la faire accepter au niveau politique. En Suisse, en Allemagne, en Autriche, en Hollande, en Grande Bretagne ainsi qu'aux Etats-Unis, ils ont commencé à interpellier leurs gouvernements respectifs sur cette question. En avril 1999, le Parlement allemand a chargé son gouvernement d'examiner les possibilités d'une loi internationale d'insolvabilité en liaison avec le Groupe des 7. C'est le résultat de la pression exercée par la campagne globale Jubilé 2000 sur le G7, qui a culminé à Cologne, en juin 1999, avec la présentation d'un document portant plus de 17 millions de signatures demandant l'annulation de la dette des pays les plus pauvres les plus endettés. La Suisse et l'Allemagne ont aussi proposé, à l'occasion de divers forums internationaux, une consultation à haut niveau sur cette réforme.

Il faudrait faire pression également sur d'autres pays créanciers, ainsi que sur les agences multilatérales au sein des Nations Unies, afin qu'ils se joignent à cet effort. Des gouvernements des pays du Sud devraient aussi être invités à agir dans ce sens. Cisneros et Kaiser pensent que si un seul débiteur décide publiquement de refuser les mécanismes traditionnels et offre de négocier (et subséquemment de payer) sa dette sur la base d'un jugement

juste et transparent, les créanciers, y compris ceux qui jusqu'ici ont ignoré la question, seraient contraints de discuter la proposition. Cette situation pourrait se présenter si un gouvernement en sérieuses difficultés financières, comme le Brésil jusqu'en été 1998 et début 1999 ou l'Équateur ces derniers six mois, prend l'initiative. Ou alors par la pression sociale, organisée en campagnes du type de celle du Jubilé 2000.

Un séminaire a été organisé en Équateur en décembre 1999 sur la question de savoir „ Comment négocier la dette de manière indépendante et transparente “. Les mouvements sociaux équatoriens estiment que le pays aurait tout à gagner à l'existence aujourd'hui déjà d'un système d'arbitrage international. Ils font pression sur le gouvernement pour que ce dernier profite de l'occasion d'un moratoire forcé pour demander un arbitrage international et créer une jurisprudence, qui profiteraient aux autres pays en difficulté. Nous sommes invités à soutenir les efforts de la Campagne équatorienne Jubilé 2000 dans la perspective d'un changement des règles de la négociation de la dette. ■

Marcos Arruda

Renseignements sur le Droit international d'insolvabilité:

Action de Carême,
Case postale 2856
6002 Lucerne
Tél. 041 210 76 55
E-mail: mail@fastenopfer.ch
Web: www.fastenopfer.ch
ou: www.cath.ch/cotmec (liens - dette)



NOTES

1. Socio-économiste et éducateur, Marcos Arruda a connu la prison dans le Brésil des généraux pour son engagement aux côtés du monde ouvrier. Universitaire, il a toujours eu à cœur de travailler à la formation de base dans des communautés ecclésiastiques ou des organisations syndicales. Il est membre de l'Institut Transnational (Amsterdam, Pays-Bas).
2. Dans le contexte du Club de Paris, il n'y a pas eu et il n'y a pas de véritable négociation. Un pays débiteur n'a pas nécessairement à affronter le gouvernement créancier, mais le bloc du Groupe des sept pays les plus riches et les plus puissants. Ils prennent les décisions qui concernent les intérêts de pays tiers, et dans ce cas, le pays débiteur ne dispose pas de forum pour défendre ses intérêts.
3. Dette des pays d'Amérique latine: 60 milliards de \$US au milieu des années 70; 204 mrd \$US en 1980; 443 mrd \$US en 1990; et 706 mrd \$US en 1999, ce qui représente un service de la dette de \$US 123 mrd. Entre 1982 et 1996, les pays d'Amérique latine ont payé 739 mrd \$US à leurs créanciers, soit plus que la dette accumulée (Banque mondiale, 1998 „ World Development Finance “)
4. Données couvrant huit mois de 1999
5. La raison de l'attitude maladroite du FMI et du Secrétaire d'Etat au Trésor Larry Summers, c'est qu'ils voulaient obliger les investisseurs privés à contribuer aux „ paquets “ internationaux de sauvetage. On connaît cette nouvelle procédure sous le nom de „ bailing in “ et elle a surgi à la suite des crises mexicaine, asiatique et russe comme moyen de détourner l'attention du public des critiques selon lesquelles le FMI utiliserait des fonds publics pour payer de puissants investisseurs internationaux “ (Edwards, 1999)
6. Vous trouverez d'autres éléments de la discussion sur la proposition Raffer dans Raffer, 1993 (voir ci-dessous)

BIBLIOGRAPHIE

- BCB – Banco Central do Brasil, 2000, “Informações Econômicas”, Brasília, 1 Fev. (www.bcb.gov.br/htms/notescon1.htm)
- CD – Câmara dos Deputados, Consultoria de Orçamento e Fiscalização Financeira, 1999, “Sinopse da Execução Orçamentária”, Ano 1, n. 4, janeiro a agosto, Brasília, setembro.
- Cisneros, Liana and Kaiser, Jürgen, 1999, “Negociar la Deuda Externa en Forma Justa y Transparente”, Essen and London.
- Edwards, S, 1999, “Latin America at the end of the Century: More of the Same?”, in Revista Gestión, n. 66, UCLA, December
- LWF, Lutheran World Federation, 1999, “Life After...Debt? Jubilee 2000”, in Development Education Forum, n. 8, Geneva, December.
- Raffer, Kunibert, 1993, “From Cancún to Vienna: International Development in a New World”, in Bruno Kreisky Forum for International Dialogue (ed.), pp. 64-74, Vienna.
- World Bank, 1999, “Global Development Finance – Analysis and Summary Tables”, Washington DC.

Enjeux Nord Sud

Edito

Mis au point par Kunibert Raffer, un professeur d'économie viennois, le concept de « droit international d'insolvabilité » commence enfin à être popularisé, grâce à la campagne internationale « Jubilé 2000 » et aux organisations d'entraide des Eglises de Suisse.

Le principe de ce droit s'inspire de ce que l'on connaît déjà en matière de droits individuels: nul ne peut être tenu de rembourser des dettes si cela l'empêche de survivre. L'idée du Professeur Raffer est qu'il faut tenter de fonder sur un tel principe le développement d'une relation plus équilibrée entre créanciers et débiteurs au niveau du droit international. L'enjeu en vaut la chandelle. Les remises de dettes des pays du Sud annoncées à grand renfort de publicité par certains Etats ne sont le plus souvent que des remises partielles, décidées au coup par coup. Elles ne remettent jamais en cause les rapports de force qui font du mécanisme de l'endettement un véritable système d'asservissement des pauvres. Ces remises de dettes ne concernent jamais les créanciers privés. Elles sont dépendantes du seul bon vouloir des Etats créanciers. Un droit international d'insolvabilité impliquerait au contraire la mise sur pied d'une instance d'arbitrage, sous l'égide des Nations Unies de préférence, dans laquelle les représentants des populations du Sud (Etats et ONG) devraient pouvoir défendre leurs droits et forcer les créanciers à assumer également leurs responsabilités face à la crise du surendettement.

En signant la pétition ci-jointe, adressée aux directeurs exécutifs représentant la Suisse auprès du FMI et de la Banque Mondiale, vous pouvez contribuer à renforcer, contre la loi du plus fort, une vision d'avenir reposant sur le droit et l'équité. ■

Dominique Froidevaux

COTMEC-info
Mars-Avril 2000
Supplément



Pour un droit international d'insolvabilité



En collaboration avec la
Campagne oecuménique de carême
«Trêve... et puis changer»

Le texte de Marcos Arruda présenté ci-après a servi de support pour l'intervention de son auteur lors du symposium «Un droit d'insolvabilité pour les Etats?», organisé à Berne le 9 mars 2000, par la Communauté de travail (Action de Carême, Caritas, Helvetas, Pain pour le Prochain, Swissaid)

Les pays débiteurs ont aussi des droits

Par Marcos Arruda¹

Dans les négociations sur la dette extérieure, les créanciers se sont donné le beau rôle. Ils se sont organisés en différentes plates-formes (le Club de Paris, le Club de Londres, le Comité des banques commerciales privées, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale) pour agir de concert, voire par procuration², à l'égard des débiteurs. Ils ont aussi contraint les pays débiteurs à adopter une position fragmentée en n'acceptant que les négociations cas par cas. Ils ont gagné des sommes extraordinaires par le biais des intérêts et intérêts composés et ils ont ignoré le fardeau extrême qu'impose le constant service de la dette aux pays débiteurs. Contrairement à toute justice, ils se sont arrogé le rôle simultané de juge et partie.

Ils n'ont pas non plus assumé leur responsabilité. Dans le monde de la finance, les prêts sont aussi des investissements à risque. Et quand on a perdu son pari, on est censé accepter la défaite et payer le prix du risque assumé. Pourtant, dans le cas de la dette extérieure, les créanciers ne peuvent tout simplement pas perdre et les débiteurs ne peuvent jamais gagner. Les débiteurs ont payé une commission pour le risque d'une éventuelle insolvabilité. Néanmoins, l'insolvabilité n'est pas un droit reconnu en faveur des Etats, il n'existe que pour les entreprises et les individus (dans les pays industrialisés). Résultat, les pays débiteurs se retrouvent accablés de dettes qu'ils ne peuvent rembourser³. Ils sont contraints d'emprunter pour payer les intérêts, maintenant ainsi le sinistre cercle vicieux: plus ils paient, plus leur dette s'accroît.

Un examen attentif de la situation des pays endettés les plus pauvres montre, qu'ils sont effectivement en faillite, incapables à la fois de rembourser leur dette et d'assurer des conditions de vie décentes à leurs populations⁴. (LWF, 1999) c'est-à-dire en assurant l'emploi, l'approvisionnement alimentaire, le logement, l'accès aux soins de santé, l'éducation et les services sociaux de base. C'est un peu comme si l'on affirmait que leur dette est „non supportable“. Mais des pays qui ne sont pas pau-

vres au sens où ils ne manquent pas de ressources matérielles, de sources d'énergie et de ressources humaines productives (la Banque mondiale les appelle „pays à revenu moyen“) se retrouvent piégés dans une situation semblable. Dans cette catégorie, le Brésil et l'Équateur sont les cas les plus remarquables.

La dette engendre la pauvreté

Au Brésil, selon une étude publiée par l'Agence officielle brésilienne IPEA, 32 millions d'enfants font partie de familles gagnant moins de deux dollars par jour, alors que 3 millions d'enfants de moins de 14 ans travaillent. Plus de 50% de la population gagne jusqu'à 2.50 dollars par jours, et 29%, soit 47 millions de personnes, ne mangent pas à leur faim car ils doivent survivre avec moins d'un dollar par jour. Le pays accuse un déficit de 10 millions de logements, et 8 millions de logements sont des abris précaires. 60% des investissements sociaux bénéficient aux 50% des mieux lotis de l'échelle des revenus. Néanmoins, en 1982 et à nouveau en 1987, le Brésil a été obligé de déclarer un moratoire des paiements de sa dette extérieure. A la fin 1998, après la crise russe, un rapide „paquet“ a été ficelé par le gouvernement, conjointement avec le FMI pour que le Brésil puisse obtenir un prêt de \$US 41.5 mrds afin d'éviter que le pays ne soit déclaré en cessation de paiement. En 1999,⁴ pas moins de 64% du budget national a été affecté au service de la dette intérieure et extérieure. (CD, 1999: 2). La Banque centrale estimait récemment qu'en 1999, les paiements effectués par le pays en faveur de la dette extérieure avaient atteint \$US 67.1 mrds, dont \$US 15.2 mrds pour le paiement des intérêts! Ses revenus d'exportations se montaient à \$US 48 mrds, mais le montant des importations avaient atteint \$US 49.2

mrds. (BCB, 1999: 3) Bien entendu, la balance des paiements a été déficitaire pendant des décennies, elle a dépassé 4% du PIB en 1998. La question de l'insolvabilité, par conséquent, prend une importance croissante pour tous les pays fortement endettés du monde en développement.

Le Tribunal brésilien sur la dette extérieure connaît bien la situation lorsqu'il a lancé, en avril 1999, un vibrant plaidoyer en faveur d'un audit de la dette publique extérieure et de tout le processus d'endettement avec une participation active de la société civile; en faveur aussi d'un moratoire indépendant et d'une annulation de l'accord passé avec le FMI; en faveur enfin d'une politique de développement centrée sur l'individu et les droits sociaux, basés principalement sur les ressources brési-liennes humaines et matérielles, dépassant ainsi la logique et la pratique d'un endettement constant et irresponsable.

En Équateur, une personne sur dix meurt avant l'âge de 40 ans, un tiers de la population n'a pas accès à l'eau potable et un cinquième n'a pas accès aux services de santé. Un adulte sur dix est analphabète, près d'un tiers de la population dispose d'un revenu de moins d'un dollar par jour. Quatre enfants sur cent meurent avant leur cinquième année. Malgré cela, 30% du budget national est affecté au paiement de la dette extérieure. (LWF, 1999: 5-6). Pendant des années, le pays a été régi par les procédures d'ajustement du FMI. Résultat, le chômage en 1999 a atteint 16% et le chômage partiel 57%; ce qui signifie que 75% de la main d'oeuvre n'a pas un emploi à plein temps et stable, et deux tiers de la population vivent dans une situation de précarité endémique. Le salaire minimum vital est tombé à \$US 53 par mois. Entre-temps, les intérêts payés pour la dette publique (extérieure et intérieure) augmentaient à 7% du PIB. Pour servir une dette totale d'une telle ampleur (intérêts plus amortissement), le financement extérieur brut nécessaire était de 11.8% du PIB en 1998 et 11% en 1999! Le service total de la

dette correspond à environ 50% des revenus des exportations des biens et services. (Espinosa, 1999: 2). Si l'on considère le paiement à l'extérieur de ces énormes montants, qu'on y ajoute un déficit fiscal de -5.8% du PIB, le récent effondrement équatorien s'explique facilement: l'économie est en faillite, les ajustements dictés par le FMI ont entraîné des coupes radicales dans les subsides, le gouvernement Mahuad a décidé de remplacer le dollar par le sucre, et le peuple, en particulier une grande partie de la population d'origine indigène (qui représente 25% de la population globale), est descendue dans la rue pour demander la démission de Mahuad et de nouvelles options pour le développement du pays. A noter que le gouvernement Mahuad avait été poussé en octobre 1999 déjà non seulement en raison de la situation critique d'insolvabilité, mais aussi par le FMI et le Département américain du Trésor, à déclarer un moratoire des paiements du bonus Brady, moratoire ensuite rapidement élargi au bonus euro et à la dette privée.⁵

Une loi internationale d'insolvabilité pour les Etats

L'une des solutions possibles au problème, serait l'extension du droit d'insolvabilité aux pays. Il est urgent de reconnaître que la situation dramatique de la plupart des pays endettés aujourd'hui n'est pas *naturelle*, mais qu'elle résulte plutôt de la manière dont les politiques sont élaborées par les gros créanciers. Par conséquent, d'autres politiques peuvent et devraient permettre de changer cette situation. Il suffirait, pour cela, que les autorités montrent une volonté politique.

La Déclaration de Tegucigalpa, publiée en janvier 1999 par la „Plate-forme caribéenne et latino-américaine Jubilé 2000“ demande l'annulation de la dette immorale et illégitime des pays du tiers monde, en se fondant notamment sur les principes suivants:

- Transparence des processus et inclusion de toutes les parties impliquées
- Pour les futures négociations: limitation du service de la dette extérieure à un pourcentage n'excédant pas 3% des revenus annuels des exportations de chaque pays, dans la perspective des précédents qu'ont constitué le Pérou en 1946 et l'Allemagne en 1953.
- Intégration et coordination de toutes les parties impliquées, sur la base du Droit d'insolvabilité légalisé aux Etats-Unis et qui règle les procédures d'insolvabilité pour les municipalités et les districts.

Il y a des années que les mouvements sociaux dans différents pays discutent de la proposition d'une législation internationale sur l'insolvabilité, sur le modèle du chapitre 9 de la *Loi d'insolvabilité américaine*. Alors que les entreprises et les particuliers dans les pays créanciers bénéficient du droit à une protection légale en cas d'insolvabilité, les relations internationales ont ignoré ce droit pour les pays. Les rapports internationaux de pouvoir, par conséquent, ont permis aux créanciers d'exiger le paiement (de dettes) bien au-delà des capacités de paiement des économies endettées - avec les conséquences fatales que l'on sait pour la santé de ces économies, la souveraineté des Etats et surtout, la survie de leurs secteurs les plus vulnérables.

Lors d'un séminaire sur la question de négociations justes et transparentes de la dette extérieure, Cisneros et Kaiser (1999) ont souligné la proposition faite par le Prof. Kunibert Raffer en 1989⁶, en indiquant les principaux éléments d'une procédure internationale d'insolvabilité.

Premièrement: une procédure internationale d'insolvabilité implique que le pays débiteur reconnaisse son incapacité à rembourser ses dettes et refuse les mécanismes traditionnels de la négociation. En lieu et place, le pays requiert la création d'un organe d'arbitrage; le jugement n'autoriserait aucun appel de part et d'autre. Le tribunal serait composé d'un nombre égal de juges choisis par les deux parties, ainsi que d'une personne supplémentaire désignée à l'unanimité par les juges.

Deuxièmement: ce tribunal rendrait son verdict sur la base du témoignage de toutes les personnes représentant les parties affectées par



Dessin tiré du calendrier de carême «Trêve... et puis changer».

A
M. Matthias Meyer
Directeur exécutif à la Banque
mondiale
Washington
fax 001 202 458 7050
E-mail: MMeyer@Worldbank.org

A
M. Roberto Cippa
Directeur exécutif au FMI
Washington
Fax 001 202 623 5858
E-mail: rcippa@imf.org

Messieurs,

Nous demandons au gouvernement suisse, via ses directeurs exécutifs à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international, de s'engager avec conviction pour un droit d'insolvabilité international.

Ce droit d'insolvabilité international doit:

1. établir des relations équilibrées entre créanciers (bilatéraux et multilatéraux) et débiteurs dans les négociations sur la dette, en intégrant des représentants/es de la société civile;
2. permettre une pondération des intérêts entre créanciers et débiteurs par une procédure équitable et transparente;
3. promouvoir le droit de tous les peuples au développement et à l'autodétermination, en particulier le droit aux biens et conditions de vie nécessaires à la survie dans la dignité;
4. établir les relations financières internationales entre créanciers et débiteurs sur de nouvelles bases permettant, à l'avenir, de prévenir l'endettement des pays.

Nous vous remercions cordialement de vos efforts!

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Date _____

Signature _____

Trêve...

et puis changer



Renseignements sur la campagne oecuménique:
Action de Carême: T. 021 617 88 81
Pain pour le Prochain: T. 021 617 51 75

«Trêve pour qu'on se retrouve soi-même, que l'on retrouve ses proches, le Tout-Autre. Trêve aussi dans la course à l'avoir et au pouvoir, dans les conflits armés, dans la guerre économique». Tel est le sens de la réflexion proposée par la campagne oecuménique de carême 2000.

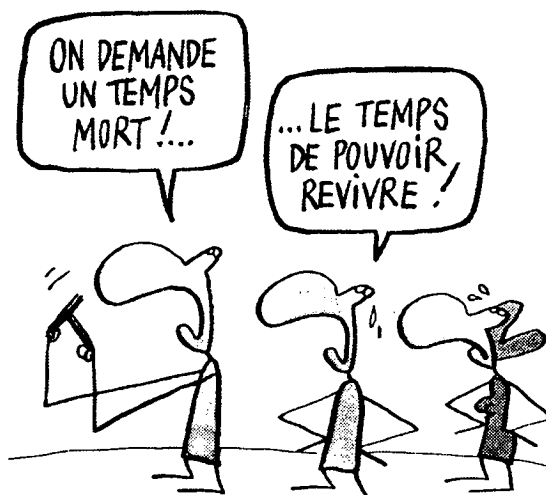
Pour illustrer ce thème, nous avons donné carte blanche à Jonas Pasquier, le benjamin de notre comité de rédaction. Pour «changer» de nos registres habituels, il nous offre une superbe parodie d'une fable de La Fontaine. Bonne lecture. Et n'oubliez pas de faire une trêve...

Le Loup et le Chien

Un Loup n'avait que les os et la peau
Tant les chiens faisaient bonne garde.
Ce Loup rencontre un Dogue
Aussi puissant que beau,
Gras, poli, qui s'était fourvoyé par mégarde.
L'attaquer, le mettre en quartiers,
Sire Loup l'eût fait volontiers;
Mais il fallait livrer bataille,
Et le matin était de taille
A se défendre hardiment.
Le Loup donc l'aborde humblement,
Entre en propos et lui fait compliment,

Le Dépouvu et l'Encombré

Un Citoyen n'avait toujours pas de boulot
Tant l'économie était malade.
Il rencontre un Monsieur
Aussi élégant que gros,
Gras, richement vêtu comparé à ses hardes.
L'attaquer, le dépouiller, le voler,
Notre homme l'eût fait volontiers;
Mais il fallait livrer bataille,
Et lui n'était pas de taille
A l'assaillir hardiment.
Le Dépouvu donc l'aborde implorant,
Le suppliant de donner quelque argent,



Dessin tiré du
calendrier de carême 2000
«Trêve... et puis changer».

hix RETIX

Sur son embonpoint qu'il admire.
 «Il ne tiendra qu'à vous, beau sire,
 D'être aussi gras que moi, lui répartit le Chien.
 Quittez les bois vous ferez bien:
 Vos pareils y sont misérables,
 Cancres, hères et pauvres diables
 Dont la condition est de mourir de faim
 Car quoi? rien d'assuré: point de franche;
 Tout à la pointe de l'épée.
 Suivez-moi: vous aurez un bien meilleur destin.»
 Le Loup reprit: «Que me faudra-t-il faire?
 - Presque rien, dit le Chien:
 Donner la chasse aux gens,
 Portant bâtons et mendiants,
 Flatter ceux du logis, à son maître complaire.
 Moyennant quoi votre salaire
 Sera force reliefs de toutes les façons,
 Os de poulets, os de pigeons,
 Sans parler de mainte caresse.»
 Le Loup déjà se forge une félicité
 Qui le fait pleurer de tendresse.
 Chemin faisant,
 il vit le col du Chien pelé.
 «Qu'est-ce que cela? lui dit-il. Rien. Quoi? rien?
 - Peu de chose.
 - Mais encor? - Le collier dont je suis attaché
 De ce que vous voyez est peut-être la cause.
 - Attaché ? dit le Loup: vous ne courrez donc
 pas où vous voulez?
 - Pas toujours; mais qu'importe?
 Il importe si bien, que de tous vos repas
 Je ne veux en aucune sorte
 Et ne voudrais pas même à ce prix un trésor.»
 Cela dit, maître Loup s'enfuit et court encor.

Jean de La Fontaine

A lui dénué d'abri pour dormir.
 «Vous aussi pourrez peut-être le devenir,
 Tout aussi riche, aussi pourvu de biens.
 Quittez la rue vous ferez bien:
 Vos pareils y sont misérables
 Cancres, hères et pauvres diables
 Dont la condition est de mourir de faim
 Car quoi? rien d'assuré: point de belles soirées;
 Uniquement de ce qu'ils ont pu mendier.
 Suivez-moi: vous aurez un avenir.»
 L'autre reprit: «Que devrai-je accomplir?
 - Presque rien, dit l'Encombré:
 Faire les comptes d'une société,
 Créer un budget à l'année,
 Ne jamais se plaindre, à son patron complaire.
 Moyennant quoi votre salaire
 Sera force dons de toutes les façons,
 Privilèges et subventions,.
 Sans parler des pauses d'une heure.»
 Le Dépouillé déjà se forge une félicité
 Qui le fait pleurer de bonheur.
 Chemin faisant,
 il voit un carnet de la poche de l'Encombré tomber.
 Il lui demande: «Qu'est-ce que cela?
 - Rien, lui dit-il, ce n'est que mon agenda;
 - Mais encor? - Il contient tous les rendez-vous et
 Obligations que l'on m'a imposés, je suis surchargé.
 - Surchargé? dit le Dépouillé: vous ne faites donc
 que rarement ce que vous voulez?
 - Pas toujours, mais qu'importe?
 Il importe si bien, que de tout votre argent
 Je ne veux en aucune sorte
 Et ne voudrais pas même à ce prix un trésor.»
 Cela dit, notre homme s'enfuit et court encor.

Jonas Pasquier de La Cotmec



Appel de Bangkok aux peuples du monde

En marge de la Xe réunion de la CNUCED (Commission des Nations Unies pour le Commerce et le Développement) à Bangkok, divers mouvements de solidarité (dont ATTAC, mouvement pour un impôt mondial de solidarité, et le CADTM, mouvement pour l'annulation des dettes du Sud) ont lancé un appel que la COTMEC a décidé de relayer. En voici de larges extraits, accompagnés des dates des prochains événements marquants dans ce processus de résistance.

«Les événements de Seattle ont changé les rapports de forces au niveau mondial entre, d'un côté, les mouvements sociaux opposés à la mondialisation libérale et, de l'autre, les dirigeants du G7, les gouvernements, les entreprises et les institutions économiques mondiales, comme le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC qui mènent les processus de mondialisation libérale. Seattle a permis l'expression du rejet international croissant de cette nouvelle forme d'exploitation qui viole à grande échelle les droits des populations...»

...Notre défi maintenant est de continuer notre résistance et d'approfondir le débat entre nous afin d'articuler et de promouvoir des alternatives communes.

...Nous appelons donc tous les mouvements sociaux, du Nord comme du Sud, à lutter pour l'annulation de toute la dette des pays en voie de développement, qui, selon les critères édictés par la société civile, est immorale, illégale et dans l'incapacité d'être payée; pour l'arrêt des plans d'ajustement structurel du FMI concernant les nations endettées; pour un moratoire sur toutes nouvelles négociations qui augmenteraient le pouvoir et le champ d'action de l'OMC ainsi que pour l'exclusion de la juridiction de l'OMC des sujets tels que l'agriculture paysanne, les services sociaux et les droits de propriété intellectuelle; et pour imposer des contrôles et des taxes sur le capital.

...Nous attirons l'attention des mouvements et nous appelons en particulier à deux événements importants. **Tout d'abord, le Sommet Social de l'Assemblée Générale des Nations Unies qui se tiendra à Genève les 22-25 juin 2000 (Geneva 2000).**

Ce sera l'occasion de nous rassembler pour débattre sur les

questions en discussion entre nous et pour penser les alternatives nécessaires. Cela sera aussi l'occasion de préparer une mobilisation de masse pour New York les 5 et 6 septembre 2000. A cette date se tiendra le sommet des dirigeants mondiaux à l'occasion de l'Assemblée Générale du Millénaire des Nations Unies du 6 au 9 septembre. Des actions simultanées seront organisées partout dans le monde.»

L'Appel de Bangkok attire en outre l'attention sur les initiatives suivantes:

- Le compte rendu de Pékin +5 à New York, 5-9 juin 2000;
- Le Sommet Afrique-UE au Caire le 27 juin 2000;
- Les manifestations pendant le sommet du G7 (21-23 juillet 2000) où il y aura une conférence internationale organisée par jubilé 2000 et des actions pour l'annulation de la dette, en particulier des manifestations devant les ambassades japonaises pendant cette période. (le Japon présidera le G7 cette année);
- Les manifestations pendant l'Assemblée générale du FMI à Prague les 26-28 septembre 2000;
- La Marche des Femmes à New York le 17 octobre 2000
- La Rencontre Africaine anti-dette de Dakar du 11 au 17 décembre 2000

Renseignements:
Comité suisse de l'Appel de Bangkok
Maison des Associations
8 Vieux-Billard / 1205 Genève
Tél. 022 320 42 64

«Réparer les dégâts de l'apartheid... et si la Suisse donnait l'exemple?»

Conférence de Mgr Ndungane

Mercredi 10 mai 2000 - 20h00 à St-Boniface, 14 Av du Mail, GE

L'apartheid a laissé des traces en Afrique du Sud : les victimes des violations massives des droits humains et leurs familles n'ont toujours pas été indemnisées et les plus pauvres de la communauté noire ne se sont pas encore remis des effets d'une politique de ségrégation et de répression organisée durant plus de 40 ans. La Commission "Vérité et Réconciliation" a pu faire la lumière sur les exactions les plus graves du régime de l'apartheid. Mais, son président, Mgr Desmond Tutu - le célèbre Prix Nobel de la Paix sud-africain - l'a souligné: le processus de vérité et de réconciliation entamé par cette commission ne sera pas vraiment achevé tant que tous ceux qui ont soutenu financièrement le régime de l'apartheid, tant que tous ceux qui ont réalisé des profits durant l'apartheid n'auront pas fait acte de réparation...

Aujourd'hui, Mgr Njongonkulu Ndungane, successeur de Desmond Tutu, poursuit son combat. Avec la coalition "Jubilé 2000 - Afrique du Sud" qu'il préside, il réclame une annulation des dettes causées par

l'apartheid dans toute l'Afrique australe et des réparations pour les populations victimes de ce système. Ces dettes sont injustes, "odieuses" disent les Sud-africains, car l'argent qui doit être remboursé aujourd'hui n'a servi à financer que la répression et la guerre. Il n'est pas tolérable que les populations victimes de ces exactions paient une seconde fois pour l'apartheid! Par ailleurs, le paiement des intérêts de ces dettes empêche les gouvernements démocratiques de la région de consacrer une plus grande part de leurs budgets aux besoins vitaux de leurs populations: santé, logement, éducation, création d'emplois, etc.

Et si la Suisse donnait l'exemple ?

La coalition "Jubilé 2000 - Afrique du Sud" demande à la Suisse de jouer un rôle moteur en faveur d'une annulation des dettes causées par l'apartheid et pour mettre en œuvre un processus de réparation pour les victimes de l'apartheid. Notre pays a en effet une lourde responsabilité historique à cet égard: nos autorités ont mis en place des conditions-cadres fa-

vorables aux créanciers et aux profiteurs de l'apartheid. Elles devraient pouvoir réparer cela aujourd'hui en prenant des initiatives concrètes, en Suisse et au niveau international, afin d'amener les banques et les entreprises privées qui ont soutenu ou profité de l'apartheid à prendre part à des négociations débouchant sur des mesures de réparation et une annulation des dettes héritées de l'apartheid. Lors de sa visite en Suisse, Mgr Njongonkulu Ndungane souhaite faire avancer ces revendications en appelant la société civile suisse et les organisations la représentant à les appuyer efficacement.

«Campagne suisse pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe»
Renseignements:
www.cath.ch/cotmec
Tél. 022 329 26 81
cotmec@worldcom.ch



COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- / an
Rédacteur Responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

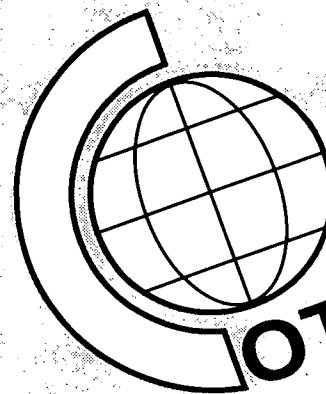
Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 222 - mai 2000



COTMEC
INFO

Mini dossier p.3
Commission des
droits de l'Homme

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Des fusils à la lueur du Cierge Pascal

Je me sens l'envie d'écrire un billet qui respire la joie et l'espérance de Pâques. J'ai donc le goût de vous communiquer quelques lignes d'une belle homélie. Je ne l'emprunte pas à je ne sais quel père ou mère de l'Eglise mais à un moine de notre temps qui, avec quelques confrères, reprit le chemin de Tibhérine, trois ans après que ses frères furent enlevés pour être égorgés.

C'était le samedi saint de l'an dernier. A 21 heures, une poignée de moines se retrouvent dans l'enceinte du monastère jusque là dépeuplé pour célébrer la vigile pascalle. Le cierge pascal avait été fabriqué trois ans plus tôt par le frère Jean-Pierre pour une Pâques qu'il n'a pu fêter ici-bas.

«Quand nous sommes sortis pour allumer le feu nouveau, écrit le frère Jean-Claude, nous avons trouvé un feu déjà allumé. Tout autour, 150 jeunes musulmans qui nous ont accueillis magnifiquement. «Votre fête est notre fête», disaient-ils. Les flammes de feu se reflétaient dans les canons de leurs fusils, car il est extrêmement périlleux de sortir la nuit dans la montagne.

Et nous avons vu cette étrange procession : en tête, le cierge pascal, enfin allumé après trois ans, avec cinq moines chrétiens, le coeur tout brûlant, puis 150 musulmans, un cierge allumé à la main et le fusil en bandoulière.

C'est sur ce peuple fraternel qu'a résonné le chant de l'Exultet : «Exultez de joie, multitude des anges...» Après, il y eut les gestes de réconciliation, car tous ne sont pas «amis» parmi ces 150 jeunes.

C'est ainsi que dans la nuit algérienne, nuit de sang et de larmes, la lumière du Christ ressuscité a brillé, redonnant force et courage.

Qu'il en soit ainsi en chacune de nos nuits! ■

Guy Musy

Edito

Agir

Pour une nouvelle citoyenneté

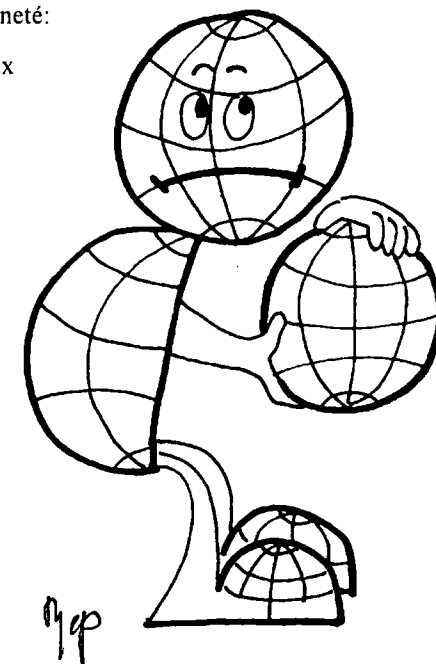
Vous avez dit «Citoyen»? Le terme nous vient de la Grèce antique. A cette époque seuls les «hommes libres» avaient le droit de s'exprimer sur le fonctionnement de la «cité». Les esclaves, eux, n'avaient que le droit de travailler et de servir.

La pensée moderne des droits humains doit beaucoup aux cris de libération des esclaves de par le monde entier, d'où son universalité. Au lendemain de la dernière guerre mondiale, la claire conscience d'avoir frisé de près le mal absolu avait amené les représentants des Etats à fonder sur les droits humains fondamentaux le développement d'un monde pacifique et solidaire. L'idée d'une citoyenneté planétaire semblait pouvoir germer sur un tel terreau. Avec l'actuelle mondialisation, que reste-t-il de ce bel idéal? Certains prétendent que seule l'universalisation des marchés a désormais du sens. Le marché serait par lui-même la meilleure des démocraties puisqu'il est étroitement dépendant des choix des «citoyens-consommateurs»...

Nous pensons au contraire que, être citoyen aujourd'hui, c'est penser et agir pour que les êtres humains et leurs droits fondamentaux soient remis au coeur des priorités politiques, économiques, sociales et culturelles. Votre «feuille jaune» s'attache à proposer, mois après mois, des repères pour cette nouvelle citoyenneté. C'est aussi le thème que nous avons choisi pour le stand que nous tenons au Salon du Livre et de la Presse de Genève (3-7 mai 2000), avec nos amis de FIANT- mouvement international pour le droit à se nourrir et du Mouvement pour la coopération internationale-MCI. L'occasion de montrer trois aspects de cette nouvelle citoyenneté: l'information, la promotion des droits économiques et sociaux et les nouveaux partenariats fondés sur des pratiques économiques solidaires.

Dominique Froidevaux

«...être citoyen
aujourd'hui, c'est
penser et agir pour que
les êtres humains et
leurs droits
fondamentaux soient
remis au coeur des
priorités»...



Les prisons de la misère

Ou quand pauvreté rime avec «coupable»

Loïc Wacquant:
«Les prisons de la
misère»,
éditions raisons
d'agir, Paris,
novembre 1999

Il est un courant de pensée politique qui tend à asseoir dans l'opinion l'idée que *performance économique* et *défense des droits et libertés des individus* ne se conjuguent qu'avec moins d'intervention des pouvoirs publics dans les affaires. C'est la théorie, aujourd'hui répandue, du moins d'Etat. Celle-ci s'appuie sur les insuffisances de l'appareil d'Etat pour établir son incapacité en matière de création de gestion et de redistribution des richesses. L'Etat doit donc se désengager, réguler au lieu de réglementer. Cette politique, entend-on, outre qu'elle favorise l'éclosion des initiatives privées, permet à l'Etat de réduire sensiblement ses dépenses. Loïc Wacquant, à travers son livre «*Les prisons de la misère*»

nous prouve le contraire. Le désengagement de l'Etat (du secteur social par ex.) n'entraîne pas une diminution de ses dépenses. Celles-ci changent tout simplement d'affectations. L'auteur parvient à sa démonstration en empruntant une voie inattendue: il analyse le fonctionnement du système carcéral américain qu'il met en perspective avec celui de l'Europe. Et démontre combien l'atrophie délibérée de l'Etat social, dans un environnement marqué par le néolibéralisme, conduit à l'hypertrophie de l'Etat pénal. De l'Etat providence, dit-il, on bascule vers l'Etat pénitence.

La sécurité individuelle est-elle dissociable de la sécurité sociale? Telle semble être la question initiale. La réponse que le chercheur ne tarde pas à suggérer est non. Qu'arrive-t-il alors à partir du moment où un pouvoir choisit de favoriser la sécurité individuelle (mais faut-il encore savoir de quel individu il s'agit!) au détriment de la sécurité sociale? Il se condamne à développer un appareil répressif destiné à contrôler des groupes rendus superflus ou incongrus par la

double restructuration du rapport salarial et de la charité d'Etat».

Voici ce que l'auteur dit en conclusion: «Partout où elle parvient à devenir réalité, l'utopie néolibérale apporte dans son sillage, pour les plus démunis, mais aussi pour ceux qui sont tôt ou tard appelés à tomber hors du secteur de l'emploi protégé, non pas un surcroît de liberté (...) mais sa réduction voire sa suppression, au terme d'une régression vers un paternalisme répressif (...), celui du capitalisme sauvage, mais augmenté cette fois d'un Etat punitif omniscient et omnipotent.

L'Amérique a clairement opté pour la criminalisation de la misère comme complément de la généralisation de l'insécurité salariale et sociale. L'Europe est à la croisée des chemins, confrontée à une alternative historique entre d'un côté, à terme l'enfermement des pauvres et le contrôle policier des populations déstabilisées par la révolution du salariat et l'affaiblissement de la protection sociale qu'elle requiert et, de l'autre, la création de nouveaux droits du citoyen tels que le revenu d'existence, l'éducation et la formation à vie, l'accès effectif au logement, la couverture médicale universelle accompagnée, etc. De ce choix dépend le type de civilisation qu'elle entend offrir à ses citoyens.» ■

Justin Kahamaile

Guerre et argent font bon ménage

La lecture de Forum, une publication du Comité International de la Croix-Rouge illustre une fois de plus cet adage dans son 2^{ème} numéro de la série ayant pour titre «war, money and survival».

Le but déclaré de cette série de publication est de susciter un débat critique sur ce triangle diabolique que peuvent former l'argent, la guerre, les armes. S'y ajoute parfois un quatrième partenaire: l'assistance humanitaire, selon la forme qu'elle prend. Un débat nourri, regroupant le plus grand nombre possible d'intervenants, permettra de bien cibler les actions à venir et aussi de définir une politique de l'humanitaire qui soit totalement au service des victimes.

Dans une vingtaine d'articles, des journalistes, des économistes, des «acteurs» du terrain brossent un tableau - noir de situations fort différentes mais au cœur desquelles se retrouvent toujours les 4 composantes mentionnées ci-dessus.

La globalisation, des guerres n'obéissant plus aux règles du passé, le double langage - le double jeu même - de certains Etats qui, d'une part, s'engagent pour la prévention d'un conflit, mais qui, en même temps, continuent de fermer les yeux sur ce qui nourrit le différend ou qui ne font rien pour contrôler les flux d'argent et le commerce des armes, mais aussi le rôle ambigu que peut jouer l'aide humanitaire, les effets pervers qu'ont parfois les camps de réfugiés pour les pays d'accueil etc, tous ces thèmes sont passés en revue à partir d'exemples concrets allant de l'Afghanistan en passant par le Soudan, Timor, l'ex-Yougoslavie etc.

La lecture de Forum - ne paraissant malheureusement qu'en anglais - illustre la complexité du problème, mais souligne également qu'il faut tenter de pénétrer cette complexité si l'on veut apporter une aide efficace et qu'une espérance puisse naître.

Un des auteurs remarque que la globalisation, au-delà de ses effets pervers, peut aussi faciliter l'émergence d'une prise de conscience mondialisée. Ce pourrait être le premier pas pour comprendre comment se nouent les fils entre guerre, économie et armements.

Première question naïve : pourquoi les Etats trouvent-ils toujours l'argent permettant de faire la guerre alors qu'il leur est si difficile de dégager les ressources indispensables à la reconstruction de ce qu'ils ont contribué à détruire ? A cet égard la guerre menée au Kosovo est exemplaire. ■

Maryse Durrer

Entre Espoirs et Désillusions La Commission des droits humains

Jack Rolland, humoriste suisse de ma génération, avait eu en son temps le malin plaisir d'ébranler les mythes et les idées reçues qui fournissaient aux orateurs de cantines helvétiques l'essentiel de leurs citations et références. La série d'émissions iconoclastes qu'il faisait diffuser à la radio romande avait pour titre : «Petit maltraité d'histoire suisse» et la chansonnette qui l'introduisait contenait un refrain savoureux: «Y'en a point comme nous!».

Il me semble que certains délégués gouvernementaux qui ont pris la parole à la dernière Session de la commission des Droits Humains, tenue à Genève en mars-avril 2000, auraient pu très avantageusement reprendre cette antienne. Comme le lion et le loup de la fable, tous étaient purs et innocents. A commencer par le Pakistan, Israël, Cuba, le Soudan, la Chine, et même l'Arabie Saoudite. Tous champions olympiques de la défense des Droits Humains! Bien sûr, on pourrait leur faire quelques reproches. Mais peccadilles que tout cela, en comparaison des crimes de leurs voisins sur la poitrine desquels ils battaient généreusement leur coulepe. Tout va mal à côté, mais on est si bien chez soi! C'est ainsi qu'on fut stupéfait d'entendre un représentant des Etats-Unis déplorer - sans doute à juste titre - les discriminations dont sont victimes dans certains pays les minorités lesbiennes et homosexuelles, mais ne pas souffler mot de la situation des Noirs et des autres minorités ethniques ou sociales bien autrement préjudiciées dans son pays.

Chine intouchable

Il convenait aussi que les délégués des Etats occidentaux versent des larmes sur le sort des Tibétains opprimés par le nouvel Empire chinois, mais on ne s'étonnera pas qu'ils les aient vite essuyées avec le papier des juteux contrats signés avec les envahisseurs du Tibet. Le ministre suisse des Affaires Extérieures s'est dit «préoccupé» par le sort des condamnés américains qui attendent leur exécution dans un couloir de la mort du Texas ou de l'Arizona. Son propos aurait été plus crédible s'il avait convenu que la politique de son gouvernement relative aux requérants d'asile méritait quelques aménagements en

conformité avec les droits humains qu'il prétendait défendre.

Plus graves sont les interventions qui visent à paralyser le processus de la Commission et à fermer la bouche aux témoins. C'est ainsi que l'Indonésie qui s'est mal remise de la présence du leader timorais M. José Horta, prix Nobel de la Paix, invité à la Session spéciale de l'été dernier par une Organisation Non-Gouvernementale, aurait voulu que la participation des ONG aux débats fut nettement limitée pour ne pas dire supprimée. Un délégué musulman estima que l'Islam était diffamé chaque fois que quelqu'un désigne du doigt un pays à dominante musulmane. Mieux vaudrait donc ne pas en parler. Et le représentant d'une dictature estima qu'il fallait donner plus d'importance aux «devoirs» qu'aux «droits» humains. Entendez: que les gens de son pays apprennent à se taire et à obéir plutôt qu'à revendiquer.

Apprécier le positif

Ces appréciations subjectives et partielles peuvent être contées sans doute par les diplomates professionnels qui prennent une part active et quotidienne aux travaux de la commission. Ils noteront justement les progrès réalisés en dépit d'inévitables attermoissements. Ce n'est pas à leur résultats visibles et immédiats que l'on doit donc juger de la valeur et de l'efficacité des débats. En dépit des oppositions, des manoeuvres de coulisses et des tentatives d'obstruction, un sillon se trace dans la conscience internationale et on s'achemine, comme le faisait remarquer un ambassadeur «vers une conscience universelle selon laquelle chacun a le droit de se préoccuper du sort fait aux hommes dans d'autres pays sans se voir accuser d'ingérence dans des affaires intérieures». Et ce constat suffit à estimer positif le bilan de la dernière Session. La Commission demeure un forum indispensable qui permet l'élaboration d'un droit vraiment international.

Dans ce processus, la participation des ONG est nécessaire dans la mesure où ces organisations ne font pas entendre des discours rédigés sur commande, mais répercutent la voix de ceux qui ordinairement demeurent sans voix. Rendons donc hom-



Echos de la
56^e Session

mage au travail de fournis réalisés par leurs représentants qui, dans les couloirs et les salons de la Commission, font le siège des délégués officiels. A force de persévérance et de douce obstination, ils parviennent parfois à inverser un courant. On finit par crier sur les toits ce qu'on aurait bien voulu cacher dans des bureaux capitonnés.

Enfants d'Irak et embargo

Un exemple. L'agenda de la dernière commission comportait l'examen des droits des enfants. C'est dans ce cadre que l'ONG «Dominicains pour Justice et Paix, accréditée à la Commission, a proposé un texte demandant la levée de l'embargo contre l'Irak, afin de mettre un terme aux souffrances des enfants de ce pays. Ce texte a largement circulé au sein de l'assemblée et il a été répercuté oralement par Soeur Arlene Flaherty, Promoteur de Justice et Paix en Amérique du Nord, qui prit la parole en assemblée plénière. Il convenait que ce fut une citoyenne des Etats-Unis dont le gouvernement avec celui du Royaume-Uni est directement responsable du maintien de l'embargo de dénoncer le calvaire dont souffrent les enfants irakiens. Une autre religieuse dominicaine, irakienne celle-là, a pu conforter la déclaration de Sr. Flaherty par des témoignages poignants et accablants. Cette intervention avait été préparée

par une mobilisation de la famille dominicaine qui proposa la journée du mardi 11 avril comme jour de jeûne et de prière en faveur de la levée de l'embargo. Difficile sans doute d'évaluer la portée de cette intervention. Mais plus d'une vingtaine de délégations furent personnellement approchées, dont celle du Canada qui exerce cette année la présidence du Conseil de Sécurité. Peut-être est-ce grâce à ce travail de contacts persuasifs et insistants que, pour la première fois, la Commission devait inclure la dimension humanitaire dans sa résolution annuelle sur l'Irak.

Est-ce à dire que dans les prochaines semaines les enfants d'Irak retrouveront le goût de vivre? Peut-être pas si vite. Mais un nouveau pas aura été franchi dans la conscience universelle du fait même que leurs pleurs et leurs cris ont été perçus dans une tribune internationale. La mobilisation de milliers de personnes pour défendre leur cause - et tout d'abord aux Etats-Unis - ne peut pas demeurer sans incidence sur les fluctuations de l'opinion qui conditionnent, dans nos pays, les décisions politiques. Et puis quel soulagement pour ceux qui, jusque là, souffraient oubliés et solitaires, de percevoir enfin un réseau mondial de solidarité et d'amitié. Ne serait-ce que pour cette raison, il faudrait inventer l'ONU si elle n'avait pas l'avantage d'exister! ■

Guy Musy, dominicain

Cultiver la paix

L'année internationale de la culture de la paix (AICP) a été lancée à Paris le 14 septembre dernier. L'UNESCO veut ainsi faire de l'aube du millénaire un nouveau départ, l'élaboration d'un nouveau scénario pour l'humanité, l'occasion de divorcer de la culture de la guerre et de la violence.

Chacune et chacun peut signer le Manifeste 2000 et ainsi s'engager sur les six points suivants : respecter toutes les vies, rejeter la violence, libérer sa générosité, écouter pour se comprendre, préserver la planète, réinventer la solidarité. L'idée est de récolter 100 millions de signatures à présenter à l'assemblée générale des Nations Unies en septembre 2000.

Mais l'AICP ne se contente pas de cette mise en réseau d'individus ; elle a pour ambition de fédérer le travail de tous les mouvements, de toutes les ONG qui, de par le monde oeuvrent dans ce sens.

Des cinq continents naissent d'innombrables initiatives. Ainsi cette croisière pour la paix menée par une centaine de jeunes issus de mouvements non-violents de 20 pays différents du bassin méditerranéen. Ils sillonnent "leur" mer, si souvent en proie à des conflits et des tensions, et sont ambassadeurs de paix dans chaque port où ils amarrent leur trois-mâts.

En Suisse

La Fondation Education et Développement propose aux enfants, aux adolescents et à leurs enseignants, une affiche accompagnée d'un dossier pédagogique. Cette affiche est un patchwork de photos représentant des scènes d'entente ou de conflit. Elle a pour but de susciter le débat pour chercher des solutions pacifiques aux querelles et construire la paix ici et maintenant, dans son rayon d'action. Ainsi, la génération montante est-elle invitée à découvrir que la paix véritable est beaucoup plus que l'absence de guerre. Comme le disait Kofi Annan en engageant l'ensemble de l'ONU dans l'AICP : «C'est un phénomène qui englobe le développement économique et la justice sociale, la préservation de l'environnement et la maîtrise du commerce mondial des armements, la démocratie, la respect de la diversité et la dignité de chaque être humain, les droits de l'Homme, l'Etat de droit, et bien d'autres choses encore.»

Roland Pasquier

Signature du manifeste:
www.unesco.org
/manifesto 2000

Fondation Education
et Développement:
tél. 021 612 00 81



Agenda

- Du 19 au 30 juin 2000: cycle de FILMS SUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL, à la Maison du Grütli, 16, rue général-Dufour. Organisation: FGC, IUED/ Cinéma des trois mondes, Contact: Gerard Perroulaz: Tél: 022/ 906 59 54

- Dimanche 18 juin, de 10h30 à 16h: JOURNÉE DE REFUGIÉ 2000. Journée d'interpellation des autorités ecclésiastiques et politiques sur la politique à l'égard des réfugiés et des exilés. Lieu: Salle de la paroisse protestante de Sévelin à Lausanne. Contact et renseignement: Secrétariat Terre Nouvelle, 24 rue Courgas, C.P. 230, 1211 Genève 8. Fax: 022/ 807 27 35.

- Du 25 mai au 25 Juin: Exposition Photos de Douglas Mansur: "VIVE L'ESPERANCE, LE BRÉSIL AU REGARD DE 500 ANS D'EXCLUSION". Lieu: Musée d'ethnographie, Bd Carl-Vogt, 65. Genève. Tél 022/418 45 50 Ouvert de 10h à 17h, Lundi fermé. Organisation: E-changer, Novo Movimento et COAR.



E-CHANGER, organisation qui envoie des volontaires dans les pays du Sud, a le plaisir d'inviter ses membres à son ASSEMBLÉE GÉNÉRALE statutaire le samedi 17 juin 2000 à 9h30 au Chalet Analakey au Bouveret.

L'assemblée nommera deux nouveaux membres au comité.

Toute personne qui serait candidate pour le comité est priée de s'annoncer par écrit au président de E-CHANGER, M. André GACHET, Rue Jean-Grimoux 18, 1700 Fribourg, jusqu'au 10 juin 2000.

Pour plus d'information ou pour devenir membre, veuillez prendre contact avec le secrétariat de E-CHANGER au 026/ 422.12.40 (le matin uniquement).

suite de la page 3

tiers ou de couches de la population, la destruction de l'environnement, le gaspillage des ressources.

.... Pour augmenter l'efficacité de la prévention des conflits, il est indispensable de tirer profit du savoir accumulé par les organisations de terrain. *Les femmes revendiquent fortement d'être associées complètement à tous les niveaux et à tous les stades - avant, pendant et après le conflit.*

- La promotion des droits de l'Homme et de la démocratie nécessite des connaissances intimes du terrain

L'importance d'un système juridique efficace et d'une bonne gestion administrative (good governance) pour le développement social et la capacité d'assurer la paix est connue depuis longtemps. néanmoins le personnel fait défaut, au même titre que les postes de formation, les institutions habilitées à agir et les moyens financiers nécessaires à la pratique de ce travail. *Là aussi la société civile a des atouts à faire valoir.*

- La stabilité requiert une perspective à long terme

La préservation du cadre naturel de vie doit être reconnue comme faisant partie intégrante de toute politique de prévention des conflits et, partant de toute politique de sécurité. pourtant le dernier Rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité de notre pays n'en fait aucune mention. Le plan d'action formulé dans l'Agenda 21 (conférence de Rio en 1992) exige en outre «la réaffectation des ressources utilisées pour l'heure à des fins militaires». *Par la bouche de Flavio Cotti, la Suisse a pris des engagements à Rio. Que sont-ils devenus ?*

C. La politique du développement peut et doit assumer un rôle moteur

- Un équilibre entre mesures civiles et militaires est nécessaire

Un grand nombre d'armées se trouvent actuellement sous-occupées, ceci se vérifie également dans les riches pays industriels de l'hémisphère nord. La tendance de recycler les troupes dans la gestion des suites de catastrophes naturelles, dans la protection policière de bâtiments, voire dans la reconstruction de sociétés brisées par la guerre

s'accroît fortement.

Il est pourtant prouvé que le recours aux forces militaires est plus coûteux que le recours aux organisations civiles spécialisées dans la matière.

Les ressources militaires sont judicieuses, si elles sont comprises comme un élément subsidiaire d'un concept global de prévention des conflits, de traitement des conflits et de consolidation de la paix. Si l'utilisation de ces ressources est décidée de manière sectorielle, le résultat est souvent plus préjudiciable que favorable à l'établissement de la paix.

- La mondialisation nous transforme tous en «société en mutation»

La mondialisation a accéléré les mutations structurelles à travers le monde. Tous, nous avons été entraînés par le rythme effréné des bouleversements sociaux.

On néglige souvent le fait que les tensions sociales et politiques sont un phénomène qui peut être induit par de tels processus. Une redynamisation économique peut également modifier les équilibres des puissances et déstabiliser un équilibre fragile. La manière de gérer les conflits sans violence devient une interrogation permanente. Il faut investir beaucoup plus massivement dans cette recherche que cela a été fait jusqu'à ce jour. *De nombreux groupes sont attelés à cette recherche depuis de longues années, faute de moyens leurs travaux restent souvent confidentiels. Un exemple : depuis plus de 10 ans, la Campagne pour la Paix soutenue par la Fédération des femmes protestantes, la Ligue suisse de femmes catholiques et les Femmes pour la paix travaille dans ce sens. Qui les entend, qui les écoute ?*

Le document présente en annexe des tableaux, des statistiques permettant de «visualiser» ce que les thèses affirment.

Il est impératif d'investir aussi les lieux de débats et de décisions, en gardant en mémoire ce que disait Denis de Rougemont : «La décadence d'une société commence quand l'homme se demande : que va-t-il arriver au lieu de se demander que puis-je faire?» ■

Maryse Durrer

Ces thèses peuvent s'obtenir, en français ou en allemand auprès de la documentation de la Communauté de Travail des organisations d'entraide

Tél. 021 612 00 86

COTMEC
bd du Pont-d'Arve 16
1205 GENEVE
CH

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax: +41 22 329 26 81
E-mail: cotmec@worldcom.ch
Web: www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

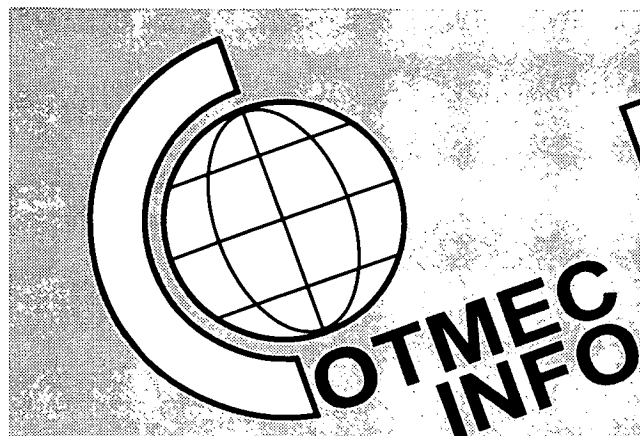
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédacteur Responsable: Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 223 - Mai-Juin 2000



Mini-dossier
Réforme de l'armée
ou «politique de paix»?

commission tiers monde
de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Henry et Estella

Henry Volken a choisi de «vivre entre ses parents le reste de son âge». Un tout petit reste. Quelques semaines dans la maison de son frère médecin, à Fiesch, dans le Haut Valais. Juste le temps de retremper ses racines et prendre les forces pour l'ultime et grand voyage.

Il avait quitté sa terre natale 54 ans plus tôt pour s'aggréger à la Compagnie de Jésus qui l'expédia aux Indes dès la fin de son noviciat. Il devait y demeurer trente ans, profondément engagé dans la promotion des démunis de cet immense pays. Il y réussit si bien que ses supérieurs le rappellent à Rome en 1984 pour prendre la direction d'un Secrétariat International institué par la Compagnie de Jésus pour la «Promotion de la Justice». Henry exercera cette fonction pendant 7 ans. Il avait 68 ans quand il devint curé des germanophones de Genève, partageant son temps, jusqu'à sa mort, entre ses activités pastorales et ses nombreuses interventions à l'ONU où il continuait de militer pour la défense des droits humains.

Je retiens d'Henry deux impressions, fruits de deux rencontres inattendues. La première me laissa d'abord perplexe. C'était en 1992, la COTMEC recevait à Saint-Boniface un évêque brésilien accompagnée d'Estella jeune fille torturée dans quelque gèole d'Amérique Centrale. Henry lui demanda avec une insistance que je jugeais alors indelicat quels étaient les sentiments qu'elle nourrissait à l'endroit de ses tortionnaires. Sans doute voulait-il l'aider à exprimer la parole de pardon qu'elle étouffait sous ses larmes. La deuxième rencontre date de quelques mois. Je vois encore Henry, chemise ouverte, sacchoche en bandouillère, tenant salon dans un amphithéâtre onusien, distribuant à la ronde de larges embrassades, manifestement à l'aise dans cet aéroport international.

Homme de l'universel et attentif à la souffrance de l'individu, Henry ne se payait pas de mots. Celui qui pendant trente ans avait côtoyé la misère de l'Inde, celui qui avait interpellé Estella comme si elle avait été sa propre fille trouvait le ton juste pour se faire entendre des bureaucrates et des diplomates. Sous des dehors inattendus, perçait la voix du témoin et du prophète. ■

Guy Musy

Edito

Michel Bavarel

a reçu le «Prix catholique de la communication 2000»

Il n'aimera pas que nous lui accordions la une. Mais, pour une fois, il se laissera faire. Michel Bavarel, ami et complice régulier des complots ourdis par notre commission, a été honoré par le Prix catholique de la communication 2000 décerné par la Commission des médias de la Conférence des évêques suisses. Cette dernière entend ainsi «récompenser l'engagement infatigable du lauréat pour faire connaître en Suisse les problèmes des pays du Sud. Depuis plus de trente ans, Michel Bavarel, ancien journaliste de radio, a exercé de multiples mandats dans ce domaine, notamment avec l'Action de Carême. Chaque année en reportage dans les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, grâce à ses articles et ses livres, il a grandement contribué à faire connaître des visages du Sud et des personnalités comme les évêques latino-américains Dom Helder Camara, Oscar Romero ou Samuel Ruiz...»

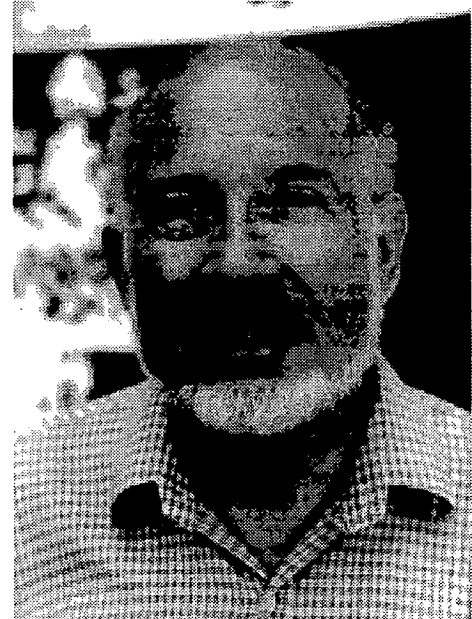


Photo: J.-C. Gadmer / CIRIC

C'est l'occasion pour nous de dire à Michel combien nous sommes heureux de voir son travail récompensé. Car c'est souvent dans l'ombre qu'il agit, mettant ses talents de journaliste au service de la parole des autres. A la COTMEC, que ce soit dans notre «Bureau exécutif» où dans les différents chantiers de réflexion qui nous préoccupent, Michel répond toujours présent lorsque vient le moment de prendre des décisions délicates, de rédiger ou de relire des documents cruciaux pour notre travail. Son exigence de se référer constamment au point de vue des plus déshérités est des plus précieuses dans une commission comme la nôtre. Toujours soucieux de garder un contact avec le terrain, que ce soit aux côtés de communautés des bidonvilles en Amérique latine ou au service des réfugiés dans notre pays, Michel est aussi de ceux qui nous aident à ancrer notre travail au cœur des réalités humaines. Autant que le journaliste, c'est l'artisan de justice qui mérite d'être salué à travers ce prix. ■

Dominique Froidevaux

Visite de Mgr Ndungane en Suisse

Voir le compte-rendu en page 2.
Pour davantage de renseignements sur la «Campagne pour l'annulation des dettes et les réparations en Afrique australe», merci de consulter nos pages sur la toile (www.cath.ch/cotmec, page ACTIONS) ou de commander le dépliant de présentation de la campagne à notre secrétariat (tél. & Fax: 022 329 26 81)

«Le moment est venu de faire nos adieux à l'Eglise cléricale»

Sous ce titre accrocheur, la revue Jonas de mars 99 a publié le texte d'une allocution prononcée par l'exégète Herbert Haag. Agé de 85 ans, ce bibliste de renommée mondiale, ancien professeur à l'université de Tübingen, réside à Lucerne. C'est dire que son exposé révolutionnaire n'est pas celui d'un illuminé!

Son but? «Poser des jalons qui pourraient aider les gens à retrouver un modèle d'Eglise plus en accord avec la lettre et l'esprit de l'Evangile». Les théologiens, même les plus traditionalistes, sont tombés d'accord sur un point. Pour autant que Jésus ait désiré fonder une Eglise, il ne l'aurait pas voulu hiérarchisée en deux classes: le 1% des privilégiés possédant tous les pouvoirs, et le 99% «regroupant ceux qui n'ont le droit que de se taire. Les structures actuelles de l'Eglise sont le résultat de processus historiques sur lesquels les influences politiques ont joué. Et les modèles démocratique des débuts n'ont pas pu subsister.»

De nos jours, une organisation démocratique de l'Eglise serait plus adaptée qu'un modèle de gouvernement désuet, copié sur l'impérialisme romain, la féodalité moyennageuse, ou l'absolutisme de la Renaissance.

De fait, «les fonctions d'évêque et de prêtre initiées par l'Eglise un siècle et demi après Jésus, sont devenues une institution au Ve siècle». C'est dire que si l'Eglise a su adapter ses structures à celles de différentes époques, elle pourrait le harmoniser à la nôtre aujourd'hui.

L'institution doit évoluer pour répondre aux besoins de la communauté

Herbert Haag précise: «La fonction devrait toujours être définie par les besoins de la communauté. Et ces besoins changent à mesure que les siècles passent, si bien qu'une organisation qui n'a pas changé depuis plus de mille ans devrait a priori apparaître comme discutable».

Selon les besoins actuels de la communauté, les fonctions devraient se transformer. Il pourrait y avoir «une variété qui irait au-delà des ordinations de diacres, prêtres et évêques». Par exemple des hommes et des femmes pourraient être ordonnés pour des fonctions tels que catéchistes, responsables de paroisses et de services religieux, etc. Le principe étant toujours que c'est la communauté qui définit la fonction, et non l'inverse...

Ainsi l'on porterait remède à la malheureuse séparation entre clergé et laïc, née d'un oubli de la parole de

Matthieu (23, 8-10) recommandant que personne ne se fasse appeler Père ou Maître, puisque nous sommes tous frères. Au début du 3e siècle, on occultait cette parole pour créer la division entre clercs et laïcs. L'Eglise fut assimilée au clergé, «et c'est là l'une des erreurs les plus fatales au cours de son histoire».

Un appel à revenir aux sources

Le conférencier poursuit: «La situation de détresse dans laquelle se trouve actuellement l'Eglise est comme un ultime appel à revenir aux sources. De plus en plus nombreux sont les laïcs désignés pour diriger les paroisses, devenant de fait des prêtres non ordonnés». Ces derniers ne pouvant pas célébrer la messe, l'exégète se demande: «si, au sein de notre Eglise, le repas du Seigneur a pu être présidé par des laïcs deux siècles durant cela ne devrait-il pas être possible de nos jours? D'ailleurs Jésus était lui-même un laïc.»

Bien que le Vatican n'aïlle guère dans le sens de ces réformes, Herbert Haag garde espoir que «notre Eglise pourrait bien se doter d'un nouveau gouvernement. Elle le doit même si elle veut survivre. Mais pour cela nous aurions sans doute besoin d'un nou-

veau Concile».

A la fin, l'orateur cite le testament que Jean XXIII laissa à des témoins sûrs quelques jours avant sa mort: «Le moment est venu, leur dit-il, pour reconnaître les signes des temps, pour nous saisir des possibilités qui nous sont offertes et pour tourner nos yeux vers l'avenir». Ce qui amène H. Haag à conclure: «Les paroles du Pape Jean pourraient bien se traduire aujourd'hui ainsi: le moment est venu de faire nos adieux à l'Eglise des clercs». ■

Jacques Perroux

le débat est ouvert

La discussion sur le rôle des laïcs et les structures du pouvoir dans l'Eglise catholique revient très fort au centre de l'actualité. Elle a été largement abordée dans le cadre des travaux d'AD 2000, l'assemblée du diocèse de Lausanne, Genève, Fribourg et Neuchâtel. Au sein de notre comité de rédaction, nous avons jugé intéressant le débat ouvert par les interpellations du professeur Haag que Jacques Perroux a choisi de mettre en évidence. Nous nous sommes avant tout interrogés sur la pertinence de ce débat dans le contexte Nord-Sud. Deux éléments nous sont apparus essentiels à ce propos.

Mgr Ndungane refuse la dette «odieuse» de l'apartheid

Lors de sa récente visite en Suisse (8-10 mai), Mgr Ndungane, archevêque du Cap et successeur de Desmond Tutu, a rappelé avec force les droits des peuples victimes de l'apartheid.

En octobre 1999, la Coalition Jubilé2000 - Afrique du Sud envoyait un lettre ouverte à Mme Ruth Dreifuss, alors Présidente de la Confédération, et aux Conseillers fédéraux Deiss et Couchepin. Objectif: demander officiellement à la Suisse de jouer un rôle moteur dans le lancement d'un processus visant à annuler les dettes causées par l'apartheid et à engager une politique de réparations. Cette demande de nos partenaires sud-africains recevait rapidement un large appui à travers de nombreuses lettres et courriers électroniques, dont beaucoup provenaient des lecteurs de Cotmec-info. Réponse du Conseil fédéral, en substance: la dette causée par l'apartheid ne concerne que le secteur privé et la Confédération s'est déjà engagée dans divers programmes de soutien à la jeune démocratie sud-africaine, notamment en accordant un appui financier et logistique pour le travail de la Commission Vérité et Réconciliation qui a fait la lumière sur les crimes de l'apartheid. Une fin, polie, de non recevoir.

Relancer le processus

La visite de Mgr Ndungane et de Neville Gabriel, le secrétaire général de Jubilé 2000 - Afrique du Sud, visait à relancer le processus. Cette délégation a rencontré les autorités des Eglises de Suisse et les respon-

sables de la campagne suisse pour les inviter à renforcer leur solidarité. Elle a surtout rendu visite à notre «ministre» des affaires étrangères, Joseph Deiss pour lui réitérer la demande de la société civile sud-africaine: même si c'est le secteur privé qui a financé l'apartheid et en a largement tiré profit, c'est bien la Confédération qui a aménagé les conditions-cadres qui ont rendu tout cela possible. Au vu de sa responsabilité historique, elle se doit donc aujourd'hui de mettre en place de nouvelles conditions-cadres pour restaurer la justice et impliquer le secteur privé dans des négociations qui doivent être envisagées au niveau international, entre tous les créanciers et la société civile sud-africaine. La demande concerne donc directement la diplomatie helvétique et M. Deiss ne semble pas y avoir été insensible. On attend cependant de le voir à l'oeuvre dans ce dossier délicat.

Les banques se font toujours prier

Le noeud du problème est toujours la «bonne volonté» des banques et des milieux économiques suisses impliqués dans le soutien à l'apartheid. L'accès à leurs archives reste interdit aux chercheurs qui voudraient explorer en détail leur part de responsabilité. Et ces milieux se sont dérobés lorsqu'une invitation leur a été faite pour être confrontés à la délégation sud-africaine. Mgr Ndungane n'a pu que réitérer les revendications sud-africaines lors d'une conférence de presse que nous avons organisée devant la presse suisse et internationale: «Nous ne demandons pas la charité, mais la justice, a déclaré Mgr Ndungane... La dette «odieuse» de l'apartheid, au moment où le gouver-

nement de transition a repris le pouvoir à la fin d'octobre 1993, s'élevait à 25,6 milliards de dollars US. Nous demandons l'annulation de toute la dette restante, de même que celle de toutes les dettes causées par l'apartheid dans les pays d'Afrique australe... Nous croyons que, pour restaurer la justice, au moins 78 milliards de dollars US sont dus à l'Afrique du Sud à titre de réparations. C'est là une estimation du coût économique total de la déstabilisation et des destructions causées par l'apartheid. Les gouvernements occidentaux et les compagnies multinationales devraient reconnaître leur rôle dans le développement et la défense du système appelé apartheid. C'est en ce sens que les gouvernements occidentaux, y compris la Suisse, sont responsables de fournir des réparations».

Une dette «odieuse»

Si Mgr Ndungane parle de dette «odieuse», c'est en vertu de précédents historiques (à Cuba au début du siècle et au Costa Rica en 1923, notamment) où des juridictions internationales ont qualifié ainsi des dettes contractées par des gouvernements illégitimes dont les dépenses n'ont servi qu'à opprimer leurs «administrés». Ces décisions peuvent être considérées comme un embryon de jurisprudence internationale au vu de laquelle un gouvernement démocratique succédant à des autorités illégitimes n'a pas à assumer les dettes contractées par ces dernières. En Afrique du Sud, selon Mgr Ndungane, «le service de la dette est le deuxième montant en importance du budget national: 46,5 milliards de rands, alors que seuls 32,3 milliards sont consacrés à la santé»... ■

Dominique Froidevaux

En marge du débat sur l'avenir de l'Armée en Suisse

Quelle sécurité, à quel prix, par quels moyens ?

Le débat sur l'avenir de la politique de sécurité de la Suisse, qui inclut le projet de réforme de l'armée, concerne tous les citoyens. Pourtant, depuis quelques semaines, on argumente, jusqu'à la nausée, sur les effectifs, le nombre de chars, une armée plus chère, une armée de professionnels etc... Pour une fois, le clivage n'est pas gauche-droite ou pro-anti-armée, la fracture court au sein des partis et de la population. Ici ou là, des voix s'élèvent pour dire que l'on met la charrue avant les bœufs et qu'il serait nécessaire de commencer

question. La Communauté de travail des œuvres d'entraide a préparé un argumentaire pour servir de support à l'initiative en faveur d'une redistribution des dépenses. La répercussion sur nos relations avec le Sud est évidente selon la manière dont nous considérons notre sécurité et les moyens de l'assurer. Le but ultime étant de faire ce qui est nécessaire pour que le monde entier jouisse de la paix et d'une répartition équitable des richesses données et des richesses produites.

Pas de paix sans justice

La Communauté de travail, comprenant Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas et Caritas, part du prin-

A. Un nouvel aiguillage - une question fatidique

- Le développement a besoin de la paix - la paix a besoin du développement

La paix et la sécurité sont indissociables et pluridimensionnelles. Dans son rapport de 1990, le Conseil fédéral envisageait un concept de sécurité encore très global et soulignait l'importance du développement social durable. Aujourd'hui (voir rapport de 1999), la sécurité ne se conçoit plus que comme une défense face aux menaces. Pour les menaces devenues improbables nous sommes armés, mais, selon le rapport Brunner nous ne sommes pas préparés aux menaces d'aujourd'hui et de demain. Il est urgent d'en débattre.

- La communauté internationale n'a jamais été aussi univoque en paroles

En 1992, l'Agenda pour la paix présenté par le secrétaire général de l'ONU définit de manière exhaustive les objectifs et moyens de prévention des conflits: diplomatie préventive, création de la paix, garantie de la paix et consolidation. Les grandes messes onusiennes des années 90 (Rio, Rome, Vienne, le Caire, Copenhague, Pékin) ont démontré l'ampleur du consensus universel en ce qui concerne les questions fondamentales de la cohabitation pacifique, de la démocratie, de la justice et du développement durable)...mais au-delà des bonnes paroles, qu'avons-nous vu sur le terrain, que recouvre exactement ce consensus universel, comment se met-il en musique, quelle partition y joue la Suisse. S'informer davantage est essentiel.

- Les paroles sont trop rarement suivies d'actions

Les moyens dégagés pour le financement du développement et de la promotion de la paix n'ont pas augmenté depuis le début des années 90. Selon l'OCDE, ils ont même diminué de 13% depuis 1995. Depuis des années, la politique de la paix du Conseil fédéral est riche de déclarations d'intention... sans plus. Des plans de réalisation concrets sont nécessaires, des plans prévoyant clairement les ressources

personnelles, institutionnelles et financières allouées, aussi bien en personne. Il est temps de décortiquer les budgets pour identifier la manière dont sont attribuées les ressources existantes.

- La Suisse n'a jamais adapté la répartition des ressources aux conceptions nouvelles

La Suisse est ridiculement suréquipée en termes militaires. Elle part toujours du principe le moins probable, soit la nécessité d'une défense du sol national à l'intérieur des frontières. Par contre le mandat de promotion de la paix, fixé par voie législative, n'a représenté en 1998 que 0,12% du budget de la défense nationale. Promotion de la guerre ou de la paix ?

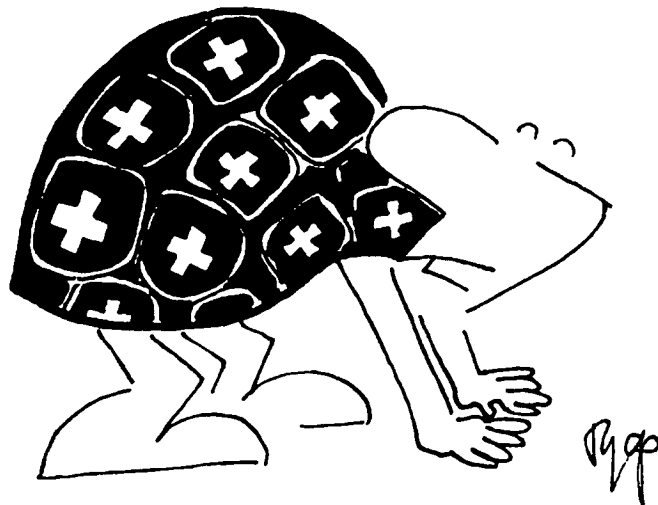
B. La sécurité à travers la coopération suppose une intervention sur place

- Les connaissances concrètes et l'action des œuvres d'entraide sont indispensables

...pour que les œuvres d'entraide puissent accomplir un travail efficace et durable, elles ne doivent pas être livrées aux humeurs du marché des donateurs. Car ce n'est pas toujours là où les caméras de télévision nous renvoient les images les plus déchirantes que l'on accomplit le meilleur travail. Un financement de base garanti par les pouvoirs publics est nécessaire, tout comme une coordination efficace des multiples efforts diplomatiques et actions d'entraide sur le terrain. Ce qui se passe en Kosove illustre parfaitement la pertinence de cette exigence.

- Les origines sociales des conflits impliquent un traitement social des conflits

Presque tous les conflits armés actuels découlent fondamentalement de tensions économiques et sociales au sein d'une même société. Des arguments ethniques, nationalistes ou religieux ne servent souvent qu'à servir une volonté de domination durable. Quiconque entend empêcher efficacement tout conflit doit accepter les seuls défis réels: la faim, la pauvreté généralisée, la marginalisation de peuples en-



par déterminer les dangers qui menacent notre pays, de ce que recouvre pour nous le mot sécurité. Ensuite seulement on pourrait parler de définir les moyens les plus adéquats pour assurer notre avenir, sans oblitérer celui du reste de l'humanité.

Une nouvelle loi sur l'armée doit être discutée aux Chambres, quelques initiatives attendent le bon vouloir des autorités, il est donc temps de se pencher sur une autre manière de considérer la

cipe que «la politique du développement est la politique de la paix du 21^{ème} siècle». La réflexion se divise en trois chapitres, chacun proposant 7 thèses à la réflexion: Un nouvel aiguillage - une question fatidique; La sécurité à travers la coopération suppose une intervention sur place; La politique du développement peut et doit assumer le rôle de moteur.

Ci-dessous, nous vous proposons un aperçu de quelques-unes des 21 thèses. Pour obtenir la version complète se référer aux indications données à la fin du texte.

Enjeux Nord Sud

COTMEC-info
Mai-Juin 2000
Supplément



Edito

L'Assemblée générale des Nations Unies se réunira pour la première fois en dehors de New York, à Genève, du 26 au 30 juin. Cinq ans après le sommet social de Copenhague, il s'agira de faire le bilan de ce qui a été entrepris jusqu'ici et de lancer de nouvelles initiatives afin de respecter les engagements pris pour lutter contre la pauvreté, le chômage, la marginalisation et la précarisation des droits sociaux.

Le sommet de la terre à Rio (1992) est resté dans toutes les mémoires. Il coïncidait avec la prise de conscience que les menaces sur l'environnement concernent la planète entière. Ce sommet a permis de populariser un concept, celui de «développement durable». Et l'on a tenté de traduire ce concept en objectifs stratégiques évaluable (le fameux «agenda 21», qui vient de faire l'objet d'une vaste réflexion dans le cadre de Genève et de sa région*). Beaucoup reste à faire dans ce domaine, mais on peut dire que le message est passé. Qui se souvient par contre du Sommet de Copenhague? En dehors des organisations spécialisées, pas grand monde! Et que dire de l'objectif majeur que s'étaient alors donné les Nations Unies, «réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici à 2015»? A l'heure de la mondialisation «compétitive et néo-libérale», la moitié de l'humanité continue à vivre avec moins de 2 dollars par jour, le quart avec moins d'un dollar.

Les représentants des Etats ont parlé du social, il y a cinq ans, à Copenhague, oui. Mais tout se passe comme si ce fut pour mieux l'enterrer au profit de la nouvelle doctrine néo-libérale qui prétend lutter contre la pauvreté exclusivement par le développement de conditions-cadres favorables à la croissance économique. Sous la pression des milieux d'affaires, les gouvernements des pays dits «développés» tendent en effet à sacrifier les acquis sociaux des siècles pré-

cédents. Et, selon la Communauté de Travail des organisations de solidarité, plus de cents pays pauvres ont été contraints de réduire leurs dépenses sociales sous la contrainte, à travers les programmes d'ajustements structurels imposés par les organisations financières internationales. En supprimant les garde-fous contre la sur-exploitation des personnes et les régulations visant à orienter le développement, en affaiblissant les systèmes de redistribution, le monde peut-il évoluer autrement que vers davantage d'inégalités et d'accaparement des biens et des pouvoirs par un petit nombre?

Réunis à Genève, les représentants des Etats pourraient bien continuer à tourner en rond en multipliant les messages incantatoires, sans pour autant s'engager dans une véritable stratégie de changement susceptible de remettre les personnes et leurs droits fondamentaux au cœur des priorités. Comme à Seattle (réunion de l'OMC) et à Bangkok (réunion de la CNUCED), l'aiguillon critique des mouvements de citoyens et des organisations non-gouvernementales sera plus que nécessaire pour faire avancer les choses. Les revendications déjà développées dans de précédents «Enjeux Nord-Sud» seront à l'ordre du jour: taxation de la spéculation sur les marchés des changes au profit des dépenses vitales pour la santé, le droit à se nourrir, l'éducation; annulation totale des dettes des pays pauvres; promotion des droits de l'homme dans le travail et contrôle citoyen des entreprises pour faire respecter ces droits, etc. L'enjeu central d'un tel sommet résidant dans la mise en oeuvre de telles revendications, certaines organisations non-gouvernementales ont fait des propositions déjà très élaborées qui seront essentielles à prendre en compte. Mais, sans suivi sur la durée, les meilleures propositions risquent de rester lettre morte. C'est pourquoi l'idée d'instaurer une sorte de d'«Assemblée des peuples» ou de «Parlement de la mondialisation»** devrait absolument faire son chemin. La société civile y trouverait un lieu d'expression permanent: c'est essentiel pour que soient mises au grand jour les situations qui permettent d'évaluer les mécanismes producteurs d'injustices, tout comme les progrès réalisés. Un tel parlement pourrait aussi ouvrir des espaces

Sommet social «Genève 2000»

pour que soient confrontées diverses expériences novatrices dans le domaine de l'économie solidaire tout comme dans les circuits de l'économie ordinaire. Mais, surtout, à l'image de la Commission des droits de l'homme pour les droits civils et politiques, il instituerait un regard citoyen sur les Etats et les organisations internationales afin de les forcer à pratiquer davantage de transparence et à y développer des procédures démocratiques. Il y a là un vaste chantier qu'il est urgent d'entreprendre. ■

Dominique Froidevaux

* Le programme d'action en faveur d'un développement durable pour Genève et sa région a été coordonné par la Société pour la protection de l'environnement SPE.

Renseignements: tél. 022 329 99 29.

** Cette idée a notamment été énoncée par Rubens Ricupero, le secrétaire général de la CNUCED (Commission des Nations Unies pour le commerce et le développement).

Pour approfondir ces réflexions, nous vous recommandons la lecture d'un document élaboré par le Mouvement International Développement et Civilisation (MIDEC), qui repose notamment sur de nombreux apports de représentants des pays du Sud. Document disponible dans le courant du mois en français, anglais et espagnol au Centre Lebrecht à Paris
Tél. (0033) 1 47 07 10 07
ou à notre secrétariat
Tél & Fax: (41 22) 329 26 81

Le sommet social "parallèle" de Genève

Les peuples à la recherche de leur propre agenda social

Le mouvement citoyen mondial se donne rendez-vous au bord du Léman.

A la fin juin, Genève l'Internationale sera plus "planétaire" que jamais. Pendant plusieurs jours, elle accueillera des représentants des mouvements populaires, sociaux et citoyens des cinq continents.

Des centaines de dirigeants populaires se sont en effet donné rendez-vous pour le Sommet social "alternatif" du 22 au 25 juin avec un objectif principal : inventer, réinventer ou adopter un véritable agenda social qui n'a jamais été aussi nécessaire qu'aujourd'hui (cf. encadré).

Les ravages de la mondialisation sont patents. Ainsi, les trois hommes les plus riches du monde "pèsent" davantage que le produit annuel des 45 pays les plus pauvres. En même temps, des pays (comme la Zambie) et des régions entières sont condamnés à la disparition.

Pour la pensée unique qui domine le globe, le social est une simple "thérapie" de contention dont la fonction est de boucher les trous. Les peuples et les mouvements populaires de nombreux pays du Sud en ont une vision bien différente.

L'Agenda social est un problème irrésolu. C'est

ainsi que la conçoivent les indigènes équatoriens en lutte contre la "dollarisation" de leur économie, les mouvements populaires boliviens protestant contre la privatisation de l'eau potable, les travailleurs de la santé du Salvador ou les vastes secteurs sociaux du Costa Rica se soulevant contre la privatisation de l'Etat, pour ne citer que quelques exemples éloquentes.

Comment traduire cette force contestataire, qui ne s'arrête pas aux frontières du Sud, en une dynamique capable de formuler des propositions et de propager une vision d'avenir ? Comment coordonner tous les réseaux citoyens du Nord, du Sud et de l'Est pour faire avancer la mondialisation de la solidarité et aller à contre-courant ? Comment aller au-delà des sommets déjà presque routiniers des Nations Unies et de ses organismes pour proposer à l'humanité des voies viables ?

Voilà les sujets essentiels de cette rencontre qui présente une nouveauté intéressante : ce sera en effet la première fois que se réunissent, de façon consciente et coordonnée, trois acteurs complémentaires : les réseaux d'ONG, les secteurs syndicaux et le mouvement citoyen que l'on s'accorde à qualifier de "militant". Le décor est planté pour un rendez-vous aussi particulier que prometteur.

Quelques heures après la conclusion du Sommet social parallèle commencera, le lundi 26 juin, le sommet officiel convoqué par les Nations Unies. A cette occasion, le gouvernement suisse convoquera également un Forum "officiel" - coordonné avec l'ONU - où il essaiera d'inviter des représentants de tous les secteurs sociaux et productifs.

Sergio Ferrari

Service de presse E-CHANGER
(Traduction Jean-François Cuennet)

LE CALENDRIER D'UN DEBAT ANIME

Le sommet social parallèle sera la première grande mobilisation européenne après les journées de juin 1999 consacrées à la dette et les réunions antérieures à Seattle en novembre et décembre.

L'arrivée des délégations est prévue pour le mercredi 21 juin 2000. Du jeudi 22 au samedi 24, différents ateliers auront lieu à divers endroits de Genève, divisés par continent (Amérique latine, Asie, Afrique, Europe, Amérique du Nord, Méditerranée et Monde arabe) et par sujet (femmes et mondialisation, luttes sociales, luttes paysannes, FMI, BM et OMC après Seattle : les nouveaux enjeux, etc.).

Le dimanche 25 juin rassemblera toutes les délégations pour, à 10 heures, une rencontre oecuménique à la Cathédrale St-Pierre, puis, de 12h15 à 15h, un forum organisé par le réseau d'ONG à Uni-Mail, et enfin, de 15 à 18 h, une manifestation partant de Plainpalais pour s'achever à la Place des Nations-Unies après être passée par l'OMC.

Pour de plus amples renseignements sur le programme et les lieux

- lire "Le Courrier" de Genève
- prendre contact avec le Comité suisse de l'Appel de Bangkok, organisateur du sommet c/o Maison des Associations, 15, rue de Savoises, 1205 Genève, tél. 022-320 42 64 ; e-mail : bangkok@europe.com
- site Internet d'ATTAC : www.attac.org

Conférences organisées par CETIM, AAJ, LIDLIP, WILPF

Centre Europe - Tiers Monde (CETIM), Association américaine de juristes (AAJ), Ligue internationale pour les droits et la libération des peuples (LIDLIP), Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (WILPF)

Dans le cadre du Forum Geneva 2000

- BILAN ET PERSPECTIVES DU DEVELOPPEMENT SOCIAL; MONDIALISATION ET ALTERNATIVES

Intervenants : MM Samir Amin, Directeur du Forum Tiers Monde (Dakar) et François Houtart,

Directeur du Centre Tricontinental (Bruxelles) et de la revue Alternatives Sud

Mercredi 28 juin à 10 h, Bâtiment de l'Organisation internationale du Travail (OIT), salle 5 (Morillons 4)

- L'IMPACT DES POLITIQUES NEOLIBERALES DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES

Modification du rôle de l'Etat et conséquences sociales

Intervenant : Loïc WACQUANT, chercheur au Centre de sociologie européenne du Collège de France et

Professeur à l'Université de Californie-Berkeley.

Mercredi 28 juin à 16h, Bâtiment de l'Organisation internationale du Travail (OIT), salle 5 (rte Morillons 4)

- SOCIÉTÉ CIVILE : DE QUOI, DE QUI PARLE-T-ON ?

Introduction du débat par François Houtart, directeur du Centre tricontinental (CETRI) et de la revue Alternatives Sud

Jeudi 29 juin à 10h, Bâtiment de l'OIT, salle 5 (rte Morillons 4)

Dans le cadre des activités organisées par la Fédération Genevoise de Coopération (voir p. 4 de C-info Agenda)

Bilan et perspectives du développement social; mondialisation et alternatives

Intervenants : MM Samir Amin, Directeur du Forum Tiers Monde (Dakar) et François Houtart, Directeur du Centre Tricontinental (Bruxelles) et de la revue Alternatives Sud

Mercredi 28 juin à 20h30, Salle de St-Boniface (av. du Mail 14)

Enjeux Nord-Sud est un supplément
du mensuel Cotmec-info

Editeur:

**COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16 Pont-d'Arve
CH-1205 Genève
Tél. & Fax: (41 22) 329 26 81
www.cath.ch/cotmec**

Triumph épinglé par Clean Clothes

La Campagne Clean Clothes (CCC), luttant pour des «habits produits dans la dignité» a critiqué le fabricant de sous-vêtements Triumph pour son attitude face aux revendications de ses employés aux Philippines, qui réclamaient une simple adaptation de leurs salaires aux chiffres officiels du coût de la vie. La multinationale emploie 36600 personnes de par le monde et a réalisé un «bénéfice jugé satisfaisant» sur un chiffre d'affaires de 2,38 milliards de francs. Après s'être heurtés à plusieurs refus de négociations, les employés philippins de Triumph ont entamé une grève qui fut sévèrement réprimée par la police. Les membres de la direction du syndicat contestataire ont été mis à la porte et les autres grévistes menacés de licenciement. Triumph menace encore de déplacer ses activités ailleurs en Asie où le travail est meilleur marché...

CCC a lancé une campagne de lettres de protestation demandant la réintégration des grévistes licenciés et l'adoption d'un code de conduite respectant la liberté syndicale et le droit à la négociation. Renseignements pour cette action: www.cleanclothes.ch ou à notre secrétariat tél. 022 329 26 81.

Nous développerons les avancées de la CCC dans un prochain numéro.

Dominique Froidevaux

Agenda

- 24 septembre

Votations en Suisse

Voir nos informations en page 1 («Ethique et politique de l'énergie») et dans notre supplément («L'appel du 18 juin»).

- 20 novembre

Journée des droits de l'enfant

Pour que chaque enfant connaisse ses droits et les droits de tous les enfants du monde. Pour que chaque enfant contribue au respect des droits de tous les enfants du monde. Des associations et organisations non-gouvernementales invitent toutes les écoles de Suisse romande à participer aux deux minutes pour les droits de l'enfant. Du matériel pédagogique pour préparer cette journée est disponible à la FONDATION EDUCATION ET DEVELOPPEMENT AV DE COUR 1, 1007 LAUSANNE tél. 021 612 00 81 fax. 021 612 00 82 www.globaleducation.ch

L'éclat du diamant

Depuis la fin de la guerre froide, les temps sont fastes pour les armées de location. Les gouvernements n'hésitent pas à faire appel à un nouveau type de mercenaires pour maintenir l'ordre menacé par les insurrections. Mais derrière ce paravent sécuritaire se trament de juteux arrangements, notamment dans le domaine diamantifère.

On les appelle "compagnies privées de sécurité", elles se développent dans une situation économique-politique propice, où l'offre et la demande se dopent mutuellement :

- La réduction mondiale des forces armées laisse sur le carreau bon nombre de militaires et de matériel de guerre, les uns sachant et voulant faire usage de l'autre.
- Plusieurs Etats se désagrègent, notamment en Afrique. Les pays sont en proie à des conflits civils ou militaires. Il y règne un constant climat d'insécurité.
- Les pays occidentaux montrent une réticence croissante à intervenir dans les zones où ils n'ont pas d'intérêts stratégiques.
- Les priorités imposées par les options néo-libérales ne sont jamais remises en cause.

Ces différents éléments se conjuguent pour donner naissance à des entreprises mercenaires gérées comme des sociétés high-tech, avec leur cortège de sites internet, de plaquettes publicitaires et autres porte-parole...

Cette option mercenaire connaît un grand développement en Amérique où l'on peut presque la considérer comme l'armée sans statut légal.

La bonne mine des mercenaires

Comment se passe un engagement ?

En Sierra Leone, en Angola ou au Congo, les étapes du processus se ressemblent.

- Le FMI et la Banque mondiale poussent le gouvernement à privatiser ses mines afin d'attirer les investissements étrangers.
- Le gouvernement et les entreprises minières, confrontés à des insurrections, font appel aux compagnies privées de sécurité.
- Comme le recours à ces compagnies coûte fort cher, le gouvernement les payent...en concessions minières !

Par cette spirale infernale, l'on assiste à une nouvelle mise en coupe réglée des richesses mondiales, en particulier africaines, qui a lieu sous couvert de sécurisation.

Loin de sécuriser le pays, les interventions mercenaires contribuent à entretenir un climat conflictuel et à isoler davantage les Etats qui deviennent de plus en plus fragiles et ne peuvent plus remplir leur mission.

Roland Pasquier



JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

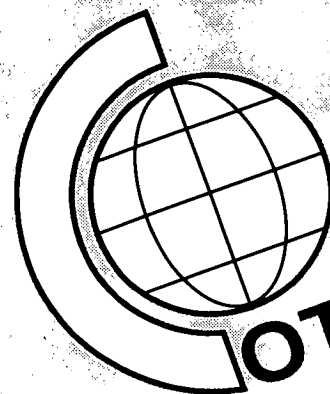
Abonnement: Frs 20.- /an
Rédacteur Responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAITRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 224 - Août-Septembre 2000



Page 3:
Hommage à
Frédery Kunz

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Votations suisses du
24 septembre

Ethique et politique de l'énergie

Depuis douze ans, des chrétiens catholiques et protestants collaborent au sein de la COTE (Communauté Ecuménique de Travail Eglise et Environnement). Convaincus du fait que l'éthique chrétienne ne se limite pas aux questions de la vie privée, ils encouragent les Eglises à témoigner de l'amour de Dieu au milieu des menaces que les sociétés industrialisées font peser sur l'écosystème mondial.

En janvier 2000, la Commission suisse Justice et Paix, porte-parole de la Conférence suisse des évêques, a publié une brochure intitulée : Ethique et politique de l'énergie. Elle y montre l'importance centrale de notre attitude vis-à-vis de l'énergie pour le développement durable de notre planète. Le chrétien a, comme tout homme, la responsabilité de la création; sa foi doit le conduire à se mobiliser et à se responsabiliser afin de collaborer aux propositions qui vont dans le sens d'un meilleur équilibre entre nos intérêts immédiats et l'avenir de la terre.

Un virage vers une économie durable

La votation du 24 septembre 2000 sur la taxation des énergies non renouvelables est une chance. Elle permet à notre société de prendre un virage vers une économie plus respectueuse de l'environnement tout en incitant les entrepreneurs à s'adapter par des inventions technologiques et à acquérir ainsi de nouveaux marchés. Un choix positif aurait également pour conséquence de créer des places de travail.

Les trois textes soumis au vote (voir encadré en page 2) proposent des taxes entre 0,3 et 2 centimes par kWh sur la consommation des énergies non renouvelables. Ces redevances représentent deux cafés par personne et par mois et seront allégées pour les entreprises grosses consommatrices d'énergie; les bénéfices l'emportent haut la main sur les coûts. Les chrétiens et tous les hommes et femmes de bonne volonté ne peuvent pas se comporter comme si nous étions dans une bulle protectrice; nous

> Suite page 2

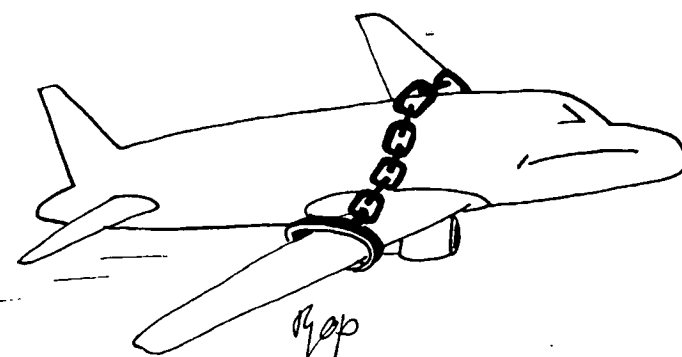
Billet évangélique Silence, on passe les menottes!

Des chrétiens qui luttent en Romandie pour la dignité humaine des requérants d'asile ont lancé depuis Lausanne leur appel du 18 juin! Ils n'ont pas dû se réfugier à Londres pour se faire entendre et nous n'avons pas eu à redouter les repréailles d'une «Gestapo» fédérale, si l'envie nous était venue de lire leur papier. J'ai bien peur hélas que cette invitation à la résistance n'ait intéressé personne. Hormis, bien sûr, le dernier carré des «convertis» à qui il est inutile de prêcher encore. Bref, des paroles qui tombent dans une mer d'indifférence. La seule mer à laquelle on rêve à cette saison c'est la «Grande Bleue», qui n'a rien à voir avec le détroit de Gibraltar ou le canal de la Manche, là où meurent noyés ou étouffés les Chinois ou les Africains en quête d'Eldorado.

Période idéale donc pour les «forces de l'ombre vouées à faire chez nous leur sale petite besogne. Hommes et femmes arrêtés au petit matin, menottés comme des criminels, puis amenés par une compagnie aérienne de complaisance vers quelque Kosovo ou autre rivage tout aussi paradisiaque. La situation de ceux que l'on gracie provisoirement - des condamnés dont la date d'exécution est remise de mois en mois - n'est guère plus tolérable. Que n'inventerait-on pas pour rendre la Suisse moins attractive et donc plus haïssable?

L'assemblée de Lausanne s'est adressée aux «Eglises suisses» comme à un ultime recours. Elle leur rappelle leurs beaux discours d'autrefois et voudrait secouer leur présente inertie. Mais, au fait, de quelle Eglise parle-t-on? Ce «peuple» comprend aussi bien les responsables politiques qui se font élire sous une étiquette «chrétienne» que ceux qui sans afficher leurs convictions font montre d'un certain intérêt pour Jésus de Nazareth. Il y en a bien quelques centaines de milliers dans ce pays. Ils ne sont pas tous évêques ou membres d'un consistoire. C'est ceux-ci que j'aimerais entendre crier et protester avec moi.

Guy Musy



Voir également notre supplément «L'appel du 18 juin»

ne pouvons ignorer ni l'héritage que nous laissons à nos enfants, ni faire main basse sur les énergies aux dépens des nombreux peuples qui n'ont pas les moyens de se les payer. Il y va d'une équitable répartition des richesses qui sont un patrimoine commun.

C'est pourquoi nous vous invitons à voter:

3 x OUI pour un centime solaire

Pour la plate-forme Eglise et Société de l'Eglise Protestante de Genève
Barbara VISCHER

Au nom du Conseil pastoral de l'Eglise catholique romaine
Jean-Claude GENECAND

L'initiative «centime solaire»

introduit une taxe de 0,5 centimes par kWh sur les énergies non renouvelables et devrait permettre de dégager 800 millions de francs par an pendant 20 ans, «afin d'encourager le recours à l'énergie solaire sur les surfaces bâties et de favoriser l'utilisation rationnelle et durable de l'énergie».

Le contre-projet

à l'initiative «centime solaire» introduit une taxe d'encouragement de 0,3 centimes par kWh (soit 450 millions) pendant une période de 10 ans avec une prorogation possible de 5 ans. Au moins le quart du produit de cette taxe doit être affecté à chacun des domaines suivants :

- favoriser le recours aux énergies renouvelables,
- encourager l'utilisation rationnelle de l'énergie et
- permettre la conservation et la rénovation des centrales hydrauliques.

La «norme de base», contre-projet à l'initiative énergie-environnement (qui a été retirée), introduit une taxe sur les énergies non renouvelables dont le taux maximum sera de 2 centimes par kWh (3 milliards). Le produit de la taxe sera entièrement redistribué à la population sous forme de baisses des charges sociales uniquement.

Mines antipersonnel il y a urgence

Cette constatation faite par les ONG a donné naissance au slogan retenu pour la seconde réunion des Etats Parties au Traité d'interdiction des mines antipersonnel qui se tiendra à Genève du 11 au 15 septembre : "Chaque minute compte".

Cette conférence ne donnera pas lieu à une révision du Traité, mais elle sera l'occasion de continuer à faire pression sur les Etats qui n'ont toujours pas signé cette Convention ainsi que de sensibiliser toujours plus l'opinion publique contre cette arme lâche et inhumaine. De très nombreux événements marqueront Genève durant cette semaine. Expositions, démonstrations de déminage, concours de skate board en faveur de victimes, etc.

Le sablier géant, symbole du passage de l'an 2000 à Genève, se retournera devant l'ONU trois fois par heure, pour rappeler aux délégués que, toutes les 20 minutes, une mine fait une nouvelle victime dans le monde. Et c'est bien pour cela qu'il y a urgence :

- Le temps presse en effet pour déminer les terres qui restent si dangereuses pour les civils, en particulier les enfants, et incultivables pour les paysans. Pour l'heure, la majorité des fonds affectés au déminage n'arrivent pas sur le terrain ; cet argent est englouti dans des recherches technologiques sophistiquées qui profiteront en premier lieu au secteur militaire !
- Les victimes sont trop souvent oubliées : seule l'aide de première urgence est assurée. Mais il y a encore trop peu de prothèses, trop peu de formation professionnelle adaptée, trop peu de programmes de réhabilitation physique et psychologique, de réintégration sociale, de reconstruction des sociétés dévastées par les mines.

- Le Traité d'interdiction doit encore être amélioré, et plusieurs questions restent en suspens : les mines antichars qui présentent les caractéristiques d'une mine antipersonnel doivent-elles être interdites ? Comment réglementer des armes qui ne portent pas le nom de mines antipersonnel mais qui se comportent comme elles, explosant au moindre contact ? L'OTAN a-t-elle le droit d'utiliser des mines alors que tous ses membres – sauf les Etats-Unis et la Turquie – ont signé la Convention d'Ottawa ?

- Enfin, on sait que la moitié des mines posées sur la planète à l'heure actuelle le sont par des acteurs non-étatiques qui n'ont pas le droit de signer la Convention d'Ottawa. Il importe donc de trouver rapidement des solutions pour les faire renoncer à utiliser ces engins de mort.*

La Campagne suisse, composée aujourd'hui de 48 organisations (dont la COTMEC), sera à nouveau très présente durant cette conférence. Car elle n'entend pas baisser les bras avant d'avoir eu - avec les autres ONG de la Campagne Internationale – gain de cause contre la barbarie.

Elisabeth Reusse-Decrey

**C'était le but de l'importante conférence pionnière organisée avec succès, en mars dernier à Genève, notamment par la Campagne suisse*

Les Eglises se sont fortement engagées dans ce combat contre un armement meurtrier et insidieux qui tue ou blesse cruellement bien au-delà des périodes de conflits, touche essentiellement des civils et s'avère particulièrement dangereux pour les enfants.

Chaque fois qu'une rencontre internationale décisive pour faire avancer ce combat s'est déroulée dans un ville, les différentes communautés chrétiennes locales se sont fortement mobilisées pour manifester leur volonté de voir définitivement interdite toute utilisation de ces armes.

A Genève, les 9 et 10 septembre, de nombreuses communautés chrétiennes consacreront une part importante de leurs célébrations à une information sur les mines antipersonnel et prieront en solidarité avec les victimes de ces engins de mort.



J'ai perdu mes pieds!

Une prière de Mgr Desmond Tutu

Seigneur, comment puis-je te servir sans bras ? Comment puis-je marcher dans tes voies sans pieds ? Je ramassais du bois pour le feu, lorsque j'ai perdu mes mains. J'emmenais mes chèvres au ruisseau quand j'ai perdu mes pieds. J'ai une tête, mais ma tête ne comprend pas pourquoi il y a des mines dans les pâturages ou pourquoi un fil de fer piège le chemin poussiéreux qui mène au marché. Mon coeur est rempli d'une grande souffrance. Je voudrais partager ta douleur mais je ne puis ; elle est trop profonde. Tu me dévisages, mais je ne peux supporter ton regard. La fabrique d'armes procure un emploi à mon fils et avec mes impôts je participe au développement de bombes «intelligentes». Je n'ai pas protesté lorsque les soldats ont commencé la terre avec ces engins de peur qui terrorisent les vieillards et les mères angoissées et qui remplissent de haine le coeur des jeunes gens. Seigneur, nous sommes tous complices de ce crime de guerre qu'est la convoitise du pouvoir à n'importe quel prix. Ce prix est trop lourd à porter pour l'humanité. Seigneur, rends-nous notre humanité, notre «ubuntu»... Apprends-nous à te servir avec des mains désarmées. Amen

Archevêque Desmond Tutu

NB. L'Afrique du Sud a largement fait usage des mines antipersonnel du temps de l'apartheid. Un vif débat s'est installé depuis lors, dans la nouvelle démocratie, sur le maintien de certains programmes d'armement. L'Afrique du Sud a maintenant signé et ratifié le Traité sur l'interdiction des mines. D.F.

Frédery Kunz dans la maison du Père

" Dans un monde tourmenté par l'égoïsme brille le visage joyeux de la Fraternité du Serviteur souffrant ". Cette phrase, écrite par Frédery Kunz le 5 août, était affichée dans le chœur de l'église de São Geraldo, à Santo André (São Paulo) le 13 août, lors de ses obsèques. Cet ami de la COTMEC avait succombé la veille à une crise cardiaque.

Frédery, connu au Brésil sous le nom d'Alfredinho, est né à Berne en 1920. Au cours de la messe célébrée par l'évêque de Santo André et une quinzaine de prêtres, quelques étapes de sa vie ont été évoquées. Son exil en France, en 1926, où son nom alémanique lui valait d'être traité de " sale boche " et d'être battu par ses camarades d'école. Son rude apprentissage de cuisinier, avec la rencontre de la JOC. Puis sa captivité en Autriche, durant la seconde guerre mondiale. Dans son camp, confronté à l'intense souffrance des prisonniers politiques, il commença une méditation qu'il poursuivit durant toute son existence à la lumière des " chants du Serviteur " d'Isaïe.

A l'école des pauvres

Frédery fut ordonné prêtre en 1954, dans la congrégation des Fils de la Charité, fondée par le Père Anizan pour l'évangélisation du monde ouvrier. Il fut envoyé dans un quartier populaire de Montréal. En 1968, il partit pour le Brésil. Attiré par la présence de Dom Frago, l'un des évêques les plus courageux de cette période de dictature militaire, il se rendit à Crateus, dans le Nordeste marqué par l'injustice et la misère. Appelé à donner les derniers sacrements à une jeune victime de la prostitution, il se dit, une fois celle-ci décédée, que ce qui était bon pour elle l'était aussi pour lui. Il s'installa dans sa baraque et se mit à l'école des pauvres.

C'est durant la grande sécheresse de 1979 à 1983 que s'est constituée la Fraternité du Serviteur souffrant. Frédery fit un jeûne de neuf jours quand les militaires voulurent mobiliser les habitants de Crateus contre l'invasion des paysans sans terre. A la suite de ce jeûne furent apposés sur deux mille maisons des cartons portant ces mots : «Porte

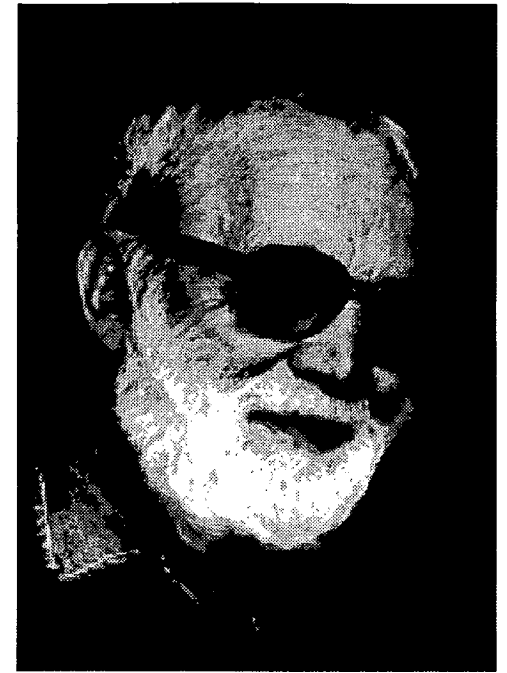
ouverte aux affamés». Puis il s'engagea sur l'un des chantiers d'urgence ouverts aux victimes du fléau, traitées par leurs gardiens de " malandrins, gigolos et paresseux ". Adeptes de la non-violence évangélique, il lança, à l'occasion d'une campagne de Carême sur ce thème, une opération de nettoyage des rues des quartiers périphériques qui mobilisa chaque dimanche un bon millier de personnes.

Petite et mal fichue

Quelques-uns de ceux qui avaient participé à ces actions rejoignirent les " agents de pastorale " qui, chaque année, réfléchissaient avec Frédery sur les " chants du Serviteur ". Peu à peu, la Fraternité s'est répandue dans une douzaine d'Etats du Brésil et a même essaimé en Amérique du Nord et en Europe. Elle n'en reste pas moins " petite et mal fichue ". " Qu'elle continue ainsi ! nous disait récemment Frédery, Dieu bénit les humbles ". " Le plus grand don qu'elle a reçu de l'Esprit est celui de reconnaître Jésus incarné dans les serviteurs souffrants d'aujourd'hui ".

Avec les souffrants de la rue

En 1988, Frédery rejoignit une équipe des Fils de la Charité à Santo André, une ville industrielle du grand São Paulo et établit ses quartiers dans une baraque de la favela Lamartine. En 1995, pour son 75^{ème} anniversaire, il rejoignit les " souffrants de la rue ", alternant pendant plusieurs mois les séjours dans la rue et dans la favela. En janvier dernier, il prit encore part au quatrième pèlerinage de la Fraternité qui rassembla quatre cents personnes à Bom Jesus da Lapa, dans la Bahia. Il est mort alors



qu'en divers lieux, et notamment à Santo André, les membres de la Fraternité étaient réunis pour une retraite. Ses obsèques – où douleur et joie étaient mêlées – ont été l'occasion d'une belle action de grâce pour tout ce que

nous avons reçu à travers sa vie. " Chaque souffrant se sentait aimé par Frédery comme s'il était l'unique ", ont pu dire ses proches.

Michel Bavare

Un repère dans la nuit

Celui qui souffre de l'oppression et de la misère n'a-t-il pas, plus que tout autre, envie de crier au ciel «Pourquoi m'as-tu abandonné?» Tout comme un certain Jésus de Nazareth cloué au poteau de torture...

Carlos Mesters*, théologien brésilien, compagnon de route et ami de Frédery Kunz, évoque avec beaucoup de finesse ce sentiment d'abandon qui est au coeur de l'expérience mystique du «peuple souffrant». C'est lorsque l'on se sent abandonné de tous y compris de Dieu que l'on peut faire l'expérience du vrai pardon, dit Carlos Mesters. Pardonner à Dieu tout d'abord pour se réconcilier avec la vraie vie, qui dépasse notre humaine compréhension. Pardonner même à ceux qui oppriment, exploitent, torturent, lorsque l'on devient capable de dénoncer l'injustice et de résister sans violence à l'oppression afin de porter avec dignité ce rêve merveilleux d'une «société fraternelle et égalitaire, sans oppresseurs ni opprimés». Les plus pauvres parmi les pauvres nous bouleversent par cette capacité de pardon-

ner qui les rapproche du Christ en croix pardonnant à ses tortionnaires.

Frédery est de ceux qui ont su reconnaître cette dignité incomparable de ses frères humains, avec qui il a choisi de cheminer toute sa vie. A cette école, il a développé une approche spirituelle originale: le corps et la tête de cette approche, c'est la théologie et la «praxis» de la libération; le coeur en est une mystique fondée sur les chants du «Serviteur souffrant» d'Isaïe, annonciateur d'un monde de dignité pour tous; les bras et les jambes de cette approche, c'est la non-violence.

La Fraternité fondée par Frédery est peut-être «petite et mal fichue», comme il se plaisait à le dire. Mais son expérience est d'une richesse incomparable. Un repère dans la nuit qui nous offre assez de lumière pour continuer à espérer.

Dominique Froidevaux

*C. Mesters, «La mission du peuple qui souffre». Editions Saint Paul Afrique.

L'autre appel du 18 juin

La politique d'asile de la Suisse s'éloigne de plus en plus des principes éthiques que les Eglises avaient exprimés dans leurs mémorandums des années 80, comme elle s'éloigne du droit et de la simple humanité. Tel est le constat qu'ont effectué une cinquantaine de personnes réunies ce dimanche 18 juin, dans la paroisse protestante de Sévelin, à Lausanne, à l'invitation d'un groupe de Romands engagés auprès des réfugiés. Elles ont entendu des témoignages poignants de requérants d'asile, ainsi que de Suisses qui s'efforcent de résister à la dégradation de la situation. Elles ont fondé cette résistance sur des réflexions théologiques et juridiques. Elles ont adopté l'appel qui suit, dont le titre est un clin d'œil au célèbre appel lancé par le général de Gaulle le 18 juin 1940.

Par leur seule présence, les réfugiés constituent un défi pour la Suisse comme pour chacune et chacun d'entre nous : « Il s'agit de reconnaître comme des êtres humains ces milliers de personnes qui demandent l'asile chez nous et qui ont droit à être traitées conformément à la dignité humaine ». Voilà ce qu'affirmaient les Eglises de Suisse dans le mémorandum de 1985 intitulé « Aux côtés des réfugiés ». Elles évoquaient – déjà ! – un durcissement dont elles rendaient responsables « les politiciens qui préconisent une politique d'intimidation ». « Il est vrai, admettaient-elles, que les demandeurs d'asile et réfugiés imposent à notre pays des tâches qui ne sont nullement faciles. Toutefois, soulignaient-elles, nous ne nous en débarrasserons pas par de simples mesures de dissuasion. Il s'agit plutôt de chercher des solutions défendables sur le plan éthique ». Deux ans plus tard, dans un second mémorandum, les Eglises mettaient en garde contre « l'accoutumance à la xénophobie et à l'idéologie de la dissuasion ». Enfin, en 1991, dans une nouvelle déclaration, elles rappelaient que « la communauté chrétienne est appelée à aider les personnes en difficulté à vivre une existence digne de ce nom à l'intérieur et non en marge de la société. »

Ouvrant en Suisse romande, à divers titres, dans le domaine de l'asile et réunis à Lausanne en ce 18 juin 2000, nous avons relu ces textes en les confrontant à la réalité actuelle. Nous avons constaté une grave dégradation des conditions d'accueil des requérants d'asile. L'idéologie et la pratique de la dissuasion – souvent appelée « réduction de l'attractivité de la Suisse » – ne font que s'amplifier. On ne cesse de renforcer, de manière quasi hystérique, l'arsenal législatif. Dans un nombre croissant de cas, les autorités n'entrent pas en matière sur la demande d'asile. Les prestations d'assistance sont réduites bien en dessous de ce qui est considéré comme le minimum vital et l'on empêche toujours plus de requérants de travailler. Le discours officiel met sans cesse l'accent sur les « abus » et sur la criminalité. La préoccupation essentielle est désormais le renvoi, y compris par la force, même si l'on risque ainsi, dans le cas de la Kosove, de contribuer à déstabiliser une région. Pour ceux dont on n'obtient pas, malgré tout, le départ, on envisage la création de camps d'internement et le rejet dans l'« anonymat » et la clandestinité. C'est-à-dire la négation de leur qualité d'êtres humains.

On est bien loin d'un traitement conforme à la dignité humaine que réclamaient les Eglises en 1985. Pourtant, et comme elles le craignaient, une grande partie de l'opinion publique,

orientée, pour ne pas dire manipulée par des politiciens qui utilisent la question de l'asile à leurs propres fins, s'est « accoutumée » à l'inacceptable.

Nous estimons qu'une société s'honore quand elle traite avec respect les plus faibles et les plus démunis. Par contre, elle est en danger moral et spirituel quand elle les traite avec mépris. Elle ne se respecte alors pas elle-même. En Suisse, les requérants d'asile apparaissent comme des boucs émissaires choisis pour détourner l'attention d'un système économique impitoyable, à l'origine des peurs et des difficultés de la population. Le mépris à leur égard nous entraîne à mépriser d'autres couches défavorisées, comprenant également des citoyens helvétiques. Le non respect de leurs droits fondamentaux menace les droits de tous.

Celui dont nous essayons d'être des disciples, Jésus-Christ, a manifesté, au contraire, une prédilection pour les plus petits. A sa suite, nous nous engageons à ne pas nous « accoutumer » à ce que les requérants d'asile, ou d'autres, soient considérés comme des sous humains ou, pire encore, comme des « non-êtres ». Nous nous engageons à continuer de résister de toutes nos forces aux abus des autorités et de certains fonctionnaires. Parce qu'à nos yeux, les requérants ne sont pas seulement des « fardeaux », mais aussi des frères et des soeurs dont la rencontre nous enrichit.

Nous appelons les autorités des Eglises à mettre elles-mêmes en pratique les mémorandums qu'elles ont proclamés dans les années quatre-vingts. Nous jugeons nécessaire une présence – physique – accrue de ces autorités dans les lieux où vivent les requérants d'asile, une écoute plus attentive de ceux et celles qui se tiennent auprès d'eux. Nous leur demandons aussi de contribuer à former l'opinion publique, de prendre clairement position dans le débat sur l'asile chaque fois que c'est nécessaire et de se montrer fermes dans leur dialogue avec les gouvernements des cantons ou de la Confédération et avec les administrations concernées.

Nous appelons l'ensemble de la société à considérer la présence de requérants d'asile d'une manière objective. Ils ne représentent nullement, par leur nombre, un poids insupportable : des pays d'Afrique ou d'Asie en accueillent plus que nous, avec des moyens bien inférieurs aux nôtres. La plupart d'entre eux fuient des situations de violence et n'ont pas pour but de « profiter » de notre bien-être. Les infractions pénales sont jugées selon le droit commun et une partie d'entre elles pourraient être évitées grâce à un meilleur encadrement.

Nous appelons nos autorités civiles à examiner les demandes d'asile selon la lettre et l'esprit des conventions internationales en vigueur. Si des requérants ne peuvent être admis ou doivent repartir, cela doit se faire dans le respect des personnes et sans risques pour leur intégrité. Nous sommes persuadés qu'un accueil digne et généreux, fondé sur les valeurs éthiques de notre population, constitue pour celle-ci un élément essentiel de l'estime qu'elle se porte à elle-même.

Personnes de contact :

Jean-Pierre Zurn, tél. 022 930 01 55 – Fax 022 930 01 56 ;
Michel Bavarel, tél. et fax 022 782 63 27 – Email : mbavarel@worldcom.ch

Nourrir le monde ou l'agrobusiness Enquête sur Monsanto

En marge du débat sur les OGM, à l'heure où les uns cherchent à manger mieux et où les autres luttent pour manger assez, un livre fouille le dossier Monsanto. Une entreprise devenue fameuse pour sa politique indigeste.

Cette enquête sur Monsanto, chapeautée par Les Magasins du Monde-OXFAM, OXFAM Solidarité, ORCADES et la Déclaration de Berne, est orchestrée en deux temps. Le premier examine les rouages de la multinationale, connue pour s'intéresser aux biotechnologies dans le juteux domaine des semences. Un secteur auquel les manipulations génétiques promettent de nouvelles perspectives de profit. Ainsi, entre autres tentatives peu appétissantes, Monsanto a voulu commercialiser la technologie dite « Terminator ». Rappel: il s'agissait de modifier génétiquement les semences pour les rendre stériles, afin que les agriculteurs soient contraints de racheter un nouveau stock de graines chaque année. Ce pour le plus grand bonheur de la société qui les produit. Mais l'entreprise a dû céder à la pression des paysans concernés et renvoyer « Terminator » dans le monde des mauvaises fictions dont il n'aurait pas dû sortir.

Semences de révolte

Dans un deuxième temps, l'auteure Isabelle Delforge brosse le portrait des multiples résistances à la mainmise des intérêts privés sur le droit à se nourrir. Elle ouvre ses pages aux témoignages des paysans philippins, thaïlandais et indiens. Elle dévoile la trame des divers réseaux qui aujourd'hui se dessinent pour résister mieux et ensemble. A l'image de Via Campesina, alliance mondiale d'organisations pour une agriculture paysanne. Elle évoque des alternatives à la mondialisation par le haut: comme le souligne Oscar Zamora, professeur d'agronomie aux Philippines et membre fondateur du réseau pour une recherche agronomique solidaire Masipag, il n'y a « aucune application des biotechnologies qui ne puisse être concurrencée par une technique de l'agriculture biologique qui soit plus efficace, moins chère et mieux adaptée aux communautés rurales ». Ce dernier point n'est-il pas essentiel ? ■

Marie Pasquier

Nourrir le monde ou l'agrobusiness est en vente au Balafo, à la Calebasse et aux Magasins du Monde ou peut être commandé à la DB, CP 212, 1000 Lausanne 9, Tél: 021/624 54 17, Fax: 624 54 19, E-mail: decladeberne@club.ch, www.evb.ch/db.

Prix : 15.-

Eau pour tous Helvetas se mouille

Une campagne publique lancée à Berne, durant la première semaine du mois de septembre, propose que l'eau soit considérée comme un « bien public » dans la Constitution fédérale et ne soit par conséquent pas privatisée. Helvetas et la Communauté de travail des organisations non-gouvernementales se joignent ainsi, en Suisse, à la campagne internationale en faveur d'une convention mondiale de l'eau. L'objectif principal de cette campagne est d'obtenir qu'en 2020, tous les habitants de la planète aient accès à l'eau potable, a déclaré Riccardo Petrella à COTMEC-info. Petrella, auteur du « Manifeste de l'eau » (ouvrage publié en 1999 par les Editions Page Deux, à Lausanne, et le quotidien genevois « Le Courrier ») précise que des comités d'appui à cette initiative viennent d'être créés en Belgique et en Italie. D'autres comités seront prochainement mis sur pied aux Etats-Unis, en Inde et au Brésil.

Sergio Ferrari
E-CHANGER

Pour tout renseignement, contacter Mme Marie Schaffer au 021/323 33 73

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

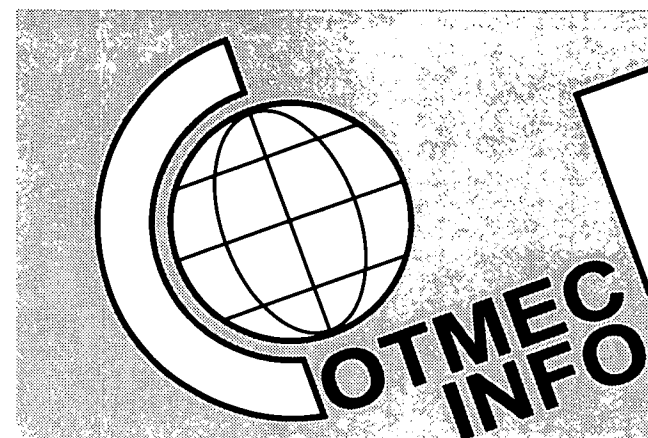
**Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique**
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédacteur Responsable:
Dominique Froidevaux
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Pages 1 et 2:
Regard sur
Dominus Jesus

commission tiers monde de l'Eglise catholique

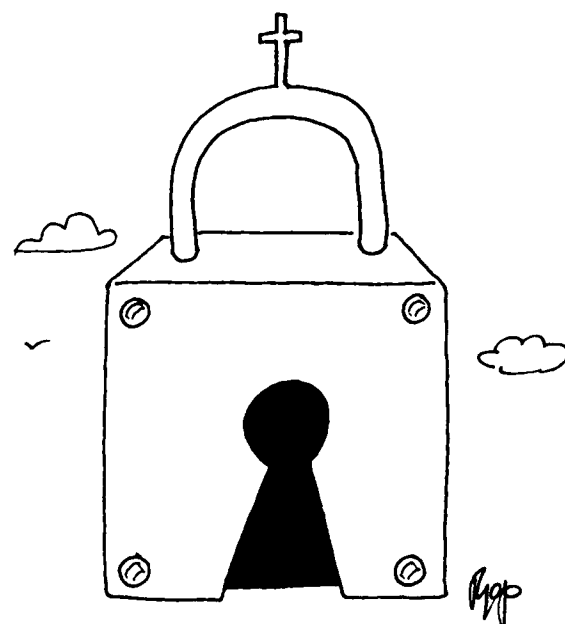
Billet évangélique Seul l'amour est digne de foi!

Dans l'Intercity qui me ramène de Berne à Genève, je laisse tomber, découragé, une pile de quotidiens sur la banquette. Tous affichent les mêmes titres: « Rome met fin au dialogue », et le pape caricaturé en Khomeiny. Sur le siège d'en face, un collègue protestant, qui vient de prendre part avec moi à la même commission oecuménique, tente de me redonner courage. Et de me rappeler une belle histoire. Son fils trisomique fut confirmé voici quelques années au cours d'une célébration qui réunissait dans la chapelle du Conseil Oecuménique des Eglises à Genève de jeunes handicapés catholiques et protestants. Avec la pasteur Anne-Lise Nerfin, de l'Eglise Réformée genevoise, Mgr. Mamie présidait l'unique et même célébration et tombait dans les bras de sa collègue au moment du baiser de la paix. Une seule question était posée à chacun des confirmands: « Aimes-tu Jésus ? » Et la réponse, malhabile assurément, suffisait à leur donner accès au sacrement. « Nous étions ramenés à l'essentiel de la foi, disait mon ami. Pourquoi seuls les « handicapés » peuvent-ils avoir droit à cette divine simplicité, alors que les gens « normaux » s'emberlificotent dans de faux problèmes ? Dans ma mémoire, une parole évangélique refaisait surface: « Je te loue, Père, d'avoir caché cela aux sages et aux intelligents et de l'avoir révélé aux tout petits ! »

Michel Salamolard, qui a introduit pour les paroissiens catholiques de Suisse Romande le texte du cardinal Ratzinger, n'a éprouvé à sa lecture qu'un léger regret, mais qui en dit long. La Déclaration, écrit-il, a manqué une belle occasion de rappeler une vérité fondamentale: « L'amour seul est digne de foi. » Jésus disait déjà: « Ce que dit la bouche déborde du cœur. »

Manifestement, cette Déclaration est « sans cœur ». Sans mémoire aussi! ■

Guy Musy



Voir également en page 2

Edito

Des chiffres et des êtres

Il est des soirs de votations où je me sens étrangère à mon propre pays. Le 24 septembre dernier n'a pas vraiment fait exception: le peuple suisse a boudé les énergies renouvelables, pour lesquelles nous nous étions engagés dans notre dernier numéro. Mais, ouf, plus de 60% (et c'est encore bien peu) de mes compatriotes ont rejeté le seuil d'intolérance aux non-Suisses, fixé à 18%. Les drames des clandestins morts à fond de cale ou dans un camion bricolé les auraient-ils interpellés ?

Peut-être aussi ont-ils aperçu les visages derrière les pourcentages: 18%, c'est très abstrait; la torture infligée à tel réfugié politique refoulé dans son pays l'est hélas beaucoup moins.

En parlant de visages, où sont ceux des croyants en dialogue dans le très intellectuel « Dominus Jesus » (lire billet ci-contre et article de Guy Musy en page 2) ? Et ceux des Indiens du Chiapas dans la saga de la succession à Mgr Ruiz (lire article de Roland Pasquier en page 2) ?

A une époque où la communication est souvent trop aseptisée pour être vraie, il est essentiel de relier les chiffres, les discussions théologiques et les institutions aux souffrances, espérances et résistances d'êtres de cœur et de chair. Car les 100% de l'humanité sont ainsi fabriqués. ■

Marie Pasquier

Bienvenue Marie

Vous avez déjà pu apprécier sa signature dans ces colonnes. Marie Pasquier collabore à votre « feuille jaune » depuis l'âge de 16 ans. Elle en a bientôt 25, elle s'appelle Pasquier Maridat depuis peu et fait actuellement des études de science po. Dès le mois prochain, c'est elle qui reprendra la responsabilité de COTMEC-info. Après 11 ans de service dans ce domaine et 110 éditions, je passe la main. Je dois en effet être davantage disponible auprès de mes trois enfants pour lesquels je joue désormais les rôles de père et de mère. Et puis un nouveau mandat m'a été confié qui me pren-

> Suite page 2

dra un bon quart de mon temps de travail : je suis appelé à évaluer un projet de «prévention de la violence et du mal-être dans les écoles genevoises». Un travail qui s'inscrit dans la promotion des droits de l'enfant. Nous aurons peut-être l'occasion d'en dire un peu plus dans ces colonnes... Si Marie, nouvelle rédactrice en chef, le permet.

Pour ma part je suis très heureux de la voir reprendre le flambeau. Des complicités anciennes nous lient depuis de nombreuses années. Vous le constaterez par vous-mêmes, Marie a une plume bien trempée. Elle aime écrire et cela se sent. Durant ce mois de septembre, elle s'est frottée avec entrain aux métiers de journaliste, éditionniste, graphiste, metteuse en page. Elle comprend vite et ne dédaigne pas de mettre ses qualités au service de toutes celles et ceux qui collaborent au bulletin. Elle avoue volontiers ne pas être une spécialiste des questions Nord-Sud, mais je peux vous dire qu'elle acquiert vite des compétences dans ce domaine. Le 4 novembre prochain elle ira déjà à la rencontre de 700 jeunes confirmands en tenant un stand à la Salle du Faubourg. Pour une organisation d'Eglise, il est précieux de pouvoir

compter sur l'imagination créative et le regard d'une femme, jeune, qui s'inscrit bien dans cette sensibilité de «chrétiens en liberté» à laquelle nous sommes tous attachés dans notre petite commission Tiers Monde. Je continuerai de mon côté à consacrer une partie de mon temps à la commission, notamment dans le suivi des campagnes et projets. Au secrétariat de la COTMEC nous nous réjouissons tous de faire équipe avec Marie.■

Dominique Froidevaux

On reste oecuménique !

PS. Je crois que de confier la rédaction en chef à une femme est aussi un gage important pour maintenir l'option «résolument oecuménique» de notre petite feuille jaune. Ce n'est pas qu'un slogan publicitaire pour notre équipe. C'est une option vitale si nous voulons tenter de témoigner de cet Amour qui ne cesse de nous bouleverser, au cœur du cœur de nous-mêmes. Amis des Eglises chrétiennes, Amis confessant une autre religion, Amis non-croyants, je tiens à vous dire que, sur les chemins de la solidarité et dans nos quêtes humaines, nous ne serions rien sans votre témoignage, vos interpellations, vos questions et vos doutes. Et que de continuer à travailler ensemble est pour nous une évidence... quelles que soient les déclarations émanant de Rome !

Monseigneur Ruiz

Succession mouvementée en quatre épisodes

1 Depuis 40 ans

Don Samuel Ruiz, évêque de San Cristobal de Las Casas est un artisan de paix, qui pourrait d'ailleurs devenir Prix Nobel. Son engagement depuis quarante ans auprès des Indiens du Chiapas incarne en sa personne l'option préférentielle pour les pauvres proclamée par l'Eglise. Fervent promoteur d'une inculturation de la foi chrétienne dans la culture indigène, réformateur audacieux mettant en place un réseau extrêmement développé de responsables laïcs indigènes,

Don Samuel est un infatigable pourfendeur d'injustice et de discrimination... au point qu'il dérange l'aile conservatrice de l'église et les groupes de pouvoir politique locaux et nationaux. Ces derniers font pression sur le Vatican qui finit par dépêcher auprès de Mgr Ruiz un coadjuteur pour calmer les ardeurs de l'«évêque rouge».

2 1996

Don Raúl Vera Lopez débarque en 1996. Il est impressionné par la conscience, la ferveur et le déterminisme de la communauté chiapanèque. Il ne tarde pas à s'engager aux côtés des indigènes, partageant les vues de son collègue. Don Samuel a 75 ans. Conformément au droit canon, il présente sa démission. Son coadjuteur a un droit de succession.

3 L'an neuf

«Que personne n'imagine que la simple absence de guerre, aussi désirée qu'elle soit,

Déclaration: «Dominus Jesus» Laissons ouvert le chantier!

La Déclaration «Dominus Jesus» a au moins le mérite de souligner l'enjeu ou le défi que représente toute annonce de Jésus-Christ en notre temps. C'est la question de la légitimité de la Mission qui en constitue le pivot et non pas les relations entre Eglises. Bien sûr, ce texte sent la bougie des «minutanti» romains qui ignorent tout des réalités du terrain où évoluent les vrais missionnaires et, j'ose le dire aussi, les vrais théologiens. Pensez à De Nobili, à Ricci, ou plus près de nous aux Pères Monchanin, Le Saux, Peyriguère et même au jésuite Jacques Dupuis, ce dernier si souvent évoqué dans la Déclaration mais jamais cité. Ces vieux routiers du dialogue interreligieux, qui ont blanchi et bruni sous le soleil des Indes, de Chine ou du Maroc, savent tout de même ce qu'ils disent quand ils parlent de l'islam, du bouddhisme, du confucianisme ou de l'hindouisme. Face à de tels témoins, la Déclaration fait pâle figure: une série d'abstractions sonores - aurait dit le regretté cardinal Congar - un enchaînement d'arguments et de références qui

ressemble à un squelette sans chair, sans âme et, j'ose l'écrire aussi, «sans cœur». Mais reconnaissons-lui le mérite d'avoir mis en évidence pour des esprits rompus à la logique cartésienne quelques limites et impasses du dialogue interreligieux.

Théologie en construction

Descartes a-t-il le droit et l'autorité de décider de la fermeture d'un chantier théologique, ouvert depuis deux mille ans et particulièrement depuis le XVI^e siècle, quand des chrétiens d'Occident ont rencontré des cultures religieuses différentes de celles qu'ils avaient jusqu'alors combattues (islam et judaïsme)? La recherche théologique et missionnaire en ce domaine ne fait que débuter. Nous commençons à peine à explorer la diversité des formes religieuses dont chacune, à sa manière, manifeste quelque chose du mystère du Dieu créateur. Mystère insondable qui échappera à toutes nos prises. Bien sûr, nous ne sommes pas naïfs au point d'ignorer l'inévitable imperfection de toute religion ou croyance. Mais ce constat ne suffit pas à étouffer la recherche et le dialogue, parce que l'Esprit qui présidait à la création est aussi Celui envoyé par Jésus pour conduire ses disciples vers la Vérité toute entière.

soit synonyme d'une paix véritable si elle n'est pas accompagnée d'équité, de vérité, de justice et de solidarité... celui qui viole les droits humains fait offense à la conscience humaine» (Jean-Paul II, 1^{er} janvier 2000). Ne joignant pas le geste à la parole, le pape fait connaître au même moment sa décision de nommer Mgr Vera dans un autre diocèse que celui de San Cristobal, à la grande incompréhension des indigènes qui commencent le millénaire avec une guerre dans leur Etat, des milliers de déplacés, des menaces de groupes paramilitaires... et le sentiment d'être abandonnés par l'Eglise.

4 31 mars 2000

Don Felipe Arizmendi Esquivel est désigné comme successeur de Don Samuel. Cette nomination d'un «modéré, tolérant et dialoguant» est considérée comme un moindre mal, un compromis entre tendances opposées. Mgr Arizmendi affirme d'entrée qu'il ne va pas détruire, encore moins rivaliser avec ses illustres prédécesseurs, mais compléter. Quant aux Chiapanèques, ils affirment: «Nous avons déjà converti un évêque, nous pouvons en convertir un autre!». ■

(A suivre)

Roland Pasquier
Source: DIAL

Guy Musy

Nicaragua 10 ans après

Jean-Pierre Papart, médecin et membre de la COTMEC, nous confie ses impressions à son retour du Nicaragua. Un pays où il a vécu les années de guerre et qui se laisse aujourd'hui gagner par le néo-libéralisme.

Jean-Pierre arrive au Nicaragua en 1982, trois ans après la révolution sandiniste, pour y travailler dans une région en déficit de médecins. Il y rencontre au début «une volonté politique ferme» en matière de santé. Mais il est rapidement confronté à la guerre menée par la *Contra*, constituée de paysans du Honduras et appuyée par les Etats-Unis.

Hier: la guerre

«La situation est devenue compliquée, dangereuse et désastreuse sur le plan économique. Nous avons perdu beaucoup d'amis et la guerre a coûté très cher : on est entré dans une phase de dégradation sur le plan social.» Jusqu'à l'intolérable, d'où la volonté du peuple de sortir de la guerre à tout prix. En 1990, Violeta Chamorro est ainsi élue aux dépens des sandinistes. Les Etats-Unis sont loin d'être étrangers à ce résultat: «l'administration Bush avait clairement menacé de poursuivre la guerre si les élections ne se passaient pas comme elle le souhaitait.» La même année, Jean-Pierre et sa famille quittent le pays pour revenir en Europe. Dix ans plus tard, à l'été 2000, ils se préparent à y retourner, non sans faire au préalable une étape au Costa Rica pour éviter que le choc de la redécouverte du pays ne soit trop fort.

Dix ans après

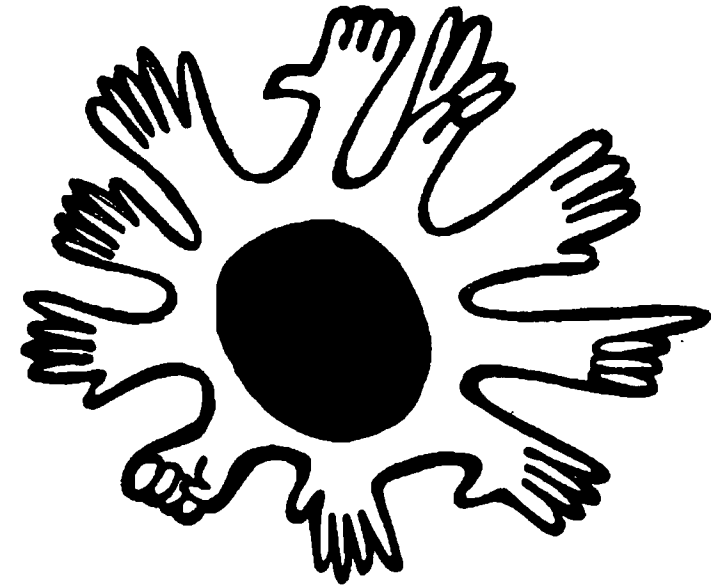
Au moment de retrouver le Nicaragua, Jean-Pierre dit avoir ressenti un double choc. D'une part, dans les années '80, il avait «l'impression d'y vivre au centre du monde, là où l'humanité résistait le mieux à l'impérialisme américain». Or, «le choc, c'est de se rendre compte que ce pays, lieu de résistance, est devenu un pays quelconque de l'an 2000

dans la région Sud du monde, où l'on teste jusqu'à l'absurde les politiques néo-libérales». Depuis l'élection d'Aleman, en 1996, le Nicaragua a évolué vers une «caricature des limites atteintes par le néo-libéralisme en termes d'expérimentation humaine.» Ainsi, on y recontre des zones franches propices aux multinationales, où les ouvrières d'une usine taïwanaise de textile se voient privées d'une part de leur salaire quand elles osent aller aux toilettes! Cela même alors qu'elles ne gagnent que 800 cordoba par mois (environ 50 \$)... Tandis que, pas très loin, se dresse un centre commercial pareil à tant d'autres, avec son marbre rose, ses escalators et ses plantes en plastique. Contrastes criants qui révèlent que «les êtres humains, dans un même pays, vivent des situations économiques radicalement différentes, qui n'ont plus rien en commun».

Le deuxième choc, pour Jean-Pierre, a été de se rendre compte que les sandinistes ne sont plus «à la pointe de la création sociale et historique»: ils sont désormais acquis aux «valeurs» néo-libérales, au point d'apparaître comme les favoris des Etats-Unis pour les élections de l'an prochain! En fin de compte, reste-t-il des traces de la révolution? «Oui, dit Jean-Pierre, car le Nicaragua n'est plus une dictature». Mais la politique et l'économie libérale qui s'y pratiquent aujourd'hui n'ont pas forcément des effets plus souhaitables. Le pays connaît en effet d'importantes régressions dans les domaines de la santé, de l'éducation ou de la réforme agraire: on y assiste à une reconcentration très accélérée des terres. Les sandinistes eux-mêmes se réapproprient des parcelles jadis distribuées aux petits paysans. Des petits paysans qui sont les premières victimes de ces «impitoyables mécanismes» de concentration: en l'absence d'infrastructures d'aide à la gestion, ils sont nombreux à s'endetter et à être contraints de vendre leur propriété.

Et demain?

Le processus de néo-libéralisation ne devrait pas s'interrompre de sitôt: selon Jean-Pierre, les sandinistes convertis vont vraisemblablement revenir au pou-



La résistance au modèle néo-libéral devrait dépasser les frontières du Nicaragua pour s'ouvrir à des «réseaux qui réfléchissent ensemble».

voir l'an prochain. Petite consolation: ils feront peut-être preuve de plus de bon sens que l'actuel président Aleman, qui a déclaré à la presse américaine que la négociation de la dette était une «bonne idée», mais ne constituait pas une priorité pour son gouvernement! Pour Jean-Pierre, c'est là «la plus grosse bêtise qu'un chef de gouvernement du Tiers-Monde puisse dire aujourd'hui», tant il est vrai que la possibilité d'échapper à la dette devrait être une des préoccupations majeures des gouvernements du Sud.

Si l'on ne peut plus attendre beaucoup des actuels sandinistes, y a-t-il au Nicaragua des résistances nouvelles? «Il existe certains mouvements, dont celui de «rénovation sandiniste», qui fait une analyse correcte, mais n'a pas de base politique. Il n'a pas atteint la popularité mythique des révolutionnaires sandinistes de '79». Au-delà des groupements locaux, Jean-Pierre pense qu'une idée porteuse pour

les militants du pays serait «d'inscrire leur action dans le courant international de résistance à la mondialisation», comme l'ont fait les zapatistes. Car il ne croit plus, comme il y a vingt ans, que des alternatives au modèle américain puissent émaner d'un pays du Sud en particulier: «dans les années '70, on pensait que la solution allait venir du Sud, de pays comme Cuba, El Salvador, le Chili, la Palestine ou le Nicaragua et qu'il fallait se mettre à leur école». Aujourd'hui, Jean-Pierre croit davantage que ces alternatives peuvent se développer «à partir de réseaux qui réfléchissent ensemble» et qui dépassent le Nicaragua pour relier le Nord et le Sud. ■

Marie Pasquier

El Ejido

Le ver est dans le fruit

En février dernier, les émeutes anti-Maghrébins d'El Ejido, en Andalousie, ont dévoilé l'exploitation des immigrés. Une délégation a enquêté sur place et ramené un rapport accablant. Elle propose aujourd'hui d'agir.

Les violences contre les Maures, restées à ce jour impunies, ont révélé l'exploitation des immigrés. Pour la plupart ouvriers agricoles, ceux-ci travaillent à l'exportation massive de fruits et de légumes dans des conditions proches de l'esclavage. Contrats au jour le jour, absence d'indemnités maladie, non-paiement des congés et des heures supplémentaires font partie du lot de leur travail au noir.

Pistes d'action

Ce sont là les constats d'une commission d'enquête, rassemblés dans un rapport : *El Ejido, terre de non droit*. Ce document invite les consommateurs que nous sommes à prendre conscience du prix humain des poivrons bon marché que l'on trouve en janvier... D'autre part, ses auteurs ont écrit une lettre ouverte à *Migros* et à *Coop*, les pressant d'instaurer un «label social», d'intervenir auprès des autorités d'El Ejido et de boycotter les fruits et légumes éthiquement pourris. Espérons que cette action porte ses fruits !

Marie Pasquier

Pour agir vous aussi : écrivez une lettre à Coop et à Migros et achetez la brochure El Ejido, terre de non droit au prix de 15.- ou au prix de solidarité de 50.- (le bénéfice de la vente ira à la lutte pour des conditions dignes de travail à El Ejido).
Pour obtenir des lettres type ou commander la brochure, adressez-vous au :
Forum Civique Européen
St. Johannis-Vorstadt 13,
4004 Bâle, Tél. 061/262 01 11,
Fax 262 02 46, E-mail :
forumcivique@datacomm.ch

Le mammouth et les moustiques

Dans le livre *Guerre économique*, on la présentait comme un bulldozer. On peut aussi assimiler la *Mobil Oil del Peru*, puissante société d'extraction pétrolière, à un mammouth écrasant tout sur son passage.

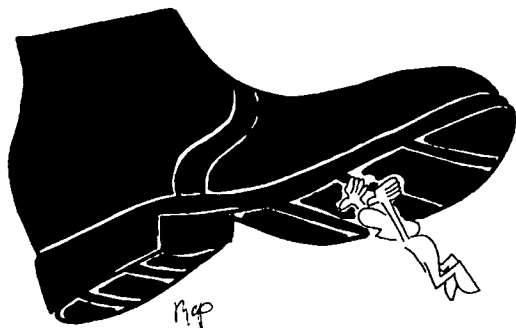
Il y a un peu plus de 2 ans, la *Mobil* avait obtenu le droit de creuser des puits dans la réserve naturelle de Tambopata Candamo. Une autorisation regrettable car cette réserve péruvienne est l'une des plus riches du monde en biodiversité. Ses habitants l'ont bien compris, qui cherchent à préserver leur environnement et à développer un tourisme écologique. Mais voici que la *Mobil* venait tout remettre en cause. Or, en décembre '98, un accident s'est produit sous la plate-forme de forage d'un puits pétrolier, risquant d'inonder de boues noires ce lieu paradisiaque (allez donc demander aux Bretons ce qu'ils pensent des boues noires !).

Aussitôt, des habitants concernés par la protection de la réserve, dont Xavier Arbex, prêtre du diocèse de Genève, Lausanne et Fribourg vivant au Pérou depuis les années 70, ont lancé un cri d'alarme. Ces «moustiques» (en regard du poids du mammouth *Mobil*) ont été relayés par l'organisation *Oilwatch*, spécialisée en matière d'impact du pétrole sur l'écologie. Devant le bruit causé par cette réaction, la tentaculaire *Mobil* a enfin pris cet accident au sérieux et fait imperméabiliser la plate-forme.

C'était il y a 2 ans. Aujourd'hui, la *Mobil* se retire définitivement, forcée par un décret établi le 5 septembre dernier. Ce après avoir perdu 65 millions de dollars dans une folle prospection !

Réjoignons-nous: les piqûres de moustique ont enfin fait fuir le mammouth!

Jacques Perroux



Agenda

- Les 4 et 5 novembre à la Salle du Faubourg à Genève: rencontre organisée par la Pastorale des Jeunes et la Plateforme Jeunesse de l'Eglise catholique à Genève: JEUNESSE EN MOUVEMENT. Un week end pour se rencontrer, réfléchir et fêter. Samedi: environ 17h30-24h. Dimanche: environ 12h30-17h. Pour plus de précision: 022/700 11 81.
- Du 3 au 5 novembre à la salle communale de Plainpalais à Genève, 52, rue de Carouge: JOURNEES CARITAS 2000. Vendredi: 17h-24h. Samedi: 15h-24h. Dimanche: dès 10h. Renseignements: 022/708 04 44.
- Du 7 au 12 novembre à 20h + 11 et 12 novembre à 15h au théâtre du Bâtiment des Forces Motrices à Genève: L'APOCALYPSE DE SAINT JEAN. Adaptation: Jean-Bernard Livio, mise en scène: Pierre-Alexandre Jauffret, interprétation: Richard Vachoux avec plus de 100 figurants. Billets: TicketCorner ou 0848 800 800. Renseignements: 022/827 46 76.
- Du 10 au 26 novembre: le Cinéma des 3 Mondes (IUED) présente le 2^e festival REGARDS SUR LES CINEMAS D'AMERIQUE LATINE à Genève. Projection d'une quarantaine de films en provenance de ce continent. Pour recevoir le programme: 022/906 59 27.
- Le 15 novembre à 20h30 à la grande salle du Centre Universitaire Catholique, 29-31, bd. de Grancy à Lausanne, conférence organisée par le Centre Catholique d'études de Lausanne, avec Christian DUQUOC: LES RAISONS DU DECLIN SOCIAL DE DIEU. Le 29 novembre, idem: L'ORIGINALITE DU DIEU CHRETIEN. Ces conférences font partie d'un cycle: «Le christianisme a-t-il un avenir?». Renseignements: 021/701 20 59.

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 226 - Octobre-Novembre 2000



Billet évangélique

Il faut aimer l'Eglise, nom de Dieu!

Non, ce titre à la Clavel n'est pas une injure, pas plus que le livre qu'il annonce n'est un pamphlet. Son auteur, jeune retraité qui se donne encore une bonne quinzaine d'années de vie active -Gabriel Marc est statisticien- se définit comme un catholique «métèque», un «étranger» qui n'est pas tombé dans son jeune âge dans une marmite d'eau bénite et n'a donc pas grandi à l'ombre des sacristies. Ses origines modestes ne le disposaient pas non plus à parcourir la filière des Grandes Ecoles françaises (INSEE). C'est en «usurpateur» qu'il a fait son trou dans l'Administration (avec un grand A) et dans l'Eglise de France, où il a présidé pendant quelques années le Comité Catholique contre la faim et pour le Développement (CCFD), l'équivalent français de notre Action de Carême. C'est dire qu'il a bourlingué dans tout le Tiers-Monde, défendant un modèle de développement qui n'accroche pas à ses basques de nouvelles dépendances. Il a guerroyé ferme contre les saboteurs soumoïs ou déclarés -il y en a aussi dans l'Eglise-, opposés à toute idée de partage ou de solidarité.

Plus à l'aise avec Paul VI qu'avec son successeur -qui s'en étonnerait?-, Gabriel Marc garde son franc-parler de militant d'«action catholique», qui croit à la vie d'équipe et fait des crises d'urticaire chaque fois qu'il entend un discours pieux qui n'a pas prise sur le terrain ou qui fait dévier dans la bondieuserie les exigences de la justice ou simplement celles de l'évangile. Mais à travers tant de soubresauts, il reste fidèle à Dieu, au Christ et même à l'Eglise! Malgré les critiques qu'il adresse à cette dernière en toute franchise et sans ménagement: «On a le droit de dire à la mère que l'on aime bien qu'elle a raté son maquillage et qu'aujourd'hui elle n'est pas belle; c'est lui rendre service!»

Ce livre rendra aussi un énorme service à tous les catholiques qui, ces derniers temps, remettent en cause leur appartenance confessionnelle. Peut-être reprendront-ils souffle et courage? Ils apprendront qu'on peut servir l'Eglise sans rien perdre de sa liberté et que ce service est «possible, qu'il vaut le coup, qu'il est passionnant et finalement satisfaisant». Malgré toutes les couleuvres qu'il faut avaler entre temps. ■

Guy Musy

Marc Gabriel, *Il faut aimer l'Eglise, nom de Dieu!*, Editions de l'Atelier, Paris, 2000

Edito

Faire la paix

Par Marie Pasquier

26 novembre 2000: le peuple suisse votera entre autres sur l'initiative «économiser dans l'armée - en faveur d'une redistribution des dépenses». L'enjeu de ce texte ? Réduire graduellement les crédits alloués à la défense (5 milliards par an) pour aboutir, après dix ans, à une réduction de moitié par rapport à '87. L'argent ainsi épargné pourrait devenir nerf de la...paix: les initiateurs proposent d'en affecter 1/3 à une politique internationale de prévention des conflits et le reste en faveur d'une Suisse plus sociale.

26 novembre 1989: le peuple suisse vota contre l'initiative «pour une Suisse sans armée et une politique de paix». A l'occasion de ce scrutin, COTMEC-info rappelait une exigence évangélique fondamentale: nous avons tous à être des «artisans de paix». Or, «il n'y a pas de paix sans justice ni sans un profond respect pour la création».

Justice sociale et respect de l'environnement: ce sont les valeurs essentielles à une paix profonde, hier comme aujourd'hui. Il ne s'agit pas de renier les solutions trouvées par nos aînés pour défendre avec l'armée la sécurité de la Suisse. D'ailleurs, l'initiative ne veut pas supprimer l'armée. Elle entend simplement définir de nouvelles priorités, en regard des périls actuels.

- Face aux disparités économiques entre Nord et Sud, sources de tensions et de migrations souvent conflictuelles...
- Face à la pollution, à la destruction de la nature et aux perturbations climatiques aggravées par ces phénomènes -et qui rattrapent les pays du Nord, à l'image d'un Lothar ou des récentes inondations valaisannes-

...l'initiative propose d'investir dans une politique étrangère active en intensifiant la coopération au développement >>>

Suite page 2



et dans une économie sensible à l'écologie et aux besoins humains.

Agir sur les causes profondes des conflits et des menaces. Promouvoir une paix qui soit davantage l'oeuvre des sociétés civiles. Autant de possibilités ouvertes par cette votation. Des alternatives à ne pas négliger, tant il est vrai que les conflits font partie de la vie.

Notre supplément sur le droit d'ingérence le souligne: il nous faut «réfléchir à d'autres modèles que la violence» ou l'agressivité pour les résoudre. Votons OUI le 26 novembre! Et à coup de bulletins de vote, travaillons à un monde plus solidaire. Autrement dit, faisons la paix!■

Affamé de justice? Soutenez les paysans du Honduras!

FIAN (Food First Information and Action Network) est une ONG internationale qui défend le droit à se nourrir. Dans cette perspective, elle veut promouvoir les droits d'accès à la terre pour les ouvriers agricoles et les populations autochtones. Désormais, COTMEC-info accueillera régulièrement son antenne suisse pour mieux relayer ses actions. Ce mois-ci, les affamés de justice peuvent soutenir les paysans du Honduras.

Depuis plus de 20 ans, les paysans de Morazán au Honduras cultivent des terrains octroyés par le programme de Réforme Agraire. L'Institut National Agraire ne leur a pourtant jamais fourni de titres de propriété! En conséquence, les convoitises des grands propriétaires n'ont eu de cesse d'harceler les familles de Morazán.

Le 12 septembre dernier, c'est la police nationale qui a expulsé violemment et illégalement toutes ces familles d'agriculteurs. Privées de leurs terres, elles affrontent aujourd'hui la faim et la malnutrition.

José Parrá
FIAN Suisse



Soutenez Morazán!

Participez à la campagne de lettres lancée par FIAN Suisse!

Contactez-nous!

FIAN Suisse
16 bd du Pont-d'Arve
1205 Genève 1
E-mail: fiange@hotmail.com
(objet ARC0005HON)

Action de Carême Sur la voie des réformes?

Démissions en cascade, tensions au sein du Conseil de Fondation et de la «Centrale» à Lucerne, l'organisation d'entraide catholique Action de Carême-AdC traverse une passe difficile¹.

C'est un rapport qui a mis le feu aux poudres: présenté «confidentiellement» en novembre 99, signé par deux évêques, Mgr Brunner (VS) et Mgr Holzherr (Einsiedeln), ledit rapport invitait le Conseil de Fondation (CF) d'AdC à licencier immédiatement le responsable du secteur «Sud» en se fondant sur des dénonciations anonymes. Les réformes engagées par ce dernier pour permettre une gestion plus professionnelle et mieux coordonnée des projets dits «pastoraux» et «de développement» avaient

suscité des mécontentements rapportés aux évêques, à l'insu de la direction d'AdC. Bien que le Conseil de Fondation n'ait pas donné suite, le collaborateur mis en cause, estimant la confiance rompue, a décidé de démissionner. D'autres départs ont suivi: celui de la directrice, Anne-Marie Hollenstein, pour qui il était nécessaire de «crever l'abcès» des incessants conflits de compétences dans le fonctionnement même des instances responsables de l'œuvre. Puis celles du chef du département de la communication et de l'information, nommé directeur de la Maison Romero et du directeur des services internes. A cela s'ajoute la mise à l'écart de la présidente de la commission administrative d'AdC, suite à l'invalidation d'un premier vote du CF pour raison de procédure, au profit d'un président réputé plus «conservateur».

Les nœuds du conflit

Décapitée, Action de Carême est aujourd'hui à la recherche d'une nouvelle direction. Un médiateur a été nommé, différents nœuds du conflit révélés par toute cette affaire ont été mis en évidence et font l'objet d'âpres discussions: quelle loyauté envers l'Eglise catholique peut-on exiger des collaborateurs d'AdC? Quelles sont les options en matière de projets missionnaires et de développement? Quelles réformes

engager pour sortir de l'impasse actuelle? Un groupe d'experts devra en particulier clarifier le concept de la «Mission» auquel peut se référer AdC. Plusieurs variantes ont été étudiées pour une réorganisation des structures de décision au sein de l'œuvre d'entraide. Pour restaurer la confiance brisée, la Commission romande d'AdC s'est d'ores et déjà prononcée en faveur d'une variante qui combine divers avantages: permettre une clarification des compétences des différentes instances tout en assurant le renforcement d'une gestion professionnelle et transparente des fonds confiés à AdC. Et garantir une réelle séparation des pouvoirs tout en maintenant un lien solide avec l'Eglise catholique.

Séparation des pouvoirs

Ce dernier point est crucial. Une expertise juridique confiée au professeur Ehrenzeller (St-Gall) vient en effet de souligner l'incompatibilité des structures actuelles avec le droit suisse régulant les fondations religieuses: bénéficiant d'une large autonomie envers les instances de contrôle de l'Etat, celles-ci doivent veiller à instituer une autorité de contrôle indépendante. La situation actuelle est insatisfaisante dans la mesure où les évêques interviennent à tous les niveaux de responsabilité: ils détiennent

la moitié des sièges plus la présidence au sein du Conseil de Fondation (organe directeur) et exercent en même temps le rôle d'autorité de surveillance confiée à... la Conférence des évêques suisses. Ils se retrouvent par ailleurs parmi les bénéficiaires de la Fondation puisque celle-ci apporte une aide matérielle à la Conférence des évêques et aux diocèses en difficulté. L'avenir d'Action de Carême dépend donc de réformes décisives sur le plan organisationnel qui doivent être discutées ces prochains mois. Au-delà rien n'interdit un processus de refonte plus large, mené avec la participation des nombreux acteurs de terrain qui, année après année, s'associent au travail de l'œuvre pour rendre tangible l'engagement solidaire des Eglises. En Suisse romande, l'idée d'une décentralisation a déjà été avancée, permettant une plus grande proximité entre la gestion des projets et les dynamiques ecclésiales locales². Affaire à suivre, donc.■

Dominique Froidevaux

1. Pour plus de détails, voir notamment *Le Courrier/La Liberté*, 5 juillet 2000.
2. Un document de réflexion élaboré par 5 personnes de Suisse romande ayant exercé un mandat à AdC développe de nombreuses pistes pour l'avenir. Document disponible à notre secrétariat (Tél 022 329 26 81).

ACTARES Pour des actionnaires... actifs

Une association toute neuve veut inciter les actionnaires que nous sommes (presque) tous à placer notre argent de façon responsable. Portrait d'ACTARES.

Qui n'a en tête la Parole des talents? Ne la prenons certes pas au pied de la lettre: il est d'autres talents que les écus d'or. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de méditer sur ce texte, nombreux sommes-nous, chrétiens, à être renvoyés à notre rapport à l'argent. Les réflexions menées depuis longtemps à la COTMEC (*Un regard chrétien sur l'épargne; Guerre économique, l'heure de la résistance*) ont montré que ce dernier peut s'incarner dans Mamon mais également constituer un vecteur de liens sociaux et un extraordinaire tremplin d'actions. Or, si nous avons une certaine latitude dans le choix de notre compte-courant ou de notre épargne privée, il est un domaine qui nous échappe (presque) complètement: celui de la gestion de notre retraite. Cette épargne, imposée par la loi et alimentée à parité par employeur et employé, est-elle toujours investie selon nos convictions, voire notre intérêt (*voir encarts 1 et 2*)?

Vers un actionariat responsable

Formellement, cet argent nous appartient. Nous en sommes propriétaires et donc responsables. Lorsque nous dénonçons les dérives de la bourse, soyons conscients que l'argent qui y circule est en partie le nôtre (*voir encart 3*). C'est pour offrir la possibilité de faire entendre un point de vue responsable des actionnaires que nous sommes tous, qu'a été créée, le 15 mars dernier, l'association à but non lucratif ACTARES Actionariat pour une économie durable.

ACTARES est ouverte à toute personne physique ou morale, qu'elle soit détentrice d'actions de manière directe ou indirecte (par le deuxième pilier, une assurance-vie, un fonds de place-

ments). Elle tient à faire entendre les préoccupations des actionnaires quant aux responsabilités sociales et environnementales des entreprises afin de contribuer au développement d'une économie au service de l'être humain, de tous les êtres humains, et respectueuse de leur environnement (art. 4 des statuts).

A cette fin, l'association utilise les moyens suivants:

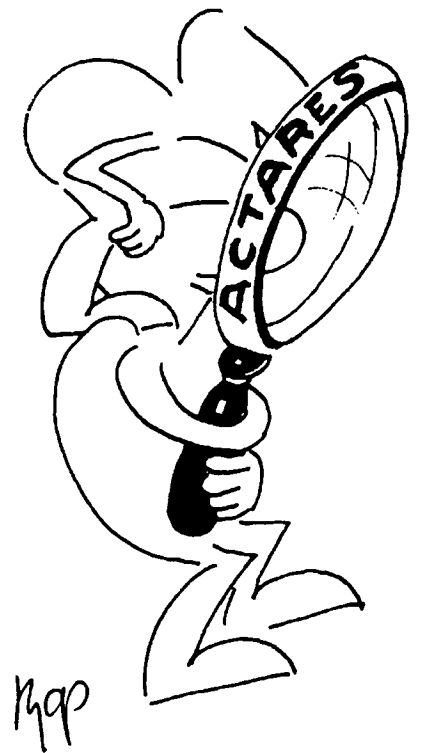
- la participation active aux assemblées générales
- la sensibilisation de l'opinion publique
- les contacts et les négociations avec les S.A., notamment par le dialogue ou d'autres moyens constructifs
- la constitution de groupes de réflexion.

Transparence exigée

Pour sa première année d'activité, ACTARES a ainsi choisi d'inciter les entreprises à plus de transparence par la publication d'un certain type de rapports. Elle s'est adressée à Serono (biotechnologie), Bobst (machines d'emballage), Schindler (ascenseurs et escaliers mécaniques) et Zellweger Luwa (électronique pour textile et ventilation industrielle) pour leur demander un rapport environnemental et aux deux grandes banques (UBS et Crédit Suisse) pour leur demander un rapport social sur les collaborateurs. L'analyse du contenu de ces rapports permettra par la suite d'effectuer un suivi des efforts réels des entreprises.

Actuellement constituée d'une majorité de particuliers, ACTARES souhaite que toute ONG, qu'elle soit du Nord ou du Sud, puisse faire appel à ses services afin de se poser en relais de la société civile auprès des directions d'entreprises et de l'ensemble des actionnaires. Elle vise à travailler en réseau avec toutes les associations actives dans le domaine de l'actionariat responsable.■

Sophie de Rivaz
secrétaire exécutive
d'ACTARES



Encart 1

«Les investisseurs de fonds de pension exigent 12 à 15 %* de rendement, ce qui est irréaliste et porte les sociétés à économiser sur le coût du travail. Conséquence: on demande aux salariés qui cotisent dans ces fonds de pension de sponsoriser leur propre chômage». (Viviane Forester interviewée dans *L'Hebdo* du 16.3.00)

* En Suisse, la loi exige un rendement minimal de 4% par an pour la gestion des fonds de 2^{ème} pilier.

Encart 2

En mai 1995, le *Sunday Times* révélait que deux importants organismes pour la lutte contre le cancer, le Fonds impérial de lutte contre le cancer et l'Institut de recherches sur le cancer avaient investi leurs fonds dans l'industrie du tabac par l'acquisition d'actions dans les groupes Rothmans, BAT et Hanson. (Source: *Le Courrier* du 15.5.00)

Encart 3: 2^{ème} pilier en Suisse:

plus que le PIB annuel
428 milliards de Francs: c'est le montant géré par les fonds de pension en Suisse. A titre de comparaison, le Produit intérieur brut (PIB) helvétique se montait en 1998 à 380 milliards. Bref, les fonds épargnés par notre retraite sont supérieurs à ce que nous produisons tous en une année. Sur ce montant, près d'un quart est investi en actions. Faites vos comptes! (Source des chiffres: dépêche ATS in *La Liberté* du 12.5.00)

Pour tout renseignement:

Sophie de Rivaz
ACTARES
CP 171
1211 Genève 20
Tél. 022/733 35 60
Fax: 733 35 80
E-mail: secretariat@actares.ch
www.actares.ch

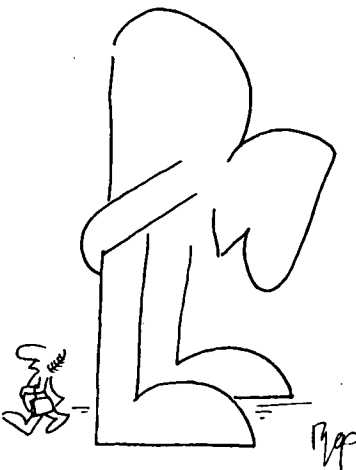
Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! (II)

Dans la même lignée, les intervenants et surtout les Etats-Unis s'exemptent de certaines obligations qu'ils imposent aux autres au nom d'une prétendue «supériorité morale». Ces derniers ont ainsi rejeté le Traité sur l'interdiction globale des essais nucléaires et se sont dispensés de signer la Convention de 1997 interdisant les mines antipersonnel : ils veulent pouvoir disposer de tels engins pour leur propre sécurité. Tous les autres en revanche devront en être privés. Les Etats-Unis se placent ainsi au-dessus du droit international et ne s'en cachent même plus : en 1995, la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright désignait publiquement l'ONU comme «un outil de la politique étrangère américaine» (*The Washington Times*, 13.12.95). Une autre fois, elle déclarait au Conseil de Sécurité : «Nous agissons de façon multilatérale quand nous le pourrions et unilatéralement quand nous le jugerons nécessaire». Une audace telle qu'on n'ose plus rien leur reprocher ! S'accordant des exceptions, les Etats-Unis n'hésitent pas à dénigrer l'ONU en utilisant sans accord la force de l'OTAN. Ce pour corriger à leur guise des ennemis diabolisés pour l'occasion.

Comment un pays peut-il donner tant de leçons sans avoir appris les siennes ?

3. Y a-t-il un droit d'ingérence ?

L'ingérence, son concept même et ses applications sont sujets à de nombreuses critiques. Mais faut-il pour autant basculer dans l'autre extrême et choisir d'ignorer l'autre ? Comment redéfinir le droit d'ingérence pour qu'il soit plus juste ? Ces questions sont loin d'être simples. Quelques pistes de réflexion pour commencer à y répondre.



L'ingérence ne devrait pas être celle du fort sur le faible, du grand sur le petit...

Du côté des «ingérants»

Si l'on admet qu'une «intervention» dans un autre pays puisse être justifiable selon les cas, voici quelques moyens de la rendre plus légitime :

- «Intervenir» par l'intermédiaire d'une ONU plus démocratique, afin que l'organisation ne reproduise pas dans ses plans d'action la domination des nations puissantes qu'elles connaissent en son sein. La base de la démocratie exige bien sûr l'accord des populations concernées par l'ingérence.
- «Intervenir» en intervenant moins. A savoir, faire davantage confiance aux populations des pays en difficulté, lever toute entrave à leurs actions en annulant la dette et les sanctions économiques et collaborer avec les groupements locaux.
- «Intervenir» vraiment en faveur des intérêts des peuples et non des siens propres. Que les différents membres des organisations internationales y veillent. Que notamment l'Europe prenne ses responsabilités, surtout en cas de désaccord avec les Etats-Unis. Que tous les Etats membres aient plus de liberté de décision et d'égalité d'influence.
- User de la force militaire seulement en tout dernier recours. L'intervention armée qui tue n'est jamais un acte humanitaire et elle est toujours le signe d'un échec de la «communauté internationale» à prévenir les conflits. Réfléchir à d'autres modèles que la violence, très présente dans les médias, à l'image, ces temps-ci, des affrontements entre Israël et Palestine. Alors que la réalité dépasse ces seuls conflits : il existe aussi au Proche-Orient une société civile qui œuvre pour la paix mais dont on parle peu...
- Etc...

Du côté des «ingérés»

En réaction à l'impact catastrophique des politiques d'ajustement structurel sur l'Afrique, divers syndicats et mouvements de travailleurs de ce continent ont entrepris en février '99 la Création d'un Tribunal International pour l'Afrique. Parallèlement, le «Document Espérance pour l'Afrique» attribuait la responsabilité des investissements dans le continent à deux grandes institutions financières américaines et demandait que des «comités de décision» contrôlent les sommes investies. Soixante ONG africaines ont appuyé ce document. Dans la foulée, les syndicats et travailleurs africains ont mis en évidence cinq principes inviolables :

1. *Suppression absolue de la dette.*
2. *Refus complet de tous les projets d'ajustement structurel.*
3. *Opposition à tous les schèmes de privatisation.*
4. *Respect du principe du droit de tous les peuples et nations à exercer un plein contrôle*

Enjeux Nord-Sud est un supplément du mensuel Cotmec-info

Editeur:
COTMEC - Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16 Pont -d'Arve
CH-1205 Genève
Tél. & Fax: (41 22) 329 26 81
www.cath.ch/cotmec

sur leur destin.

5. *Fermeture immédiate de toutes les bases militaires étrangères dans le continent africain, car elles servent de centre d'organisation, de lancement de la répression et du maintien des régimes oppresseurs soumis au capital de la finance internationale.¹*

Autant de principes opposés à une certaine forme d'ingérence et qui sont un bon exemple des aspirations et actions de la population des pays «ingérés». Des pays vus trop souvent comme faibles et passifs.

S'engager d'une façon nouvelle

Au-delà du clivage entre «ingérants» et «ingérés», l'«intervention» devrait être le fait d'une instance supranationale capable de faire respecter le droit. A cet égard, le Conseil de Sécurité devrait acquérir plus de poids, tant politique qu'économique. De manière générale, il s'agirait de remplacer l'«intervention» par la «solidarité». Au lieu d'ingérer (qui, par une coïncidence sans fondement étymologique, signifie tout de même «manger» !), les nations puissantes devraient plutôt se mettre à table avec les Etats moins puissants. Pour qu'au-delà des différences culturelles, les habitants de tout pays soient respectés dans leur dignité. ■

¹ D'après ADISTA, N° 34, 990503,
in *Espérance des peuples Documents*, 25 mai 1999

Pour continuer la réflexion...

En rapport avec cette forme d'ingérence que sont les programmes d'ajustement structurel du FMI, le CETIM (Centre Europe-Tiers Monde) publie ces jours un petit livre: «FMI, les peuples entrent en résistance». Pour tout renseignement: 022/731 59 63

Le COE (Conseil Oecuménique des Eglises) a tenu un colloque en avril dernier: «Intervention humanitaire: un problème éthique». Un document sur la réflexion poursuivie durant ce colloque est disponible sur le site du COE: www.wcc-coe.org. Pour de plus amples informations sur le travail du COE concernant le droit d'ingérence, contacter Mme Ferris ef@wcc-coe.org.

Enjeux Nord Sud

Edito

Un nouveau droit dans un nouveau monde

Onze ans que le mur de Berlin est tombé. Le monde qui, jusque là, était sous influence dichotomique, tiraillé par la guerre froide que se livraient les deux superpuissances, se recompose en fonction de nouvelles données. Dans la foulée, les instances supranationales dans le domaine économique (FMI - BM) ont pris une importance accrue, tandis qu'une autre est née (la puissante OMC). L'OTAN de son côté a également connu un formidable essor. Le développement de ces organisations s'est hélas fait au détriment des instances engagées en faveur des droits humains (ONU, TPI...).

La planète est devenue un village, la mondialisation a gommé artificiellement les frontières, dopée par une circulation toujours plus rapide et incontrôlable de l'information via la toile Internet et d'innombrables satellites.

Dans ce village planétaire, les pays «en voie de développement» sont sous haute surveillance : les nations influentes observent leur progression plus ou moins chaotique vers la démocratie et l'appropriation des droits de la personne humaine. Dans certains cas, lesdites nations interviennent à coup de sanctions économiques ou d'offensives militaires, pour mener les pays «réfractaires» dans la voie où ils peinent à s'engager.

Assiste-t-on là à un progrès de la solidarité ou à un nouveau colonialisme, tant il est

vrai que le contrôle se fait toujours du puissant sur le faible, du riche sur le pauvre ?

Notre dossier montre en quoi la sacro-sainte souveraineté des Etats se trouve aujourd'hui menacée par ce nouveau «droit» d'ingérence. Ce «droit», exercé par l'intermédiaire d'instances supranationales et de façon unilatérale, ne va pas sans poser problème. Nous en avons soulevé les paradoxes et nous avons tenté d'ouvrir des perspectives alternatives.

Pour que ce nouveau «droit» en mérite un jour le titre.

COTMEC-info
Octobre-Novembre 2000
Supplément



Le droit d'ingérence en question

Par Marie et Roland Pasquier

- P.2: Ingérence plurielles
- P.2: Quelques paradoxes
- P.4: Y a-t-il un droit d'ingérence?

1. Ingérences plurielles

L'ingérence, prise dans un sens large, dépasse la seule intervention militaire. Elle revêt alors différents visages, d'ailleurs souvent liés entre eux. Intervention économique, militaire, diplomatique et politique... Déclinaison non exhaustive de plusieurs formes d'ingérence.

Ingérence économique

Dans bon nombre de pays économiquement «faibles», cette forme d'ingérence qu'est l'ajustement structurel, imposé par le FMI au nom du remboursement de la dette, est la plus présente et la plus sournoise. Comme le souligne l'Appel d'Amsterdam pour l'annulation de la dette africaine, les sommes allouées au service de la dette sont supérieures à celles affectées à l'éducation et la santé. Chaque sou dépensé pour le remboursement est un sou perdu pour la lutte contre la pauvreté, l'analphabétisme, la malaria, le sida et autres réalités quotidiennes du continent africain.

La situation est d'autant plus scandaleuse qu'il y a confusion entre créanciers et débiteurs, tant il est vrai que l'Afrique subsaharienne s'est vue extorquer ses richesses et potentialités par les Occidentaux depuis le XV^e siècle à travers esclavage et colonisations. La «dictature financière» imposée par le FMI ne s'étend pas qu'à l'Afrique. En Argentine, par exemple, les syndicats et l'Eglise catholique se sont alliés pour dénoncer les mesures de rigueur, lors d'une grande manifestation en juin dernier. «L'économie est au service de l'homme et non l'inverse», tonitruait à cette occasion le secrétaire général de la commission pastorale sociale. En écho, le gouverneur de Buenos Aires déclarait : «Je ne vais pas dire tous les jours un Notre Père en faveur de l'équilibre budgétaire, alors que la population meurt de faim»!

Toujours dans le registre économique, que dire des embargos qui affectent dramatiquement la population civile, comme en Irak, mais gardent les dirigeants à l'abri ?

Ingérence militaire

Qu'elle soit décidée par résolution de l'ONU ou court-circuitée par Washington, l'intervention militaire est essentiellement américaine. En effet, les Etats-Unis disposent d'un droit de veto au Conseil de Sécurité, où ils sont par ailleurs fort influents. Sans vouloir diaboliser la nation la plus puissante du monde, on ne peut taire leur rôle prépondérant en matière d'ingérence!

L'exemple du Kosovo est édifiant. C'est dans ce territoire que, pour la première fois, une armée internationale intervient sans l'autorisation expresse de l'ONU. Les bombardements engendrent une situation inverse aux effets escomptés : la stratégie choisie pour éviter toute perte du côté des forces alliées accélère l'épuration ethnique. Des caravanes humaines quittent le pays exsangue. Aujourd'hui, le pays est sous perfusion internationale. L'OTAN détient la conduite des affaires militaires et le pouvoir administratif est totalement sous l'autorité des Occidentaux. Comme le déclarait récemment le responsable humanitaire de l'ONU au Kosovo : «Nous avons vu l'investissement dans la guerre, nous n'avons pas vu l'investissement dans la paix».

Ailleurs, d'autres interventions militaires ont laissé un bilan pour le moins mitigé, du Panama au Timor-Oriental en passant par le Koweït. Avec chaque fois, en arrière-fond de ces interventions, les intérêts stratégiques ou économiques des pourfendeurs des «Etats voyous» - c'est ainsi que le département d'Etat américain désignait jusqu'ici les pays tels que Corée du Nord, Cuba, Irak, Iran, Libye, Soudan et Syrie !-

Ingérence diplomatique et politique

Là encore, c'est dans les Balkans que l'on en trouve la manifestation la plus exemplaire. Cela commence en décembre '92, lorsque l'ONU décide un déploiement préventif des casques bleus sur le sol macédonien. La guerre se poursuit en Bosnie et le processus engagé par les états protecteurs - on peut parler alors de «nouveau protectorat»- aboutit aux accords de Dayton en avril '95. Un «plan de paix» y est dicté aux Bosniaques musulmans, aux Croates et aux Serbes. Dayton ne signifie pas la naissance d'un Etat indépendant mais une nouvelle étape de la mise sous contrôle de la région. Où en est-on cinq ans plus tard ? Les populations confrontées à des décisions imposées, étrangères à leur conception des choses ou à des attitudes ressenties comme autoritaires, vexatoires, ont le sentiment d'être considérées comme des non-sujets. Tant il est vrai qu'un tel régime de protectorat s'inscrit dans une logique de domination militaire et économique.

Sur un autre continent, il y a beaucoup à craindre d'une intervention telle que le «Plan Colombie». Les Américains, premiers consommateurs mondiaux de cocaïne, cherchent à en supprimer la production colombienne. Pour ce faire, ils accordent une aide de 1,6 milliards de dollars au gouvernement de Bogota, afin d'appuyer et de contrôler les politiques de lutte contre le

narcotrafic. Eradique-t-on ainsi le problème ? Que non ! Tout au plus la production va-t-elle se déplacer vers un pays voisin, puisque rien ne sera changé dans la loi de l'offre et de la demande. Les personnes les plus touchées seront les petits paysans qui s'étaient convertis à la culture de la plante interdite pour survivre et qui se verront privés de leur revenu, sans plan social ou de reconversion qui leur permette de refaire surface. Cette belle œuvre de salubrité prend des allures de combat contre l'économie informelle et les guérillas incontrôlables. Elle offre aussi une nouvelle occupation à l'armée américaine qui a perdu l'ennemi rouge !

La preuve par l'image

Pour légitimer toute intervention occidentale, chacune d'entre elles est accompagnée d'images choc qui s'imposent à notre analyse de la situation et représentent une certaine «ingérence psychologique» dans notre façon de penser, tant il est vrai que les nations puissantes possèdent de puissants médias. Ainsi, des millions de téléspectateurs peuvent voir en temps réel des images qui véhiculent une idéologie dont la communication est étudiée comme pour le vente d'un produit. L'on voit les bons soldats nourrir les enfants affamés du Soudan ; un officier de l'OTAN prend sa baguette de professeur pour nous montrer l'explosion d'un édifice stratégique comme dans un jeu vidéo ; l'on revoit cent fois les débris d'un SCUD irakien tombé en pleine ville... Le spectateur est dans cette parfaite illusion qu'il s'agit là de la réalité, puisqu'il y a des images. Foin de la contextualisation d'un événement par rapport à un autre, du recul, de la réflexion, de l'analyse !

2. Quelques paradoxes

On le voit, l'ingérence peut prendre de multiples visages. Mais elle est encore plus complexe. L'idée même d'intervenir dans les affaires des autres et la façon dont on le fait aujourd'hui ne manquent pas d'ambiguïté. Les dessous de l'ingérence à travers cinq paradoxes et (en tout cas) autant de questions.

Un conflit au nom de la paix

Inutile d'analyser longuement ces mots pour en saisir la contradiction. L'ingérence -militaire en particulier- a ceci de curieux qu'elle prétend atteindre le mieux en passant par le pire : en l'occurrence, la destruction de l'autre. A excuser provisoirement, puisque les bombardements ouvriront le chemin du mieux-être pour tout le pays. Pas facile à comprendre sous une pluie de bombes.

La paix véritable peut-elle vraiment prendre sa source en son contraire ? Faut-il forcément anéantir pour reconstruire ? Car les bombardements restent destructeurs : ne croyons pas qu'une «guerre propre» existe. Ne soyons pas dupes des «frappes chirurgicales». L'hygiène éthique d'un conflit est toujours douteuse. Et les victimes touchées par mégarde saignent toujours du sang. Du vrai.

Se le cacher et venir faire la guerre chez l'autre, non seulement du dehors mais d'en haut, par avion et non sans dédain, relève de la plus grande hypocrisie. Ce qui se passe en bas ? On s'en lave les mains, sans même les salir.

Une guerre n'est jamais anodine et ne saurait être ferment de paix. En regard de ces constats, l'ingérence militaire, «conflit au nom de la paix», est-elle vraiment défendable ? Y a-t-il des cas où l'on ne puisse pas faire autrement ? Lors du génocide rwandais par exemple, n'y a-t-il pas eu des voix pour déplorer la non-intervention militaire ?

Les droits humains sont (presque) universels

Au-delà des moyens (militaires ou autres) de l'ingérence, un nouveau paradoxe apparaît au moment de décider où intervenir. Le motif officiel de toute ingérence étant la défense de droits universels, comment expliquer la sélectivité des interventions ?

Ainsi, le droit d'ingérence s'est arrêté aux frontières russes. La «communauté internationale» s'est émue du sort des Tchétchènes mais elle en est restée aux mots. Il semblerait que la Russie soit trop puissante. Les Etats-Unis n'avaient aucune envie d'encourager le nationalisme russe par une éventuelle intervention. Les Européens, quant à eux, manquaient de motivations et de moyens pour défier l'arsenal nucléaire de Moscou.

En revanche, les frontières d'Etats plus «faibles» n'ont pas freiné l'intervention humanitaire. En 1999, le Kosovo et le Timor-Oriental ont ainsi «bénéficié» de l'ingérence internationale.

«L'ingérence est-elle légitime pour les seuls Etats faibles ?», s'est demandé à juste titre le président algérien Abdelaziz Bouteflika. Il relayait l'opinion de nombreux pays du Sud, inquiets que les droits universels ne soient imposés (presque) que chez eux. L'ingérence cacherait-elle un nouveau colonialisme du Nord ? Si on la juge légitime, ne devrait-elle pas s'appliquer de façon multilatérale et universelle ?

«Nous voulons votre bien mais surtout le nôtre»

Les droits humains et avec eux la démocratie ou la paix constituent l'objectif proclamé de toutes les ingérences. Il y a pourtant comme un fossé entre ces respectables alibis et le mobile véritable des intervenants.

Au Kosovo par exemple, la guerre est née de la dislocation de la Yougoslavie. Mais il semble aussi que les Etats-Unis soient devenus ennemis des Serbes pour contrer la Russie alliée à Belgrade et l'empêcher de faire des Balkans sa nouvelle zone d'influence. Ils auraient encore profité de la guerre pour mieux contrôler le Kosovo, «porte d'entrée dans des régions d'intérêt primordial pour les Occidentaux -la zone du conflit arabo-israélien, l'Irak et l'Iran, l'Afghanistan, la Caspienne et la Transcaucasienne» (sic Robert E. Hunter, ancien ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'OTAN). Des régions également très riches en pétrole...

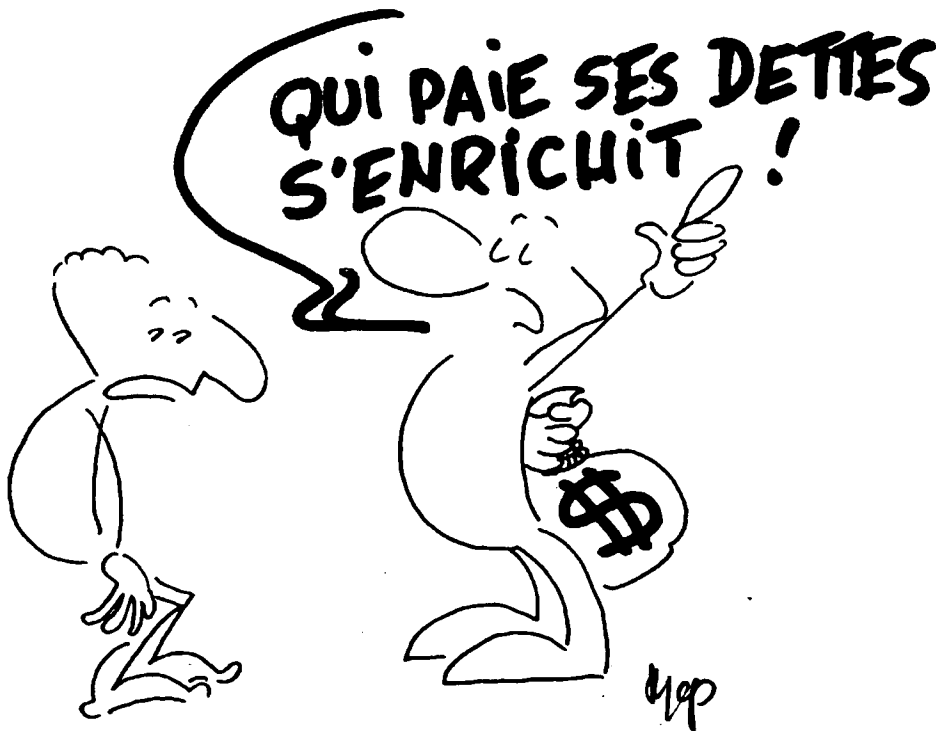
Dans la même veine, le Plan Colombie, sous couvert d'aide à la paix et au développement, va plutôt renforcer la guerre et le dénuement social et servir les intérêts entre autres économiques des Etats-Unis.

Dernier exemple, parmi tant d'autres : les Etats-Unis s'acharnent depuis quelques années à mettre en place un «partenariat en faveur de la croissance économique» avec le continent africain. L'investissement financier servant explicitement dans ce cas à ouvrir de nouveaux marchés aux Américains en mal d'expansion. En 1998, Rodney Slater, ministre américain des transports, s'adressait aux responsables de l'aviation civile des pays africains en ces mots : «nous voulons accéder aux marchés et nous voulons que vous y accédiez également» . Quelle générosité ! Que ne trouve-t-on sous le manteau humanitaire de l'ingérence ?

Faites ce que je dis, pas ce que je fais ! (I)

Autre contradiction : les buts exemplaires officiellement poursuivis par les intervenants sont loin de correspondre aux retombées effectives de l'ingérence. Les puissances occidentales voudraient montrer l'exemple de la démocratie, de la paix et des droits humains. Mais prenons une fois de plus le cas de l'intervention au Kosovo. Mise en œuvre sans l'aval du Conseil de Sécurité, celle-ci a assurément passé outre la consultation et la décision démocratiques. La guerre qui s'est ensuivie n'a certes pas constitué un exemple de paix (voir 1^{er} paradoxe) ! Et les conséquences de l'intervention sur les populations du Kosovo et de Serbie ne sont pas franchement en accord avec les droits humains.

Au lieu de montrer l'exemple de ce qu'ils disent promouvoir et imposent aux autres de respecter, les intervenants agissent à l'opposé, par leur façon même d'ingérer. N'y a-t-il pas là de quoi encourager la planète entière à persister dans ses travers, mais en les dissimulant sous de beaux discours ?





Affamé de justice? Protestez avec les Mangyan!

Aux Philippines, un méga-projet d'extraction de nickel menace l'existence des indigènes Mangyan en détruisant plus de 9000 hectares de forêt. Les Mangyan n'ont pas été consultés, ce qui est illégal. L'Etat soutient le projet d'exploitation et fait taire leurs protestations en déployant l'armée! Sous la menace de la répression et privés de leurs terres, les Mangyan connaissent aujourd'hui la faim et la malnutrition.

José Parrà

Soutenez les Mangyan!

Participez à la campagne de lettres lancée par FIAN Suisse!

Contactez-nous!

FIAN Suisse, 16, bd. du Pont-d'Arve, 1205 Genève 1

E-mail: fiange@hotmail.com

(objet: MANGYAN)



Une équipe de «A bon entendeur-TSR», émission consacrée aux droits des consommateurs, a pu filmer à Tirupur (Inde) des enfants travaillant pour des sous-traitants de deux distributeurs suisses du textile: «Vögele» et «Jumbo». L'émission diffusée fin octobre a provoqué quelques remous.

Suite à cette émission, *Clean Clothes Campaign* (CCC- pour des habits produits dans la dignité) a lancé une campagne de lettres posant plusieurs exigences à *Vögele* et *Jumbo*: remplacer les enfants au travail par leurs parents ou, au moins, leur permettre de suivre une scolarité, à côté de leur emploi; adopter un code de conduite complet respectant les conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et assurer un contrôle de sa mise en œuvre. Interpellée par la télévision, la direction de *Vögele* s'est réfugiée derrière les contrôles de ses sites de production, qu'elle confie à une société d'audit. Or, pour Stefan Indermühle de la DB, sur les 3000 sites de production utilisés par cette entreprise, au moins 2500 sont des sous-traitants qui ne

L'agenda latino-américain 2001 est arrivé!

A commander à la librairie

Nueva Utopia

Tél. + Fax: 026 / 322 64 61

E-mail: nueva.utopia@bluewin.ch

Prix: 22.-

L'agenda latino-américain est devenu une tradition depuis 1992. C'est un rendez-vous annuel pour palper la vie et l'espérance des peuples latino-américains. Il s'agit aussi d'une œuvre collective et non lucrative.

De la grande patrie...

L'agenda aborde un thème précis chaque année, enrichi par nombre d'articles d'intellectuels ou de leaders populaires latino-américains. Il offre des éléments pour un dialogue latino-américain dans une perspective mondiale. Jour après jour, les événements les plus marquants de l'histoire du continent y sont rappelés.

...à la patrie mondiale

En cette première année du nouveau millénaire, l'agenda latino-américain répond aux signes des temps et devient mondial, ouvert au monde, surtout au tiers monde frère et au premier monde solidaire. Toutefois, l'agenda ne cautionne pas la mondialisation néolibérale: il porte toujours la mémoire, l'utopie, l'action des femmes et des hommes du continent mais en étreignant toute l'humanité fraternelle. Une humanité qui marche à la recherche d'une véritable mondialisation solidaire. ■

Wilma Jung

JAB
1231 Conches
Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

COTMEC

Commission Tiers Monde
de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnées. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'enverrons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.

Agenda

Dans le cadre du *Tour du riz en 80 jours*, Swissaid, la DB et les Magasins du Monde seront présents avec le *bus riz* (exposition itinérante visant à faire connaître la réalité des producteurs de riz de la région d'Orissa en Inde), en décembre, dans les cantons de Fribourg et Valais, ainsi qu'à Vevey. Info: 021 / 626 28 29

Mensuel - Abonnement annuel Frs: 20.-

N° 227 - Novembre-Décembre 2000



Mini-dossier, p.3
Côte d'Ivoire:
La fin de l'exception

commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Comme une graine de maïs

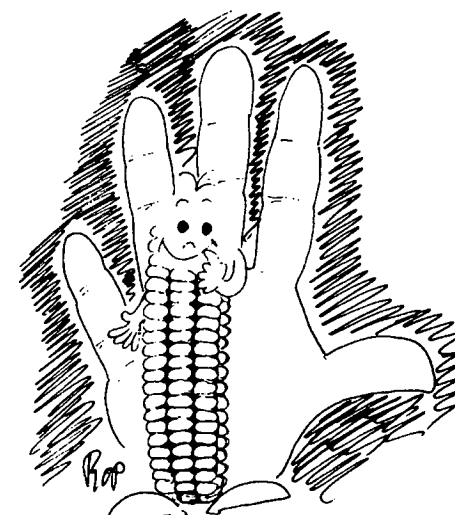
Noël, c'est d'abord un enfant! D'accord. Mais que les adultes ne cèdent ni à la mièvrerie, ni surtout à l'hypocrisie. Jamais plus qu'en ce siècle finissant, on n'a soigné, choyé, préservé les enfants, inventant même pour les protéger des Droits particuliers soumis à l'approbation des parlements. La moindre atteinte à leur intégrité provoque dans nos médias des réactions de virginité effarouchée. Alors que ces mêmes médias publient à longueur de pages des petites annonces qui encouragent prostitution et proxénétisme... Comprenne qui pourra!

Et pourtant, jamais plus que maintenant l'enfant n'est instrumentalisé, esclave des intérêts et de l'appétit des adultes. Enfant-pub, né dans quelque bidonville, ventre ballonné et couvert de guenilles, dont la photo multipliée à des milliers d'exemplaires a pour mission de renflouer les caisses d'une ONG périlante. Enfant soldat, payé sur les rapines d'un tyran sanguinaire qui ravage les forêts et les savanes africaines. Enfant-prodige qui fait gonfler le portefeuille d'une famille ou d'un club sportif. Enfants martyrs de Palestine, arguments de choix pour ceux qui soufflent sur un feu que ces gosses n'ont point allumé. Enfants-sicaires, à la solde des narcotrafiquants de Medellín pour tuer et se faire tuer. Enfants adulés par nos marchands à l'approche de quelque Halloween, Escalade ou rentrée scolaire. Enfant-objet, enfant-jouet, enfant-prétexte, mais jamais...enfant!

L'évangile résiste à cet engrenage. Il met au cœur de l'Eglise un petit être qui a son histoire et ses projets bien à lui. Les adultes sont invités à le respecter, à le défendre et même à l'imiter. Au milieu des docteurs et des gens qui savent, le jeune Jésus -il a 12 ans!- tient sa place. Il est aux affaires de «son» Père. Certains diraient de sa conscience. Il ne doit rien à personne, rien à Marie, rien à Joseph!

Me revient à l'esprit un dessin guatémaltèque représentant une main ouverte dont les doigts légèrement repliés protègent avec beaucoup de délicatesse et de respect une jeune pousse de maïs. Le monde attend d'un rejeton d'homme bien davantage de vie qu'un Indien maya n'en espère d'une graine de maïs. Ce qui n'est pas peu dire. ■

Guy Musy



Edito

La torture plaie de l'humanité

10 décembre prochain : Journée des Droits humains. Un jour dédié cette année à la prévention de la torture¹. Mais que cache ce mot qui écorche, ce mot plein de cris, aux relents de moisissure d'une cellule de prison?

La torture s'étend à «tout acte par lequel une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées (...)» (*Convention internationale contre la torture, Art. 1^{er}*). Loin d'être confinée dans les pénitenciers, elle prend racine dans toute attitude visant à nier la dignité de l'autre pour mieux le dominer. Près de nous, le mobbing ou le racisme la portent ainsi en germe.

Pour prévenir ce fléau, nous pouvons commencer par nous respecter les uns les autres, au quotidien. Sur le plan politique, nous pouvons soutenir diverses organisations ou des institutions telles que le Comité pour la Prévention de la Torture du Conseil de l'Europe (CPT). Et à l'occasion de la Journée des droits humains, nous pouvons signer 2 pétitions².

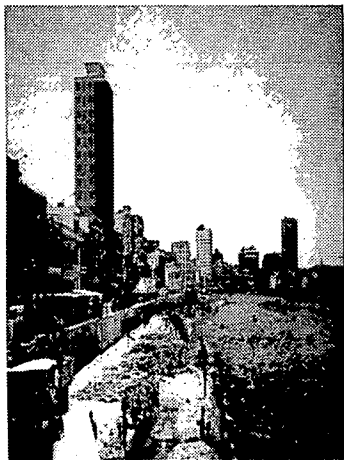
La première exige la libération d'Andrey Klimov, opposant biélorusse injustement condamné, torturé, détenu dans des conditions inhumaines et aujourd'hui très malade. La seconde demande au Kazakhstan de permettre au CPT l'enregistrement de plaintes individuelles de victimes de la torture.

10 décembre prochain : l'occasion de prendre conscience de ce qu'est la torture et de sa réalité. L'occasion aussi de faire un pas concret vers un plus grand respect de l'autre. En d'autres termes, de mieux penser la torture pour mieux en panser les plaies. ■

Marie Pasquier

1. L'Action pour la Journée des Droits de l'Homme, *Pas à pas, prévenons la torture*, est organisée par la commission nationale suisse Justice et Paix, la commission «Droits humains» de la Fédération des Eglises Protestantes de Suisse, l'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT Suisse), Amnesty International-Suisse et Pax Christi Suisse.
2. Pétitions disponibles à notre secrétariat. Pour les obtenir, téléphoner au 022 / 329 26 81.

En annexe: bulletin de versement
pour votre abonnement. MERCI!



Cuba Un pays à deux visages

A Cuba, on propose au visiteur avide de soleil un luxe et un décor taillés sur mesure. Depuis quelques années, le tourisme représente la principale rentrée de devises du pays. Pourtant, derrière cet eldorado touristique se cache une toute autre réalité.

Derrière la carte postale

Conséquence de l'embargo imposé par les Etats-Unis, la population cubaine souffre. De nombreux manques sont à déplorer, que ce soient de matières premières, de nourriture, de médicaments ou de produits de première nécessité. Malgré les efforts affichés par le gouvernement pour garantir à tous un logement et un accès à l'éducation et aux soins, la vie reste difficile et les Cubains sont contraints de se débrouiller pour subsister. Ainsi, on assiste à l'éclosion d'un véritable marché parallèle à l'économie traditionnelle. Cette course à la devise (ou plus précisément au Roi-dollar) force le fils de di-

plomate à s'improviser chauffeur de taxi. A Cuba, en présence de structures sociales sous-alimentées, le billet vert dicte sa loi. On remarque une divergence croissante entre le peuple et ses dirigeants. Les idéaux qu'ils partageaient lors de la fameuse révolution de 1959 ne suffisent plus à les mettre d'accord. Les Cubains se sentent de plus en plus frustrés et à l'étroit face à un luxe qu'ils perçoivent via le tourisme ou les médias mais qu'ils ne peuvent toucher.

L'heure de la coopération

Il y a trois ans, la Suisse n'était pas très chaude pour coopérer avec Cuba. C'est donc un cap important que la Coopération suisse a franchi en septembre dernier en s'établissant à La Havane, laissant de côté l'idéologie communiste qui l'en dissuadait. La DDC joue une carte intéressante, puisqu'elle s'efforcera d'atténuer les effets de l'embargo américain. Elle n'aura pas

pour objectif de promouvoir les produits et les entreprises helvétiques mais d'améliorer sur le terrain le niveau social et économique. La priorité ira à l'agriculture – mise en place de silos performants et amélioration de la production du sucre par la biotechnologie (projet cofinancé par l'EPFL) – et à l'habitat. La Coopération suisse a donc opté pour un travail de fond aux effets à long terme. A l'heure où de nombreuses entreprises ont déjà placé leurs billes à Cuba (anticipant une potentielle libéralisation économique de l'île à la fin du règne castriste), les efforts de la DDC risquent de se heurter à l'impatience de la population. Cependant, l'action de la Coopération suisse est beaucoup plus en phase avec le développement durable que l'ouverture du pays au «libéralisme sauvage». ■

Jonas Pasquier et
Nicolas Witschard

Côte d'Ivoire

La fin de l'exception

La crise en Côte d'Ivoire n'évoque, aux yeux de l'opinion peu intéressée à l'Afrique, qu'un conflit tribal, un de plus, auquel le continent l'a habituée. Ce conflit frappe un pays réputé pour sa stabilité et sa prospérité, mettant ainsi fin à ce que d'aucuns considéraient comme une exception en Afrique. De par sa spécificité, cette crise jette également un éclairage sur tout un continent en mutation.

Une transition mouvementée

22 octobre 2000: élections. Le général Gueï affronte Laurent Gbagbo, opposant pugnace à Houphouët-Boigny. Gbagbo est à la tête d'un parti minoritaire, le Front populaire ivoirien (FPI). La mise à l'écart de ses adversaires politiques est une aubaine inespérée. Aussi omet-il de dénoncer la procédure anti-démocratique mise en place par le général candidat. Pire, il tente de défendre, lui aussi, mais à mots couverts, l'«ivoirité». L'image du démocrate républicain est écorchée. Près de 70% de la population boycottent le scrutin. Gbagbo gagne néanmoins. Le général Gueï ne peut accepter le verdict. Il tente un coup de force et s'auto-proclame vainqueur. Les Ivoiriens descendent dans la rue, l'armée bouge à peine, Gueï jette l'éponge. Rien n'est réglé pour autant. Le nouveau président prête serment pendant que les militants du RDR (rassemblement des républicains), parti de Ouattara, descendent dans la rue pour exiger la tenue de nouvelles élections. Refus du nouveau président, suivi d'une répression sanglante: 171 morts. Depuis, l'on observe un calme précaire. Le président multiplie les gestes de paix et de réconciliation, mais la situation reste tendue. Le pays tout entier est maintenant suspendu à une prochaine échéance: les élections législatives qui auront lieu le 10 décembre.

La fin de l'exception

A son indépendance, la Côte d'Ivoire a choisi, contrairement à ses voisins, de ne pas rompre avec la Métropole. La France lui en saura gré et la récompensera, comme elle fera payer à la Guinée de Sékou Touré son indocilité. Mais la prospérité de la Côte d'Ivoire n'aurait jamais vu le jour sans le charisme et la clairvoyance du président Houphouët-Boigny. Il voulait d'une Côte-d'Ivoire moderne, il

l'a pourtant dirigée en véritable autocrate. Il n'échappera pas aux sanctions qui frappent tout pouvoir usé. Il n'a pas initié les Ivoiriens au jeu de l'alternance politique, il n'a pas su partir au bon moment comme l'a fait son congénère Senghor (ancien président du Sénégal) et n'a pas préparé la relève. Houphouët a bâti son pouvoir sur deux piliers, la rente du cacao (la Côte d'Ivoire en est le premier producteur mondial) et du café, qui ont permis au pays de se doter en infrastructures et la stabilité politique, assurée par la France. Autant de facteurs qui ont façonné l'«exception» ivoirienne. Mais quatre événements sont venus sonner le glas du régime: la chute des cours du cacao et du café en 1989, le sommet de la Baule en 1990 qui a ouvert la voie au multipartisme, la dévaluation du franc CFA en 1994 et la libéralisation de l'économie imposée par le FMI et la Banque Mondiale. Dans ce nouveau contexte, le pays doit trouver un nouveau souffle.

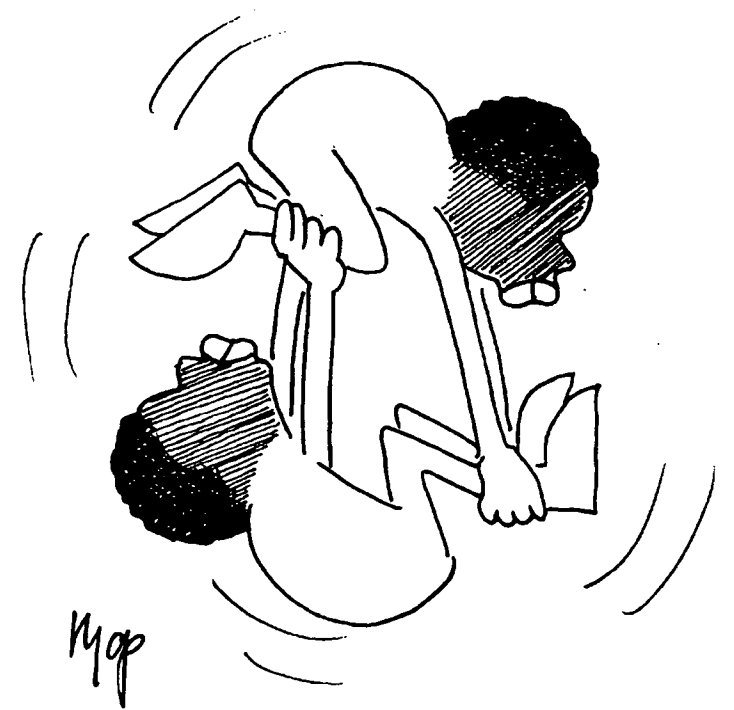
Et demain?

Seuls la recherche du consensus et le sens des responsabilités des leaders politiques éviteront le pire au pays. Mais n'est-il pas déjà trop tard? D'aucuns espèrent que la victoire du parti de Ouattara aux législatives permet-

tra un rééquilibrage des forces. La France, favorable à Gbagbo, travaillerait sur ce scénario. Bien qu'elle dispose encore d'une base militaire dans ce pays, son intervention reste discrète (c'est une première!). Ce scénario recevrait aussi l'aval des Etats-Unis, favorables à la candidature de Ouattara. Il faudra s'attaquer ensuite au nouveau et épineux problème de la cohabitation entre les musulmans (40% de la population) et les chrétiens (30%). Comme on peut le constater, la situation reste fragile et les exemples du Liberia et de la Sierra-Leone voisins hantent les esprits.

Ce conflit marque une transition entre un certain modèle hérité de la colonisation et un autre qui reste à inventer. Il interroge les Ivoiriens et, au delà, tous les Africains, sur le type de société qu'ils souhaitent bâtir aujourd'hui. En cela, ses enjeux dépassent le seul cadre ivoirien. Ils mettent le continent au défi de trouver un équilibre entre l'Afrique réelle, celle des communautés (ethniques, linguistiques, religieuses...) et l'Afrique officielle, celle des Etats. ■

Justin Kahamaile



Le CERA s'en va...mais pas l'AGORA!

Suite à une décision fédérale, le CERA (Centre d'Enregistrement des Requérants d'Asile) a quitté Genève pour Vallorbe. Ce déménagement inquiète l'AGORA (Association Genevoise Oecuménique pour les Requérants d'Asile): comment les réfugiés arrivant à Genève se rendront-ils à Vallorbe? L'AGORA, installée en 1992 devant le centre du CERA à la Praille, a tissé au fil des ans tout un réseau d'aide aux réfugiés. Vallorbe devra mettre en place un tel soutien, avec des moyens limités. Une équipe s'est déjà constituée, qui regroupe aussi des militants ne venant pas des Eglises. De plus, des aumôniers pourront pénétrer à l'intérieur du CERA. Quant à l'AGORA, elle poursuivra son action auprès des réfugiés que Berne oriente sur notre canton (ils sont actuellement environ 5000). Elle continuera de les accueillir et de les soutenir sur les plans juridique, médical, psychologique... Elle agira en plus dans une perspective de formation: apprentissage du français, connaissance des lois, des possibilités de recours, et autres matières utiles.

Jacques Perroux

L'arroseur arrosé

Nous, habitants des vieilles démocraties, arrosions souvent de leçons celles et ceux qui, pensons-nous, en ont besoin. Des femmes du diocèse de Bukavu (Rép. du Congo) nous «arrosent» ici en retour, en nous proposant leur vision de l'exercice de la citoyenneté. A confronter à nos pratiques démocratiques soi-disant parfaites.

L'exercice de la citoyenneté responsable passe par 4 piliers: participer, exiger la bonne gouvernance, refuser la mauvaise gouvernance et s'engager pour un idéal juste.

1 Participer

La participation de la population à la gestion de la «cité» suppose que tous les citoyens prennent conscience de la marche de la nation. La participation implique de:

- prendre des initiatives de développement pour la promotion de soi, de sa famille, de sa communauté;
- participer à la désignation des

dirigeants par le biais d'élections libres et démocratiques;

- évaluer le travail des dirigeants;
- contribuer au fonctionnement de l'Etat par le paiement des impôts, pour lesquels il faut exiger une gestion transparente;
- veiller à la paix et à la sécurité;
- s'exprimer sur ce qui se fait.

2 Exiger la bonne gouvernance

La bonne gouvernance s'oppose aux systèmes dictatoriaux caractérisés par la violation des droits, la corruption, la mauvaise gestion, l'exclusion des populations dans la prise de décisions, la centralisation des moyens et du pouvoir dans les mains d'une minorité, la non-prise en compte des intérêts et des besoins des populations, la persistance des conflits et l'instabilité politique. Ainsi, les composantes d'une bonne gouvernance sont:

- l'Etat de droit;
- la bonne gestion des affaires publiques;
- la lutte contre la corruption;
- le contrôle et la gestion de l'armée;
- les droits de l'homme;
- la décentralisation.

Exiger de la bonne gouvernance suppose de:

- demander des comptes aux dirigeants;
- critiquer les projets de société proposés;
- suggérer des alternatives;
- exiger le remplacement des mauvais dirigeants.

3 Refuser la mauvaise gouvernance

Ce refus consiste à:

- s'opposer aux actes, faits et gestes ne garantissant pas un bon climat d'auto-promotion;
- pratiquer la dénonciation;
- établir un dialogue de négociation;
- oser la désobéissance civile;
- revendiquer ses droits en assumant ses devoirs.

4 S'engager pour un idéal juste

Cet engagement doit encourager:

- la défense du bien commun;
- l'intérêt national et nationaliste;
- l'objectivité et la vérité;
- le dialogue. ■

Maryse Durrer

Extrait de MUZIRE***BWACIRE***



24 décembre, TSR 1, 17h30, **Racines**: rencontre avec Christian Tumi, le seul cardinal du Cameroun. Une forte personnalité, proche et aimée de la population. Sa porte est ouverte 24 heures sur 24 à l'archevêché de Douala. Le cardinal Tumi ne craint pas de se faire le porte-parole des gens en dénonçant, quand il le juge nécessaire, certains agissements des autorités. Pour lui, l'Eglise doit être la conscience de la société. Il est convaincu par exemple que la corruption peut être enrayerée par la conversion des cœurs et l'introduction d'une éthique dans la vie publique. En cette veille de Noël, c'est ce message d'espérance qu'il adressera surtout aux jeunes. *Si vous manquez l'émission, vous pouvez en commander la cassette (Info: 022 / 708 99 11).*

Livre

Persécution d'une famille argentine

Ce titre est celui d'un livre dont les allures romanesques ne doivent pas tromper. En forme de saga familiale, facile à lire et largement illustré, l'ouvrage raconte une histoire vraie et douloureuse. Blanca Rina Santucho, sœur du leader révolutionnaire argentin «Roby», y décrit les affres de sa famille, victime de torture, de disparitions, d'exécutions et d'exil forcé. Un livre-témoignage, un livre-cri, un livre-trace, qui rappelle que les convictions se payent parfois très cher. Mais aussi qu'elles ne sont jamais vaines car, comme l'écrit Blanca Santucho, «la mort des révolutionnaires, on ne la pleure pas, on la chante et on en suit l'enseignement et l'exemple».

Marie Pasquier

Persécution d'une famille argentine est disponible auprès de Mme Alba Viotto, tél. + fax : 022 / 348 07 17 ; prix : 23.- ; prix de solidarité : 30.-

La promesse messianique

Sœur Marie-Rose Genoud, ursuline, nous présente sa lecture de l'ouvrage du théologien dominicain Christian Duquoc, Je crois en l'Eglise. Précarité institutionnelle et Règne de Dieu¹, sous l'angle d'un des thèmes abordés dans le livre : la promesse messianique.

Dans le premier Testament, la promesse messianique porte successivement sur une descendance innombrable, une terre où coulent le lait et le miel, une royauté à jamais affermie et le bonheur pour tous les opprimés. Jésus vient, sa résurrection l'authentifie comme Messie, mais le malheur continue d'exister et les pauvres en sont les principales victimes. Alors, la Promesse prend une nouvelle signification dans le cœur des petits et des humbles : elle concerne Dieu lui-même, avant ses bienfaits. En accueillant Dieu, l'homme est comblé et devient responsable du messianisme. Responsable, mais comment ? Selon quelle visée ?

Théologiens de la libération

«Les théologiens du tiers monde, militants de la libération des peuples opprimés» attendent un avenir radieux, une inscription du Règne messianique dans l'histoire, par l'intervention du peuple à qui Jésus donne l'Esprit. Ce peuple «est à la fois celui qui est privé de ses droits et celui qui les revendique activement. Dans cette perspective, le peuple est le peuple des pauvres, et c'est en tant que peuple des pauvres qu'il est à la fois messianique et peuple de Dieu». Cette interprétation a le mérite d'écarter «le rêve millénariste» qui affirme qu'il ne faut rien attendre de ce monde et tout miser sur l'avènement d'un monde radicalement nouveau après destruction du monde ancien pervers». Elle se démarque également «des lectures de l'histoire proposées par Adam Smith, Hegel, Kant et Marx. Ces auteurs, sous des formes ou métaphores diverses, imaginent une logique progressive du mouvement historique, comme si, sous des termes sécularisés, opérait clandestinement, quoi que fassent les hommes, une Providence me-

nant à un terme, heureux pour l'humanité future, les actions les plus perverses ou destructrices».

Théologiens européens

Les théologiens européens admirent l'interprétation des théologiens de la libération tout en émettant une réserve sur l'instauration du Règne de Dieu au cœur de l'histoire. Dieu laisse l'histoire se dérouler et celle-ci ne va pas forcément vers davantage d'humanisation. Les faits le prouvent : les pauvres sont souvent écrasés, leurs droits bafoués. Le peuple de Dieu «ne jouit pas d'un destin messianique, il n'est pas le dépositaire et le décrypteur du sens de l'histoire». C'est dans l'obscurité de la foi qu'il s'engage «pour corriger ce qui est humainement corrigible, tout en se préservant de vouloir transformer l'histoire en sa totalité». Cette discrétion signe sa responsabilité vis-à-vis du messianisme.

Chercheur de haut niveau et homme d'intériorité, le père Christian Duquoc opte pour un messianisme discret. «On ne saurait parler qu'avec pudeur du Règne qui vient : trop de misères accablent les humains pour qu'une annonce impertinente soit entendue». Si la pédagogie divine consiste à se manifester avec éclat, on peut clamer la mort de Dieu, car il n'intervient pas dans les événements. Mais si la discrétion est le mode d'apparaître de Dieu, il est possible de croire en sa Promesse. Promesse réalisée, Promesse différée : il en est ainsi dans le cœur habité par l'amour de Dieu et des frères, il en sera ainsi dans la béatitude même. Dieu est le Bien-aimé, il se donne et se laisse encore désirer.

La Promesse messianique, ainsi que les autres thèmes traités dans l'ouvrage de Christian Duquoc, sont d'une grande richesse doctrinale et spirituelle ; ils répondent notamment aux préoccupations de COTMEC-info, dont il cite un passage (p.255). Quant à l'effort d'approche exigé du lecteur, il est largement récompensé, comme en montagne, dans l'ascension vers les sommets.■

Marie-Rose Genoud

1 Cerf, 1999.

MERCI à celles et ceux qui ont payé leur abonnement et à celles et ceux qui le feront encore! COTMEC-Info

Changement d'Adresse
16, Bd. du Pont-d'Arve
CH-1205 Genève

JAB
1231 Conches

COTMEC

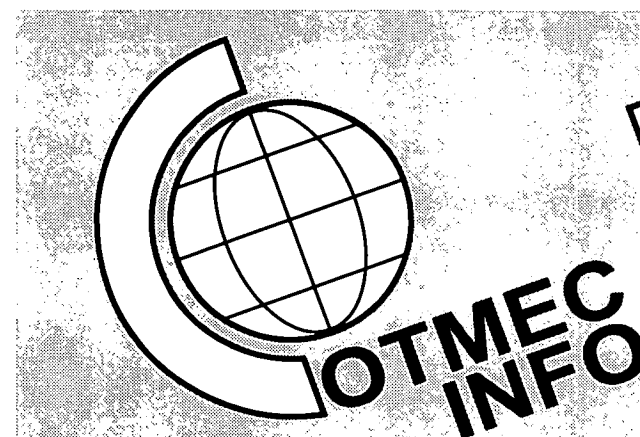
Commission Tiers Monde de l'Eglise catholique
16, Bd. du Pont-d'Arve
1205 GENEVE
Tél & Fax:
+41 22 329 26 81
E-mail:
cotmec@worldcom.ch
Web:
www.cath.ch/cotmec
CCP: 12-21551-1

COTMEC-INFO est Mensuel

Abonnement: Frs 20.- /an
Rédactrice Responsable:
Marie Pasquier
Imprimerie: Fornara / GE

AVIS AUX ABONNES

Grâce à vous notre bulletin s'auto-finance chaque année, ce qui est un atout indispensable pour notre travail. Nous pouvons maintenir un abonnement à un prix accessible à tous si nous augmentons le nombre de nos abonnés. Merci donc de FAIRE CONNAÎTRE COTMEC-INFO autour de vous. Nous l'envoyons gratuitement à des correspondants dans des pays du Sud grâce aux dons supplémentaires. Grand MERCI à ceux qui soutiennent ainsi ces échanges. Les personnes qui ont reçu un abonnement en cadeau de la part de leurs connaissances ou qui auraient des difficultés financières ne sont pas concernées par les frais d'abonnement.



Mini-dossier, p.3:
Plan Colombie

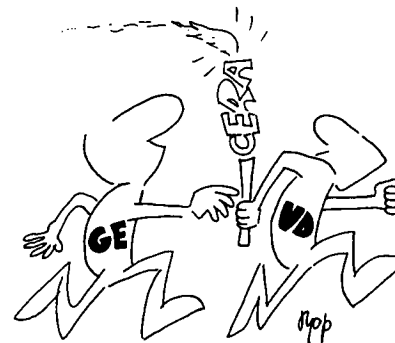
commission tiers monde de l'Eglise catholique

Billet évangélique

Enfin de la place à l'hôtellerie!

« Il n'y avait pas de place pour eux à l'hôtellerie... ». Ainsi traduit-on habituellement la gêne de ce couple judéo-palestinien, obligé une certaine nuit de s'abriter dans un refuge à brebis. Comme si leur premier choix s'était porté sur un motel aux chambres numérotées, quelque part dans la banlieue de Bethléem. Non. Cet homme et cette femme se sont «réfugiés» dans le coin d'un caravansérail où s'entassaient au petit bonheur des voyageurs de fortune et d'infortune avec leurs bestiaux et marchandises. Joseph et Marie se sont blottis comme ils l'ont pu parmi les gens et les bêtes. Pour avoir la paix et mettre au monde Jésus.

Depuis des années, l'AGORA (Aumônerie Genevoise Œcuménique des Requéranants d'Asile) lutte aussi pour ménager un tout petit coin aux demandeurs d'asile qui se bousculent dans un caravansérail genevois : le Centre d'Enregistrement des Requéranants d'Asile (CERA), qui vient de déménager à Vallorbe, loin des regards indiscrets et gênants des tiers-mondistes décidément trop nombreux à Genève. Le 22 novembre dernier, volontaires et bénévoles qui, pendant plus de dix ans, ont partagé cette extraordinaire aventure se pressaient à leur tour dans une salle de paroisse pour marquer la fin de cette étape et en célébrer la mémoire. Qui ne se souvient de la CASAGORA, édifice dérisoire qui défiait sur un trottoir de la rue Léopard le géant administratif et policier qui lui faisait face ? Combien de souvenirs émouvants, évoqués au cours de cette soirée par les aumôniers, les bénévoles, mais aussi par d'anciens requéranants ! Hymnes à la solidarité et à la charité sans doute, mais aussi au courage et à la ténacité de quelques poignées d'hommes et de femmes qui ont dit «non» à l'intimidation, au découragement et à la résignation. Il fait bon se souvenir aussi que la COTMEC fut présente au départ de cette épopée et qu'elle l'a soutenue tout au long de son parcours.



Et maintenant ? Le flambeau a été remis à une équipe de chrétiens vaudois qui seront actifs à Vallorbe. Les aumôniers et bénévoles genevois vont-ils prendre leur retraite ? Que non. Malgré leur soixantaine déjà bien entamée, ils ont la tête pleine de projets à mettre en œuvre avec les réfugiés «attribués» à leur canton. Ils aimeraient y intéresser des jeunes disposés à prendre la relève. Où vont-ils les trouver ?

Ces garçons et ces filles n'étaient pas très visibles lors de la soirée du 22 novembre. Peut-être craignaient-ils de troubler une amicale d'anciens combattants ? Pourtant, les amis de la CASAGORA ne veulent pas garder pour eux leur passionnante histoire. A d'autres d'en écrire de nouvelles pages et, si possible, de plus belles encore. ■

Guy Musy

1 Voir COTMEC-info n°227.

Edito

Le seul rêve qui vaille

En cette fin d'année, la fête de Noël et la venue d'un millénaire nouveau nous offrent l'occasion de nous concentrer sur l'essentiel pour mieux le vivre à l'avenir. Parlant de cet essentiel avec une amie, l'écrivaine indienne Arundhati Roy a cette phrase :

«Le seul rêve qui vaille (...), c'est de rêver que l'on vivra tant que l'on sera en vie et que l'on ne mourra que quand on sera mort».

«Qu'est-ce que tu entends au juste par là ?», lui demande son amie, perplexe.

«Aimer. Etre aimé. Ne jamais perdre de vue sa propre insignifiance. Ne jamais s'habituer à la violence sans bornes ni aux flagrantes disparités du monde où nous vivons. Chercher la joie dans les endroits les plus tristes. Traquer le beau dans sa tanière. Ne jamais simplifier ce qui est compliqué ni compliquer ce qui est simple. Respecter la force, mais surtout pas le pouvoir. Par-dessus tout, être aux aguets. Essayer de comprendre. Ne jamais détourner les yeux. Et ne jamais, surtout ne jamais oublier.»¹

«Etre aux aguets», c'est d'abord savoir déchiffrer les signes d'espérance qui s'offrent comme autant de cadeaux, «chercher la joie dans les endroits les plus tristes». Ce numéro vous propose ainsi de découvrir une communauté qui, quelque part en Israël, rassemble des Juifs et des Palestiniens (lire article de Justin Kahamaile en page 2). La perspective du Forum Social Mondial et l'expérience du «budget participatif» à Porto Alegre donnent aussi des raisons de se réjouir (lire article de Roland Pasquier en page 2). Mais «être aux aguets», c'est aussi «ne jamais s'habituer à la violence sans bornes ni aux flagrantes disparités du monde où nous vivons». Réagir et agir en dénonçant les injustices. C'est ce que se propose Sergio Ferrari en dévoilant les dessous scandaleux du Plan Colombie (lire mini-dossier en page 3).

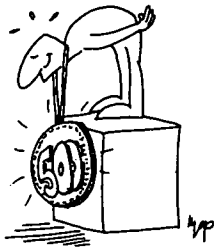
Au-delà du présent bulletin, toute l'équipe de rédaction vous souhaite de vivre, lors de ces fêtes et le reste du temps, ce qui, pour vous, est essentiel. N'est-ce pas là le seul rêve qui vaille ? ■

Marie Pasquier

1 Extrait de *Le coût de la vie*, Gallimard, 1999.

La véritable dette extérieure

Lettre d'un chef indien aztèque aux gouvernements européens



L'humour noir d'un chef aztèque sur la dette de l'Amérique latine envers les pays européens en dit autant, sinon plus, que de longs discours sur l'annulation de la dette. Morceaux choisis.

«Eh bien me voici, moi, Guaipuro Cuauhtémoc, descendant des peuples qui, il y a 40 000 ans, peuplaient l'Amérique. Je suis venu à la rencontre de ceux qui l'ont rencontrée il y a 500 ans (...).

Mon frère usurier européen me réclame le paiement d'une dette

contractée par Judas, quelqu'un, en vérité, que je n'ai jamais mandaté. Mon frère usurier européen m'explique que toute dette se paie avec des intérêts, quand bien même il faudrait pour cela vendre des êtres humains et des pays entiers, sans leur demander leur consentement (...). Moi aussi je peux réclamer mon dû, moi aussi je peux réclamer des intérêts. Les Archives des Indes font état, (...) de ce que, entre les seules années 1503 et 1660, sont arrivés à San Lócar de Barrameda (Espagne), 185 000 kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, en provenance d'Amérique (...). Ces 185 000 kilos d'or et ces 16 millions de kilos d'argent doivent être considérés comme le premier d'entre les divers prêts à l'amiable consentis par l'Amérique en faveur du développement de l'Europe (...).

Voilà pourquoi, passé ce 5^e centenaire du «prêt», nous sommes en droit de nous poser des questions : nos frères européens ont-ils fait une utilisation rationnelle,

responsable, ou tout au moins productive des ressources si généreusement avancées par le Fonds indo-américain international ? Nous sommes au regret de répondre : non. (...) : ils se sont montrés tout aussi incapables de régler capital et intérêts que de se passer des rentes monétaires, des matières premières et de l'énergie bon marché en provenance du tiers monde.

L'affirmation de Milton Friedman, selon laquelle une économie assistée ne pourra jamais fonctionner, vient corroborer ce tableau déplorable et nous oblige à leur réclamer - pour leur propre bien - le paiement du capital et des intérêts (...). Ceci dit, il est bien clair que nous ne nous abaissons pas à réclamer à nos frères européens les taux flottants - odieux et cruels - de 20% et jusqu'à 30% que nos frères européens font payer aux peuples du tiers monde. Nous nous limiterons à exiger la restitution des métaux précieux avancés, plus un

modique intérêt fixe de 10% par an, composé sur les 300 dernières années. Sur cette base (...), nous informons nos découvreurs qu'ils ne nous doivent, au titre d'un premier paiement de leur dette, qu'une quantité de 185 000 kilos d'or et 16 millions de kilos d'argent, chacune d'elle élevée à la puissance 300. C'est-à-dire un nombre qui, s'il fallait l'exprimer, ferait appel à plus de 300 chiffres et dont le poids dépasserait largement celui de la terre. Comme elles pèsent ces masses d'or et d'argent ! Que pèseraient-elles si on calculait leur équivalent en sang ? (...).

<Au vu de tout ceci>, nous exigeons la signature immédiate d'une lettre d'intention qui impose une discipline aux peuples endettés du vieux continent et les oblige à remplir leur engagement (...).

Texte paru dans Carta a las Iglesias, 1-31 mai 2000.
Source et traduction : DIAL

Plan Colombie

Les dessous sales d'une opération propreté

Le Plan Colombie, financé surtout par les Etats-Unis, vise en principe à lutter contre le narco-trafic. Mais sous cette belle intention se cachent des problèmes de taille. Le peuple colombien n'a pas été consulté sur ce plan, qui semble bien constituer un cas d'ingérence flagrante. Sous couvert de croisade anti-drogue, ce projet est avant tout un plan de guerre, destiné à protéger les intérêts de Washington. Quant à ses implications humaines et écologiques, elles laissent présager le pire.

Face au refus des autorités de débattre du Plan Colombie, des mouvements citoyens ont imposé la discussion d'un plan qui s'avère être fondamentalement militaire: il vise surtout à liquider les mouvements de guérilla et à neutraliser les organisations populaires de Colombie et de toute la région andine. Cette nouvelle modalité du «droit d'ingérence» version 2001, en investissant dans le long terme, contraste avec des interventions nord-américaines passées, nettement plus expéditives, à l'image de l'opération «tempête du désert». Mais, comme les interventions précédentes, le Plan Colombie s'inscrit dans la logique stratégique de Washington. Raison pour laquelle le gouvernement de Clinton a affirmé que le plan serait appliqué coûte que coûte, «avec ou sans la solidarité internationale»¹.

Un plan de guerre

Ce plan fait de la Colombie, après Israël et l'Egypte, le 3^e pays bénéficiaire de l'aide militaire nord-américaine la plus élevée. 70 % des montants octroyés seront affectés à des dépenses militaires, le coût total du plan s'élevant à 7,5 milliards de dollars. La Colombie en paiera 4 milliards - multipliant ainsi sa dette extérieure, en échange de plans d'ajustements structurels encore plus rigides -. Les 3,5 milliards restants seront couverts par la communauté internationale (les Etats-Unis ayant déjà garanti le paiement de 1,6 milliards de dollars). La majorité des dépenses militai-

res, qui se chiffrent en milliards, sont destinées à l'achat d'hélicoptères, ainsi qu'à l'entretien de trois bataillons d'élite de l'armée colombienne dans le sud du pays, région contrôlée par la guérilla. Seuls 180 millions de dollars permettront de financer le remplacement des cultures illégales à l'échelle régionale. Et 100 petits millions de dollars financeront la réforme de la justice et le «renforcement des droits humains et de la paix» en Colombie.

Les vrais motifs

Si la crise politico-militaire en Amérique centrale a été «résolue» (grâce aux processus de transition des années 90 au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala), Washington voit avec préoccupation certains signaux d'alarme dans la région andine. Parmi ces signaux:

- au début de l'année, en Equateur, la révolte des indigènes et des militaires et l'impossibilité pour le gouvernement en place d'appliquer la «dollarisation» de l'économie - proposée par le Fonds monétaire international -, en raison d'une résistance populaire croissante;
- en avril et en octobre 2000, les mobilisations indienne et paysanne, qui ont mis en échec l'ancien dictateur bolivien Hugo Banzer, «reconverti» en démocrate;
- la chute accélérée de l'ex-président péruvien Fujimori, encore tout récemment principal allié de Washington dans la région;
- au Venezuela, l'apparition sur la scène politique - avec l'appui majoritaire d'un électoral populaire - du président Hugo Chavez, promoteur d'une «révolution bolivarienne»; un pas en avant vers l'exercice d'une nouvelle souveraineté régionale qui revendique de nouvelles formes d'amitié et de coopération avec Cuba.

Tous ces facteurs - auxquels s'ajoute la présence gênante d'organisations populaires en Colombie - menacent le contrôle stratégique nord-américain sur la région. Vue de Washington, la situation s'est aggravée avec la montée du mouvement populaire brésilien et la conquête de nouveaux espaces de pouvoir par la gauche au niveau des municipalités et des Etats². Si cette nouvelle réalité géo-politique peut expliquer la reprise en main militaire qu'implique pour la région le Plan Colombie, de nombreux commentateurs y trouvent d'autres causes. L'une d'entre elles est le droit de contrôle que s'attribue Washing-

ton sur «sa» principale réserve pétrolière, au moment où les prix de l'or noir augmentent. Le pétrole colombien représente une source de revenus significative pour les compagnies pétrolières nord-américaines. La Colombie et le Venezuela apparaissent comme le gisement de pétrole le plus étendu de l'hémisphère occidental et la production pétrolière colombienne garantit une partie de la consommation croissante des USA. Une consommation qui dépend largement de l'extérieur. Or, la situation complexe du Moyen Orient et leurs relations conflictuelles avec l'Iran et l'Irak poussent les Etats-Unis à se tourner vers la région andine pour garantir leur approvisionnement. La Colombie et le Venezuela deviennent ainsi des pays «d'intérêt vital» pour les Etats-Unis. Sous le prétexte idéologique de combattre le trafic de drogue, les USA appliquent donc un nouveau projet d'ingérence contre les mouvements sociaux, redimensionnent leur politique de contrôle stratégique du pétrole et, accessoirement, punissent la guérilla colombienne qui a déclaré la guerre aux «entreprises pétrolières yankees»: pour la seule année 1999, l'oléoduc de «Caño Limón», exploité par la Occidental Petroleum Co. et la Royal Dutch/Shell, a été bombardé 79 fois par les insurgés !

Conséquences à craindre

Lors d'une récente visite au Parlement suisse, Fernando Gabeira - député écologiste brésilien - a mis l'accent sur certains éléments supplémentaires du plan et leur

incidence sur l'environnement. L'utilisation d'une racine du champignon «Fusarium Oxysporum», (fabriqué dans des laboratoires nord-américains), tout en détruisant la feuille de coca, entraînerait des dégâts écologiques irréversibles dans les régions d'Amazonie.

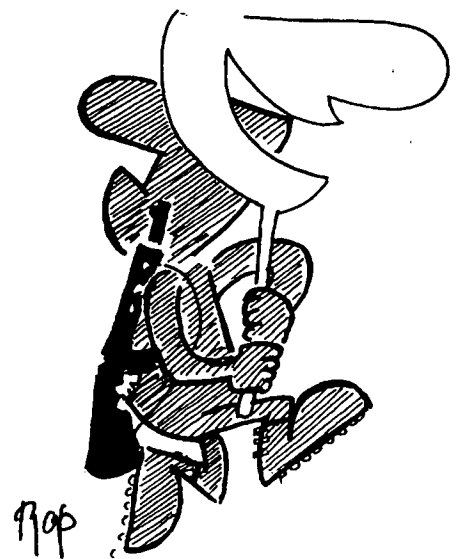
Par ailleurs, le Plan Colombie n'est qu'une étape de plus dans une lutte anti-drogue qui néglige les propositions de reconversion: de 1986 à 1998, en Colombie, seuls 300 millions de dollars ont été dépensés pour des programmes de développement alternatif aux cultures illicites. Durant cette même période, la surface des terrains affectés à la culture de la coca est passée de 19.153 hectares à 101.800 hectares. A partir de l'expérience des 15 dernières années, on peut facilement prévoir les effets du plan: davantage de répression, de violence, l'incendie de toute une région, ainsi que des personnes déplacées et appauvries par l'absence d'alternatives concrètes à la culture défendue.

L'avenir est sombre. Le plan, s'il devait être appliqué tel quel, générerait de terribles conséquences et placera toute une région sous tutelle américaine. Ce en ne faisant que déplacer vers d'autres pays la culture de la coca. Une drogue dont, rappelons-le, les Etats-Unis sont les premiers consommateurs mondiaux. ■

Sergio Ferrari
E-CHANGER

Trad. Jean-Pierre Renk

1 Heinz Dietrich Steffan, in *Rebellion*, 6.11.2000.
2 Le Parti des Travailleurs (PT) a été reconduit à la mairie de Porto Alegre et a pris le contrôle d'autres villes, dont São Paulo.



Porto Alegre

Un autre monde possible

Ce titre pourrait être celui d'un conte de Noël. En fait, c'est ce que nous invite à construire l'«anti-Davos du Sud», surnom donné au Forum social mondial, qui se tiendra dans la capitale du Rio Grande do Sul du 25 au 30 janvier 2001.

Ce forum fait suite aux manifestations citoyennes nées à Seattle. Partout, des foyers de résistance au modèle économique dominant s'organisent. S'agit-il de globaliser cette résistance à Porto Alegre ? Mieux ! Le pari est de faire confluer les forces sociales dans un esprit de générosité et de tolérance. Des qualités nécessaires pour prendre en compte les réalités différentes des «piétons de l'alternative» des 5 continents.

Délégation suisse

A Porto Alegre, pas moins de 3000 personnes, mandatées par des mouvements sociaux, religieux, politiques ou par des ONG, débattront autour de deux thèmes centraux :

-La richesse (production, distribution, impact sur l'environnement, rapports entre nations,

circulation des capitaux, plans d'ajustements structurels, etc.) -La démocratie (représentation citoyenne, autoritarisme de l'OMC, du FMI, de la Banque Mondiale, etc.) Une délégation de six parlementaires suisses, du centre et de gauche, fera le voyage avec quelques membres de législatifs et exécutifs cantonaux et communaux.

Budget participatif

Le choix de Porto Alegre représente tout un symbole : depuis 12 ans, dans cette ville et dans tout l'Etat, le budget est discuté et décidé par des assemblées citoyennes qui définissent les priorités en matière d'infrastructures (écoles, dispensaires, logements, etc.). Un réalisateur genevois, Daniel Künzi, a recueilli les témoignages d'habitants de la région, qui nous donnent une bonne leçon de démocratie directe et de prise en charge de leur destinée. Cette vidéo constitue une excellente préparation au Forum social mondial... et une idée de cadeau de Noël originale. ■

Roland Pasquier

Cassette : *Ensemble, le rêve devient réalité*
au 022 / 329 15 10; prix: 10.-

Israël-Palestine

Vivre ensemble

Quelque part en Israël, entre Jérusalem et Tel-Aviv, un petit village abrite une communauté regroupant des familles juives et palestiniennes. Une cohabitation réjouissante, en marge des conflits actuels.

Fondée en 1972 par Bruno Hussar, dominicain, la communauté Neve Shalom/Wahat al Salam (NS/WAS: «Source de Paix» en français), réunit des Juifs et des Palestiniens qui ont choisi de vivre ensemble, afin de concrétiser leur rêve de paix et de montrer à l'opinion qu'une cohabitation pacifique et même une collaboration entre les deux peuples sont possibles.

L'école de la paix

La communauté se garde de toute forme de prosélytisme mais ne vit pas en vase clos, consciente que son expérience peut être bénéfique. En 1978, elle a ainsi ouvert une école de la paix. Cette école organise périodiquement des séminaires, dont l'objectif est d'amener les participants à prendre conscience de la spécificité de leur identité, tout en découvrant et en appréciant celle du voisin. Plusieurs organisations pour la paix, en Israël comme à l'étranger,

se sont inspirées des méthodes mises au point par l'école de la paix. Par ailleurs, la communauté s'est dotée dès sa création d'un jardin d'enfants, tenu par une Juive et une Palestinienne. En 1984, elle a aussi ouvert une école primaire, bilingue et biculturelle, la seule en son genre jusqu'à présent en Israël. Chaque année, la «Source de Paix» organise des journées portes ouvertes, auxquelles participent des milliers de personnes, de tous âges et de toutes régions. Nombre d'artistes juifs et palestiniens joignent leurs talents à ces manifestations, contribuant à faire connaître les projets de la communauté.

Un signe d'espérance

En novembre, les amis suisses de NS/WAS ont accueilli 2 délégués pour une tournée d'information en Suisse. Programmée depuis longtemps, elle a coïncidé avec la recrudescence de la violence en Israël. Leur témoignage n'en a eu que plus d'impact, en démontrant qu'il était possible, même en période de crise aiguë, de continuer à vivre dans l'espoir de la paix. ■

Justin Kahamaile

Les Amis suisses de NS/WAS,
Künzacherstrasse 20, 8126 ZUMIKON;
A Genève:
Monique Eckmann, IES/Internigra,
Prévost Martin 28, 1211 Genève 4.